



GAVROCHE

REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE

Le numéro : 40 F - 6,10 €

Bimestriel n° 115 - 20^e année - janvier-février 2001



LA BELLEVILLOISE OU LA CITOYENNETÉ AU QUOTIDIEN

1

par Christiane Douyère-Demeulenaere



RETOUR SUR LES DEBUTS DE LA V^{ème}

8

par Georges Pelletier



LUCIEN DESLINIERES UN MILITANT D'ECRITURE ET D'ACTION

9

par Denis Lefebvre



LE COMMUNARD GUSTAVE FLOURENS

13

par Alain Dalotel



L'EXPOSITION DE CHICAGO 1893 : DES NOIRS DANS LA CITE BLANCHE

19

par Jean-Michel Bergougniou



LOUIS MERCIER-VEGA, L'ITINERANT un militant anarchiste hors du commun

26

par Jean-Jacques Gandini

Et aussi...

Médias p. 25

Le temps des livres ... p. 28

L'amateur de livres ... p. 32

GAVROCHE

Revue bimestrielle
d'histoire populaire
Numéro 115
janvier-février 2001

Publication des
Editions Floréal
BP 872
27008 Evreux cedex
39-41, rue de la Harpe
Tél. : 02.32.33.22.33

Directeur de la publication :
Georges PELLETIER

Secrétaire de rédaction :
Claude VIRLOUVET

Avec la collaboration
pour ce numéro de
J.-F. AMARY

J.-M. BERGOUIGNOU

E. COMMUN

A. DALOTEL

C. DOUYERE-DEMEULENAERE

J.-J. GANDINI

J.-J. LEDOS

D. LEFEBVRE

G. PELLETIER

Commission paritaire : 64185
I.S.S.N. : 02-42-9705

© Editions Floréal
Tous droits de reproduction
des articles et documents publiés
strictement réservés.

Les manuscrits
ne sont pas renvoyés.

Les articles publiés dans cette
revue sont résumés et indexés
dans HISTORICAL ABSTRACTS
and AMERICA :
HISTORY and LIFE

Distribution en librairie :
DIFFUSION POPULAIRE
21 ter, rue Voltaire
75011 Paris - Tél. 01.40.24.21.31

Imprimé en France

Secrétariat de rédaction
et mise en page :
Scoop Presse Normande à Evreux
Impression :
27 Offset-Gravigny

EDITORIAL

Nous présentons tout d'abord nos vœux les plus sincères à nos lecteurs et amis, anciens et nouveaux, vœux de bonheur, de santé et de prospérité.

Vous comprendrez que, de notre côté, nous sommes heureux et fiers de publier ce numéro 115 qui se situe à la charnière de deux siècles. Les historiens, dans les manuels scolaires ont pris l'habitude de cloisonner les siècles : nous venons donc d'ouvrir la première page du XXI^{ème}, refermant le XX^{ème}, renvoyant le XIX^{ème} un peu plus loin dans les souvenirs, et la Révolution de 1789 aux oubliettes.

Nous rattachant à ce principe - fort discutable -, nous allons imaginer d'extrapoler ce que sera ce siècle nouveau à partir, notamment, des tendances que nous croyons percevoir dans la population.

On aimerait, avant tout, voir arriver une nouvelle République, une République sociale, démocratique et fédérale. Car comme vous l'avez sûrement remarqué, la dérive républicaine penche fortement à droite. Les principaux défenseurs de la République actuelle sont bien sûr le RPR, mais aussi - quitte à en surprendre plus d'un - leurs voisins de droite, les "Maigretistes" qui se veulent "d'opposition nationale, souverainiste et républicaine". La tendance présidentielle de la V^{ème} ne peut que ravir les nationalistes de tout poil en quête de dictature. Nous pensons, plus simplement, que le pouvoir suprême appartient au véritable Souverain, qui n'est autre que le peuple. C'est au peuple de décider ce qui doit être réalisé, adopté et légiféré par des élus nommés par un suffrage véritablement démocratique. Que l'on ne nous fasse pas croire, au siècle de l'informatique et du portable, que la population ne peut pas intervenir étroitement dans de plus fréquentes consultations !

Dans ces conditions, nous pensons que le peuple choisira d'entrer dans un siècle "écologique" : il est vain de rappeler la longue liste des revendications dans ce domaine. On retiendra entre autres : une alimentation saine, la lutte contre les OGM, les pollutions atmosphériques, le nucléaire... Dans cette optique, on verrait bien, par exemple, des mesures prises pour repeupler les campagnes et redonner vie à nos pittoresques villages.

Sur le plan militaire, le peuple prendra unanimement la décision de supprimer purement et simplement la fabrication des armes, rendant ainsi toute guerre impossible. Mieux, l'industrie des armes sera reconvertie en une industrie pacifiste : c'est ainsi que le coûteux porte-avions nucléaire deviendra un paisible paquebot de croisière !...

Les Régions, aujourd'hui sous la tutelle financière du pouvoir central, seront rendues autonomes, engagées à se gérer elles-mêmes au sein d'une fédération chargée de répartir les richesses.

Les habitants deviendront tous des "Citoyens du Monde", libres de leurs mouvements.

Le Droit au Travail, le Droit à la Vie, Droit à la Culture et le Droit au Logement seront enfin appliqués, supprimant du même coup la misère, on l'appellera le Droit au Bonheur. Et nos enfants seront partie prenante de l'ère technologique avancée dont ils bénéficieront pleinement.

C'est ainsi que la délinquance disparaîtra peu à peu et que les lieux d'internement se videront avant d'être détruits...

Le XXI^{ème} siècle verra aussi...

- Arrête d'écrire des choses aussi stupides et d'évoquer des lendemains qui chantent !...

- Je sais que tu as raison, mais si tu savais comme ça fait du bien !...

Je sais qu'on fait rêver le peuple avec la roue de la Fortune, le loto et autre "Comment gagner des millions", subtils moyens de l'endormir sous prétexte de lui montrer le chemin de la richesse.

Je sais que l'Economie, l'Argent et la Mafia gouvernent le monde. Notre Président, ce sont eux qui le désigneront, les députés et les ministres seront aussi choisis en fonction de leur soumission. Et le peuple s'imaginera qu'il y est pour quelque chose ! Puis les élus, une fois en place, voteront les lois qui favoriseront, en général, ceux qui ne cesseront d'arrondir leur fortune.

Est-ce une bonne vision du XXI^{ème} siècle ?

Souhaitons que nous nous trompions !

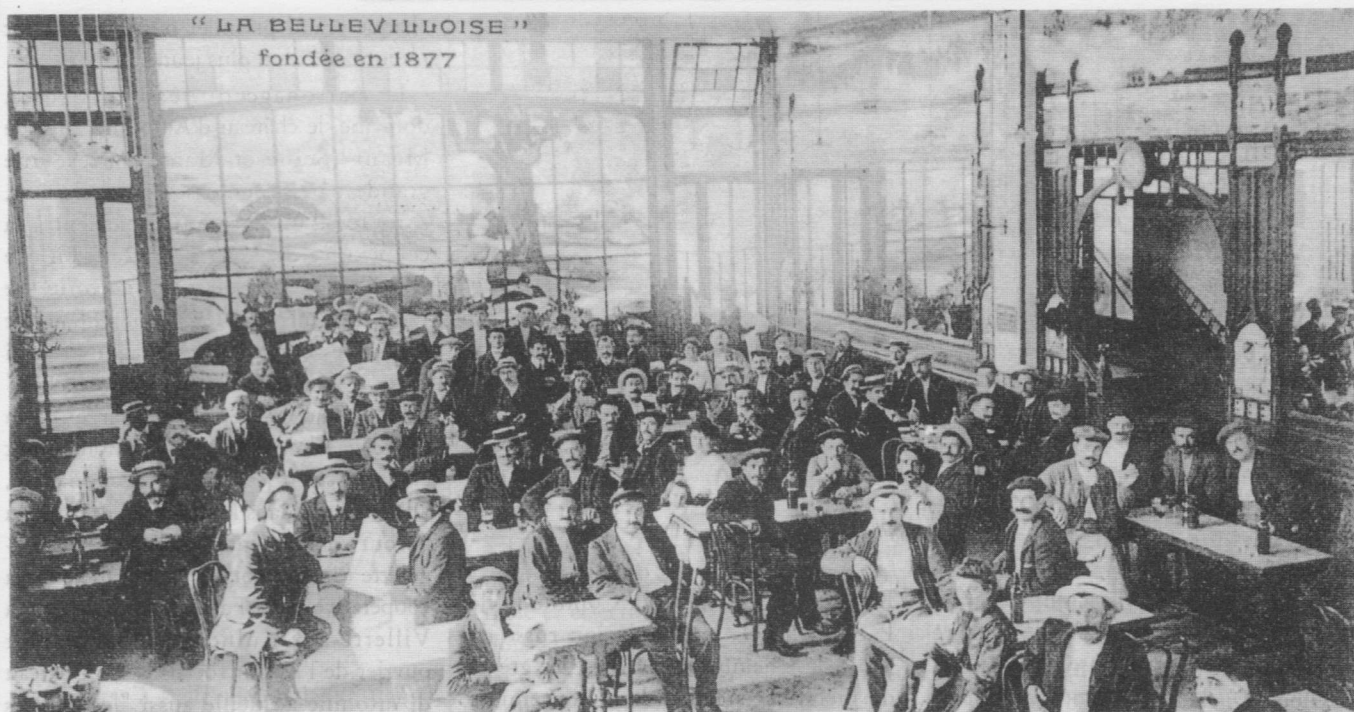
A Gavroche nous continuerons à montrer qu'au fil du temps, des hommes et des femmes ont, envers et contre tout, lutté pour tenter de bâtir un monde plus juste et meilleur. Bien heureusement, nous en avons encore beaucoup à vous faire découvrir.

Gavroche

GAVROCHE
UNE REVUE
INDEPENDANTE

La revue d'histoire populaire *Gavroche* est indépendante de tout groupe politique, syndical, confessionnel et financier. Elle ne reçoit aucune subvention ni de l'Etat ni de tout autre organisme privé ou public.

Gavroche ne peut compter que sur la fidélité et le soutien de ses lecteurs. Vous pouvez lui manifester votre attachement en parlant de la revue autour de vous et en souscrivant ou en faisant souscrire des abonnements.



Dans le café, 19 rue Boyer.

La Bellevilloise, ou la citoyenneté au quotidien

"La citoyenneté, il y a des maisons pour cela!". En pastichant la phrase célèbre, on pense tout naturellement à l'école, à l'hôtel de ville, à la préfecture... qui sont étroitement liés à certaines pratiques citoyennes. Il est aussi d'autres lieux pour lesquels le rapport s'impose de façon moins évidente. Pourtant, si l'on considère qu'être citoyen, c'est ne pas se résigner à subir sans pouvoir agir sur le cours des choses, c'est vouloir prendre son destin en mains, se donner les moyens de devenir responsable et d'agir dans la cité, au quotidien, alors les lieux de citoyenneté sont nombreux. Tel est sans doute le cas d'un bâtiment qui a aujourd'hui perdu sa vocation première, même si les promoteurs n'en ont pas encore eu totalement raison. Il s'agit de la "Maison du Peuple" de la Bellevilloise, sise rue Boyer, dans le XX^e arrondissement de Paris.

Elle a été construite en 1908-1910, aux n° 19 et 21 de la rue Boyer, par l'architecte Emmanuel Chaine, dans l'esprit de la Maison du Peuple de Horta, à Bruxelles. Un vaste ensemble de locaux, en béton armé et remplissage de briques, avec ornementation de mosaïques et de céramique émaillée,

accueille, sur deux étages très hauts de plafond, un grand magasin de vente au public et des bureaux administratifs, mais aussi un café, une salle de répétition, des salles de réunion (dont l'une sera appelée salle Babeuf); au premier étage, on trouve une salle des fêtes de près de 500 m² (la salle Jean Jaurès). En 1927, à l'occasion du 50^e anniversaire de sa création, la Bellevilloise la complète, au 25 de la même rue, par un immeuble de deux étages, de même gabarit, dont le fronton porte la faucille et le marteau (à cette époque, la direction de la coopérative est communiste); il abrite notamment une grande salle de spectacle (la salle Lénine) qui peut accueillir 500 personnes. Le lieu est éminemment symbolique: le café est décoré d'un grand vitrail, où figure une femme assise au pied d'un arbre, avec son fils, devant un vaste panorama sur lequel se lève le soleil, entouré du mot "Coopération"; au loin, un laboureur travaille son champ et on voit s'élever dans le ciel les panaches de fumée de cheminées d'usines.

Cette Maison du Peuple est devenue au fil des années un lieu fort de l'action qu'une organisation ouvrière telle que la Bellevilloise peut développer dans un

arrondissement comme le XX^e arrondissement, qui figure parmi les plus pauvres de la capitale et où les initiatives officielles ou privées restent très insuffisantes.

Chacun pour tous – Tous pour chacun

Tout a commencé, en 1877, par la création par une vingtaine d'ouvriers bellevillois, d'une société coopérative de consommation, la Bellevilloise, et l'installation d'un modeste dépôt d'épicerie, ouvert deux soirs par semaine.

Car la Bellevilloise est d'abord une coopérative ouvrière, qui fonctionne jusqu'en 1936, date à laquelle elle est entraînée dans la faillite de la Banque ouvrière et paysanne. Pendant près d'un quart de siècle, elle reste exclusivement une coopérative de consommation qui propose à ses adhérents des produits courants (pain, viande, charcuterie, épicerie, charbon, ameublement, habillement) à prix réduit; les achats en grosses quantités auprès des producteurs, souvent d'ailleurs des coopératives ouvrières de production, et la limitation des marges lui permettent de toucher une large



Patronage laïque de la Bellevilloise - Cours de Diction

clientèle: en 1912, elle compte 9 000 sociétaires, réalise 5 MF de chiffre d'affaires annuel et dispose de plusieurs dizaines de magasins de vente (ou "répartitions") dans les XIX^e et XX^e arrondissements.

C'est d'ailleurs grâce à sa prospérité commerciale qu'elle peut amorcer, à partir de 1900, un virage décisif et ajouter à sa vocation strictement consumériste une mission éducatrice et culturelle. A la fin des années 1920, elle est à la tête d'un véritable réseau d'œuvres sociales et culturelles, qui en fait une sorte de "maison de la culture" avant la lettre, dont l'influence rayonne bien au-delà de Ménilmontant et de Belleville. Ce rayonnement s'appuie sur cinq "piliers".

Le patronage

Le "Patronage laïque" a "pour but de soustraire les enfants, garçons et filles, [...] aux mauvaises fréquentations de la rue, en leur créant un centre d'éducation et de distraction les dimanche, et en leur permettant de suivre divers cours existants". Il accueille les enfants des deux sexes, de 8 à 16 ans, à qui l'on propose, le jeudi et le dimanche, des promenades – sorties champêtres, visites d'usines et de musées –, des jeux, des cours de solfège, de chant, de violon, de mandoline et de diction, des cours d'anglais, de la culture physique, de la couture...

On fait aussi aux enfants des causeries éducatives, qui, après 1924, avec le passage de la direction de la Bellevilloise aux communistes, se politisent et se transforment en conférences historiques et politiques nettement engagées; elles puisent leurs thèmes – et leur légitimation – dans l'histoire ouvrière et révolutionnaire: la

Révolution française, la Commune de Paris de 1871, la Révolution russe de 1917, le Chemin des Dames, les grèves de métallurgistes pendant la première guerre, la révolte des marins de la mer Noire, la guerre au Maroc et en Algérie... C'est aussi à cette époque que le cinéma fait son entrée au patronage les après-midi où la pluie ou le vent ne permettent pas de sortir.

Au patronage, les méthodes éducatives en usage sont assez novatrices. On s'efforce d'exercer les enfants à une certaine autogestion ou, tout au moins, à user de leur droit d'expression: au retour de promenade, ils discutent avec les moniteurs de la sortie, donnent leurs impressions, proposent des améliorations. Ils sont également habitués très jeunes à prendre des responsabilités et à faire preuve de solidarité: ainsi, pour les visites médicales systématiques dont ils bénéficient dans les années 1925-1930,

chaque grand pionnier ou pionnière est responsable d'un plus jeune.

Le patronage dispose aussi d'un domaine, le château d'Automne, près de Meaux (Seine-et-Marne); c'est une grande bâtisse, en assez mauvais état, entourée d'un parc qui appartient à la coopérative de 1920 à 1932, et où elle envoie ses pupilles en colonie de vacances. Ainsi, en 1924, "58 enfants de sociétaires et 2 petits Allemands", ainsi que "23 petits camarades nécessiteux" dont le séjour est pris en charge par la caisse de solidarité. D'autres pupilles sont envoyés, selon les années, à La Couarde, à l'île de Ré (dans la maison d'enfants du Secours ouvrier international), à la Bergerette (dans la colonie de vacances de la coopérative de la Famille nouvelle), ou à Villette-aux-Aulnes (à l'Orphelinat ouvrier de l'Avenir social)... Le Château d'Automne accueille aussi "les adultes bellevillois, fatigués ou convalescents, ayant besoin de repos et d'air pur"; ainsi, de mai à septembre 1921, il accueille 308 personnes, pour un coût du séjour modéré qui permet de partir en famille.

Le patronage concerne un assez grand nombre d'enfants, car, selon les années, les effectifs y tournent autour de 200 à 300 enfants environ par an. Un des plus célèbres "pionniers" du patronage de la Bellevilloise est Henri Krasucki, qui évoque dans une interview le "fraternel patronage communiste de son quartier".

Le patronage joue un rôle éminent dans la vie sociale de la Bellevilloise; les soirs de bal, c'est lui qui tient le vestiaire, et il participe aux sorties champêtres par ses chants et ses exercices de gymnastique.

Patronage laïque de la Bellevilloise. Section des petites filles.



Patronage laïque de la Bellevilloise - Section des Petites filles



Intérieur de la répartition de La Bellevilloise, 19, rue Boyer.

L'université populaire de la Semaille

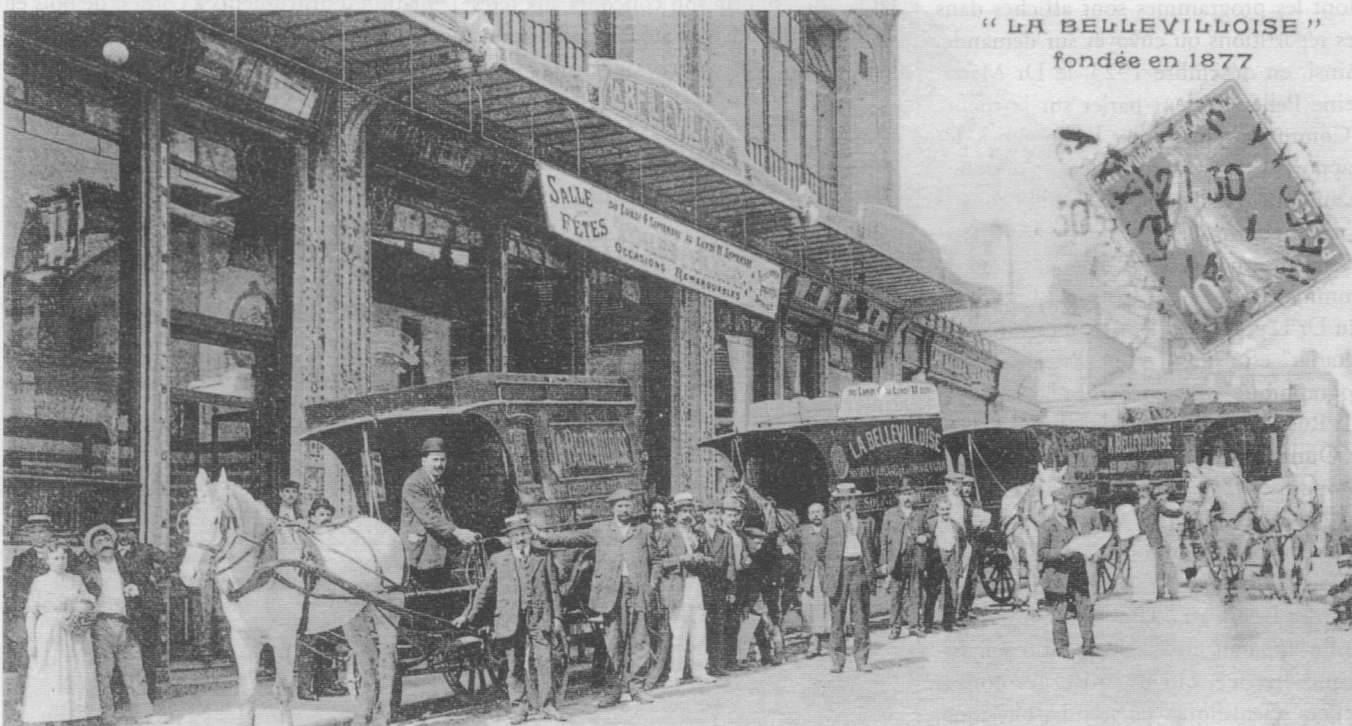
Ouverte à Belleville en 1900, dans le grand mouvement de création des universités populaires qui suit l'affaire Dreyfus, la Semaille est issue de l'initiative d'un petit groupe de coopérateurs de la Bellevilloise réunis autour de jeunes intellectuels - Henri Jullien, Philippe Landrieu et l'anthropologue et sociologue Marcel Mauss -, dans la mouvance de la revue le Mouvement socialiste.

En 1909, la Semaille se rapproche de la Bellevilloise, car elle connaît des problèmes financiers qui menacent d'entraîner sa disparition ; la coopérative l'héberge dans ses locaux de la rue Boyer, et la subventionne.

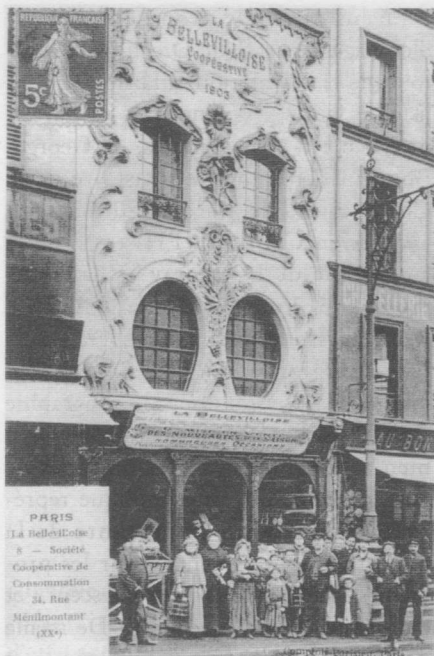
Déjà, à cette époque, la Semaille dispose d'une bibliothèque particulièrement riche et éclectique, divisée en quatre sections : Littérature, arts - Sciences, histoire - Économie politique et sociale - Périodiques. En littérature, on y trouve, à côté des auteurs classiques habituels (Balzac, Beau marchais, Cervantès, Corneille, Dickens, Heine, Homère, Hugo, La Fontaine, Molière, Nerval, Rabelais, Racine...), une littérature plus contemporaine, souvent à caractère naturaliste ou social, voire même libertaire (Henry Becque, Maurice Bouchor, Brieux, J.-B. Clément, Michel Corday, Lucien Descaves, Léon Frapié, G. Geffroy, les Goncourt, Jean Grave, Ibsen, Bernard Lazare, P. et V. Margueritte, Maupassant, Octave Mirbeau, Henri Murger, Charles-Louis Philippe, Jean Richepin, Jean Rictus, L. Tailhade...).

En histoire, elle propose beaucoup d'ouvrages sur l'affaire Dreyfus, sur l'histoire de la Révolution ; l'Histoire socialiste de Jaurès y voisine avec les travaux de Michelet, de Seignobos, de Georges Bourgin (Proudhon et Histoire de la Commune), de Ferdinand Buisson (Sébastien Catillon), l'Histoire de la Commune de Lissagaray et La Commune de Louise Michel. À côté d'ouvrages pratiques sur l'espéranto, la graphologie, la musique, le travail manuel, la physionomie, la géographie (Elisée Reclus), les sciences sont aussi bien représentées par des ouvrages de vulgarisation. La santé publique représente une section importante de la bibliothèque, très centrée sur les problèmes d'hygiène, de dégénérescence et d'eugénisme chers à l'époque. De même d'ailleurs que l'économie politique et sociale qui balaie largement les questions de droit, notamment droit privé et droit de la famille, le mariage (Léon Blum) et l'amour libre, les œuvres des penseurs révolutionnaires (Bakounine, V. Basch, Kropotkine), le mouvement coopératif... On y trouve aussi les écrits néo-malthusiens qui témoignent, si besoin était, de l'influence de ce courant de pensée dans les milieux ouvriers parisiens avant la Première guerre.

Avec le passage à la direction communiste, en 1924, la bibliothèque de la Semaille a vocation à devenir le noyau d'"un centre d'études prolétariennes", projet qui s'inscrit d'ailleurs dans celui, plus



Départ des livraisons, 19, rue Boyer



Immeuble de la Bellevilloise, 19, rue Lesage.

général, de la Maison des Œuvres sociales. D'année en année, la Semaillé continue son développement et, particulièrement, celui de la bibliothèque, qui part de 1300 volumes en 1909 "pour arriver en 1927, à [se] transformer sur un modèle moderne, tant au point de vue agencement que classification et bien-être, qui a fait d'elle une des plus belles bibliothèques, et l'on peut même dire la seule en France au point de vue social, ayant en rayon plus de 3500 volumes et environ 1000 brochures [...]."

On y donne aussi des conférences gratuites, causeries suivies de discussions, dont les programmes sont affichés dans les répartitions ou envoyés sur demande. Ainsi, en décembre 1923, le Dr Madeleine Pelletier vient parler sur le thème "Comment transformer les mœurs? (les rapports des sexes en Russie soviétique? L'amour, le mariage et la famille dans la société communiste)". Le cinéma intervient comme soutien aux conférences, comme, en mai 1911, où la conférence du Dr Legrain sur "l'alcool, fléau du prolétariat" est "suivie d'une partie cinématographique" ou, en octobre 1927, sur "la Russie nouvelle".

Outre les conférences, des sorties sont proposées le dimanche: par exemple en 1921, l'École Boule, le Musée Gustave Moreau, la Manufacture de Sèvres, le Salon des indépendants et le Salon national des Beaux-arts. Une nouvelle activité enfin apparaît en 1931: le club scientifique ouvrier, qui organise des conférences scientifiques (anatomie, physique, chimie, histoire naturelle).

A partir de la fin de 1929, la Semaillé organise plus systématiquement des séances cinématographiques. Il s'agit d'abord de séances privées (sur invitation) au cours desquelles sont projetés des films boudés par les circuits commerciaux ou interdits par la censure comme Octobre de Eisenstein. Au début de 1930, ce ciné-club se transforme en Cinéma de la Bellevilloise (ou Cinéma Bellevillois), cinéma public à fonctionnement régulier, qui, dans sa programmation, est tout à la fois un cinéma d'avant-garde qui projette nombre de productions allemandes par exemple (La Rue sans joie de Pabst, ou Les Espions de Fritz Lang), un cinéma militant qui passe beaucoup de films soviétiques, et un cinéma de quartier qui programme des comédies de boulevard aujourd'hui bien oubliées, Monte là-dessus d'Harold Lloyd, une semaine de gala Charlot, Le Million de René Clair, ou La vie est à nous de Jean Renoir (projeté en première à la Bellevilloise).

Les autres activités culturelles

Le goût pour la pratique musicale, alors si répandu dans les milieux populaires, est attesté par l'existence, à la Bellevilloise, de plusieurs groupes musicaux amateurs subventionnés.

Ainsi, l'Harmonie bellevilloise, formation de cuivres d'environ 70-80 exécutants, qui apporte son concours aux fêtes de la Bellevilloise et aux manifestations d'entraide ouvrière, comme, par



Immeuble de la Bellevilloise, 19, rue Lesage

exemple, la grandiose manifestation organisée, en 1913, par la CGT et l'Union des syndicats de la Seine, au Pré-Saint-Gervais, contre la loi des trois ans, ou les manifestations de soutien aux grévistes du textile du Nord en 1921. Elle se produit aussi en concerts publics dans les kiosques des XI^e, XIX^e et XX^e arrondissements, et à la Maison du Peuple, salle Jean Jaurès, où elle anime régulièrement des grands bals de nuit, des bals masqués et des matinées dansantes. Elle propose aussi des cours de solfège et de pratique instrumentale pour les adultes et les jeunes du patronage.

La Symphonie bellevilloise est une formation d'instruments à cordes, de bois et de cuivres d'une soixantaine d'exécutants amateurs; elle donne des soirées musi-

LE BELLEVILLOIS SOLIDARITÉ MUTUELLE des Coopérateurs de "la Bellevilloise" SIÈGE SOCIAL: 3, RUE BOYER

Consultations gratuites aux Sociétaires
ayant acquitté la cotisation annuelle aux distributions, présentée à tous adhérents de la Bellevilloise.

Dispensaire Central (Entrée: 4, rue Joliet).

Médecine Générale
Lundi, de 18 h. 30 à 19 h. 30: D^r SAJOURS.
Mardi, de 15 h. 30 à 16 h. 30: D^r KALMANOVITCH.
Mercredi, de 18 h. 30 à 19 h. 30: D^r GONTIER.
Jeudi, de 15 h. 30 à 16 h. 30: D^r GALPERINE.
Vendredi, de 18 h. 30 à 19 h. 30: D^r SAJOURS.
Samedi, de 16 à 17 heures: D^r GONTIER.
Maladies des Dames
Lundi, de 18 h. 30 à 19 h. 30: Doct^{re} KLIMOWICZ.
Maladies des Yeux
Mardi, de 18 h. 30 à 19 h. 30: D^r AUBRENGIE.
Vendredi, de 18 h. 30 à 19 h. 30: D^r AUBRENGIE.
Maladies de la Gorge, du Nez et des Oreilles
Jeudi, de 15 h. 30 à 16 h. 30: D^r GALPERINE.
Chirurgie Dentaire
Jeudi, de 18 h. 30 à 19 h. 30: M. WAHL, dentiste.
Maladies des Voies urinaires et de la Peau
(Au service du Docteur, 175, avenue Gambetta)
Lundi, de 13 à 15 heures: D^r COURTIES.
Vendredi, de 18 à 20 heures: D^r COURTIES.

Maladies des Femmes — Au domicile du docteur (1^{er} conseil), 12 francs; les suivantes: 10 francs.
Maladies de la Peau et des Voies urinaires — Au domicile du docteur, consultations simples, 8 francs; consultations avec soins, 10 francs.

Adresses des Docteurs

Médecine générale
D^r BUFFET, 12, rue de Bagneux, de 13 heures à 15 heures, sauf dimanches et fêtes.
D^r GALPERINE, 211, rue des Pyrénées, 1^{er}: Ménilmontant 6640. — Lundi, mercredi, vendredi, de 1 heure à 2 heures. — Mardi, jeudi, de 15 heures à 16 heures.
D^r GONTIER, 41, rue de Belleville. — De 13 à 15 heures, sauf dimanches et fêtes.
D^r KALMANOVITCH, 184, rue de Belleville. Tél.: Ménilmontant 67-83. Tous les jours, de 13 h. 30 à 15 heures. Mardi, samedi, de 19 h. 30 à 21 heures.
D^r LEROY, 65, rue de Bagneux. — De 13 à 15 heures, sauf dimanches et fêtes, mardi et vendredi, de 20 à 21 heures.
D^r SAJOURS, 17, rue des Corbiers. — Tous les jours, de 13 à 14 heures. — Mardi, jeudi, de 20 à 21 heures.
Spécialistes
Doct^{re} KLIMOWICZ (Gynécologie), 40, rue Saint-Paul. — De 13 à 15 heures, sauf dimanches et fêtes. — Téléphone: Fémur 42-54.
(Au Vélodrome de notre quartier, la Doctoresse ne peut se rendre au domicile de nos Sociétaires.)
D^r COURTIES (Voies urinaires et Maladies de la Peau), 125, avenue Gambetta. — Lundi, de 13 à 15 heures. Vendredi, de 18 à 20 heures.
D^r AUBRENGIE, 5, rue Joliet.
Dentistes
M. WAHL, 3, rue de Jourdan. — Tous les jours et le dimanche, de 9 à 12 heures.
M. PLATE, 94, avenue Gambetta. — Tous les jours, de 9 à 18 heures. Lundi et jeudi, de 19 à 21 heures. Le dimanche, de 9 à 12 heures. Téléphone: 13-54.
Sages-Femmes
M^{lle} LIOTARD, 56, rue de Ménilmontant. — De 13 à 15 heures, sauf dimanches et



Intérieur de la répartition, 34, rue de Ménimontant

obstétrique, ophtalmologie); ils reçoivent les patients, à des tarifs différents, au dispensaire ou à leur cabinet. Le dispensaire assure aussi des soins variés (vaccination, piqûres, pose de ventouses, prises de sang, pointes de feu, lavages d'oreilles, pansements), et des prestations plus sophistiquées: rayons ultraviolets, diathermie, ondes courtes, hautes fréquences, ionisation, "plage artificielle"... Dans un quartier défavorisé sur le plan sanitaire comme l'est alors Belleville, dispensaire et pharmacie rendent de réels services à la population.

L'institution des assurances sociales, en 1929, fait peser une menace sur toutes les sociétés mutualistes. Pour sa part, la Solidarité mutuelle fait face à cette situation nouvelle en mettant en place, en 1932, une Caisse primaire d'assurances sociales, accessible à "tous les travailleurs même n'étant pas adhérents à la Bellevilloise", mais pour en bénéficier, il faut être mutualiste.

La solidarité

Elle constitue une part importante de l'activité des Œuvres sociales de la Bellevilloise. Ainsi, une caisse de prêt gratuit aux sociétaires (sans intérêts), qui fonctionne dès 1898; une Caisse de secours ou de solidarité, qui accorde, après enquête, un don en marchandises, sans remboursement, aux sociétaires nécessiteux, et une Caisse de décès, qui verse un somme de 100 F aux familles (enfants mineurs, veuve

ou compagne) des sociétaires décédés; des secours en médicaments sont aussi prévus pour les sociétaires âgés de plus de 55 ans (30 F en 1920).

La Bellevilloise soutient aussi par des subventions de nombreuses œuvres extérieures: la Caisse de maladie de ses employés, l'Orphelinat de l'Avenir social de Madeleine Vernet et La Ruche de Sébastien Faure, la Caisse des écoles du XX^e arrondissement, le dispensaire antituberculeux Jouye-Rouve-Taniès, le Restaurant des Mères-Nourrices, les crèches laïques de Belleville, Saint-Fargeau, Père-Lachaise...

Outre la participation régulière des différents groupements de la Bellevilloise (Harmonie, Muse, patronage...) aux manifestations politiques et syndicales, la

solidarité s'exprime aussi dans le soutien aux grévistes, d'abord quand ils sont membres de la Bellevilloise, par des distributions gratuites de pain et de lait; la coopérative aide aussi les "soupes communistes" en leur cédant les denrées à prix coûtant. Cette solidarité s'étend, au-delà de la sphère bellevilloise, au monde ouvrier en général. En 1920, parmi les bénéficiaires de prêts de la Bellevilloise - ou de prises de participation par l'achat d'actions -, on relève de nombreuses coopératives de production (la Verrerie ouvrière d'Albi, la Verrerie de Choisy-le-Roi, la Coopérative ouvrière en bâtiment de Provins, les Vignerons paysans de Besans, la Cordonnerie ouvrière d'Amiens...) ou des "sociétés sœurs" (Avenir Social de Maureilhan, Les Midinettes...).



Délégation des Pupilles de « La Bellevilloise ». Tournée éducative dans la région Est.



Patronage Laïque de la Bellevilloise. Cours de solfège

Il est certain que, dans le monde coopératif français, la Bellevilloise n'est pas la seule organisation à offrir à ses adhérents des prestations qui dépassent largement les préoccupations immédiates de la vie quotidienne. Ainsi, à Paris, d'autres coopératives entretiennent des œuvres sociales (par exemple, en 1908, l'Économie parisienne, l'Utilité sociale), proposent une université populaire (la Maison du Peuple du 4^e), une pharmacie mutuelle et un service médical gratuit (la Prolétarienne du 5^e, l'Égalitaire), des sorties champêtres et des conférences éducatives (la Lutèce sociale); d'autres organisent des soupes communistes (la Prolétarienne du 5^e)... En revanche, elles sont peu nombreuses à proposer simultanément, comme le fait la Bellevilloise, un tel éventail d'activités sociales et culturelles. On ne peut guère citer, à Paris, qu'une autre coopérative importante, l'Avenir de Plaisance, qui propose aussi

caisse de secours, médecin et avocat-conseil, bibliothèque, chorale, cercle d'études sociales et artistiques, pain gratuit aux grévistes. En banlieue, la Revendication de Puteaux a également une caisse de prêts gratuits pour ses sociétaires, une caisse de secours au décès, une caisse de retraite du personnel, une harmonie musicale, une bibliothèque, un bulletin mensuel, des conférences récréatives et éducatives, et soutient aussi le mouvement des verriers de Carmaux, participe au capital d'une nouvelle verrerie ouvrière...

La Bellevilloise constitue donc un exemple très abouti d'investissement en profondeur de la vie personnelle des coopérateurs par l'offre d'une multiplicité d'activités sociales et culturelles: non seulement on mange et on s'habille à la Bellevilloise, mais encore on s'y instruit, on y passe ses loisirs et ses vacances, on y chante, on y danse et on s'y distrait, elle

vous soigne quand on est malade... Par ses multiples activités festives, elle est aussi un acteur important de la sociabilité populaire, au moins dans l'Est parisien. D'où la mise en place d'une véritable culture Bellevilloise, qui est ressentie par ceux qui y participent comme un acte de citoyenneté militant, et qui est sans doute le secret de l'émotion qui teinte aujourd'hui les propos de ceux qui l'ont connue.

Christiane
Douyère-Demeulenaere

(1) Cet article est tiré d'une communication, présentée, le 14 octobre 2000, aux Rendez-vous de l'histoire de Blois, au cours de la table ronde « Qu'est ce qu'un lieu de citoyenneté? », organisée par le service éducatif et culturel du centre historique des Archives nationales de Paris, et, plus largement, d'un ouvrage collectif, à paraître prochainement, intitulé: *La Bellevilloise: une coopérative ouvrière en action (1877-1936)*.

(2) Il abrite aujourd'hui un centre de danse et un café proposant expositions, théâtre et concerts, La Maroquinerie. Seule la façade est classée.

(3) Voir Christiane Demeulenaere - Douyère, « Quelques exemples d'œuvres sociales », dans le XX^e arrondissement. La montagne à Paris, Paris, Action artistique de la Ville de Paris-Archives de Paris, 1999, 239 p., p. 90-95.

(4) Voir Lucien Mercier, *Les Universités populaires: 1899-1914. Éducation populaire et mouvement ouvriers au début du siècle*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1986.

(5) Gendre de la militante féministe et révolutionnaire Paule Mink 1839-1901.

(6) Né au Havre en 1873, Philippe Landrieu, scientifique de formation, membre actif dès 1894 du groupe des étudiants collectivistes, puis adhérent du parti ouvrier socialiste révolutionnaire, crée en mars 1900, avec M. Mauss, la Coopérative socialiste La Boulangerie, au 84, rue Barnault (XIII^e arr.), qui se fondera après de nombreuses difficultés financières dans le magasin de gros des coopérateurs de France, créée en 1905 (Marcel Fournier, Marcel Mauss, Paris, Fayard, 1994, p. 233-237).

(7) Plus généralement sur les rapports de Marcel Mauss avec la coopération, voir Marcel Fournier, Marcel Mauss, op. cit., p. 225-231, 262-270 et 439-450.

(8) Dirigée par Hubert Lagardelle. Voir aussi Lucien Mercier, *Les Universités populaires*, op. cit., p. 59.

(9) La Bellevilloise Société coopérative de consommation - Fédération des U. P. La Semaile Université populaire du 20^e arrondissement, 23, rue Boyer - Paris (20^e). Bibliothèque. Catalogue janvier 1909, *L'Émancipatrice*, 3, rue de Pondichéry, Paris (XV^e), 36 p.

(10) La ligue de la régénération humaine, voisine (son siège social est situé rue de la Duée), y donne aussi des conférences sur le néo-malthusianisme.

(11) Le projet d'une maison des œuvres sociales, financée par un prélèvement de 10 % sur les subventions accordées aux divers groupements, est resté sans suite (La Bellevilloise, 30 novembre 1924).

(12) Elle est logée dans le nouvel immeuble, 25, rue Boyer, au premier étage, sur le derrière, et dispose d'une pièce « spacieuse, éclairée par des diffuseurs, contenant huit tables avec chaises [...] et surtout avec chauffage central » (Le Coopérateur, n° 32, novembre 1927).

(13) Deux par semaine, le mardi et vendredi soir, dans les salles de la buvette, par exemple en 1909 (La Bellevilloise, n° 69, 18 avril 1909). En 1921, 7 conférences mensuelles gratuites, avec projections, sur les sujets suivants: la vie des mondes, la place de l'homme dans l'univers, la littérature grecque (La Bellevilloise, n° 87, 27 novembre 1921).

Comment adhère-t-on à la Bellevilloise ?

Rien de plus facile. Entrez dans une de nos Succursales, n'importe laquelle, signez une carte d'adhésion en souscrivant une ou plusieurs actions de notre Société, et en effectuant un versement minimum de dix francs. Dans un délai de trois semaines vous recevrez votre livret de Sociétaire qui vous fera des adhés. La somme que vous versez, quelle qu'elle soit, n'est pas perdue pour vous. Elle est portée à votre compte.

Quelques-uns de ses avantages :

SOLIDARITÉ MUTUELLE DE LA BELLEVILLOISE avec sa pharmacie : 2, Rue des Cascades, 2 (livraison à domicile, vendant à prix de revient)

CONSULTATIONS GRATUITES

DISPENSARE CENTRAL (Entée : 4, Rue Juillat). - Médecine Générale : Lundi, de 18 h. 30 à 19 h. 30 ; Mardi, de 15 h. 30 à 17 h. 30 ; Mercredi, de 18 h. 30 à 19 h. 30 ; Jeudi, de 15 h. 30 à 16 h. 30 ; Vendredi, de 18 h. 30 à 19 h. 30 ; Samedi, de 16 h. 17 h. 30. - Maladies des Femmes : Lundi, de 18 h. 30 à 19 h. 30 - Maladies des Yeux : Mardi et Vendredi de 18 h. 30 à 19 h. 30 - Maladies du Nez, de la Gorge et des Oreilles : Jeudi, de 15 h. 30 à 16 h. 30 - Chirurgie Dentaire : Jeudi, de 18 h. 30 à 19 h. 30 - Maladies des Voies urinaires et de la Peau : Les dimanches du Docteur, 125, Avenue Gambetta, Lundi, de 13 h. à 15 h. ; Vendredi de 18 h. à 20 h.

DISPENSARE DE CHARONNE (44, Rue des Halles, 20^e). - Médecine Générale : Lundi, de 18 h. 30 à 19 h. 30 ; Jeudi, de 16 h. à 17 h. ; Vendredi de 18 h. 30 à 19 h. 30 ; Samedi de 16 h. à 17 h. - Chirurgie Dentaire : Mardi de 18 h. 30 à 19 h. 30.

Patronage Laïque (Chaque année, 15.000 Francs)
Cours de dessin, Culture Physique, couture, Espéranto, Cultures de sucreries
Sorties les Jeudis et Dimanches

Université Populaire "La Semaile" (Chaque année, 4.500 Francs)
Conférences mensuelles, Bibliothèque scientifique et sociale, Bibliothèque de 4.000 volumes.
Tous les soirs de 20 à 22 h. - Dimanches de 10 à 12.

Club athlétique sportif du 20^e (Chaque année, 600 Francs)
Natation, Rugby, Football, Athlétisme, Culture Physique, Basket-Ball.

Muse Bellevilloise (Groupe Théâtral) (Chaque année, 2.500 Francs)
Pièces Sociales, Comiques, Parodie, Concert, etc...
Répétitions tous les Mardis de 20 h. 30 à 22 heures

Harmonie Bellevilloise (65 Exécuteurs) (Chaque année, 4.000 Francs)
Répétition tous les Mardis de 20 h. 30 à 22 h.

Symphonie Bellevilloise (67 Exécuteurs) (Chaque année, 2.500 Francs)
Répétition tous les Vendredis, de 20 h. 30 à 22 h.

Ces trois derniers organismes offrent leur concours à toutes les représentations ou groupements artistiques.

CERCLE DES COOPÉRATEURS

Assemblée Générale le 3^e Jeudi de chaque mois à 20 h. 30. Études des Problèmes coopératifs et sociaux. - Adhésion : 1 franc. Timbre mensuel : 1 franc. Pour les femmes : 0 fr. 50.

Pour tous renseignements et demandes d'adhésion de concours s'adresser au

SECRÉTARIAT DU CERCLE & DES ŒUVRES SOCIALES

23, Rue Boyer, PARIS-20^e - Téléphone : Rouquette 53-91

Tous les jours de 9 à 12 heures et de 14 à 18 heures (Sauf Dimanches et Fêtes)

Retour sur les débuts de la V^{ème}

La IV^{ème} République, pendant ses douze années d'existence, ne fut pas si critiquable que ses ennemis ont voulu le faire croire. Elle assura la reconstruction d'après-guerre, la restauration d'une économie et d'une monnaie. Elle amorça sa rentrée dans l'Europe avec son adhésion à la communauté charbon-acier, puis au Marché commun. Grâce à la qualité de négociateur de Pierre Mendès-France elle put résoudre la guerre d'Indochine, amorcer la décolonisation avec l'autonomie interne de la Tunisie, l'indépendance dans l'interdépendance du Maroc ainsi que la loi-cadre d'outre-mer. Politiquement, malgré sa faiblesse, ce régime réussit à tenir tête à l'opposition conjuguée des communistes et du RPF, jusqu'à ce qu'il vienne s'embourber dans le conflit algérien. A cause de la division de ses forces politiques, il ne pouvait plus résister aux exigences des militaires d'Alger: le 13 mai 1958 sonna le glas de la IV^{ème} République.

Alors que de Gaulle feint le détachement, tout est déjà prêt en réalité pour son arrivée au pouvoir: militaires, "activistes" et gaullistes travaillent dans le secret. On fait croire à Alger que la métropole exige de Gaulle et à la métropole que c'est Alger qui le réclame: le 15 mai Salan lance un "Vive de Gaulle" à la foule massée sur le forum d'Alger. A la conférence de presse qu'il donne au Palais d'Orsay, le 19 mai, le général s'exclame sans complexe: "Et alors les Algériens crient "vive de Gaulle! comme le font, d'instinct, les Français quand



La presse pour...

ils sont plongés dans l'angoisse ou emportés par l'espérance".

En même temps qu'il discute avec le pouvoir légitime, le général encourage les conspirateurs qui se disposent, si besoin est par la force, à assurer le succès de son entreprise. L'armée met au point à Alger un plan "Résurrection" de coup d'Etat militaire en métropole. Et le 28 mai, à Colombey, de Gaulle dira aux envoyés de Salan: "S'ils ne veulent pas de de Gaulle, alors faites le nécessaire".

Les forces aéroportées de Massu et autres conspirateurs n'auront pas besoin de "faire le nécessaire" car les politiques, les uns après les autres se rallient: le 21 mai, Georges Bidault; le 22 mai, Antoine Pinay; le 25, Guy Mollet; le 26, Vincent Auriol;

Manifestation du 28 mai, boulevard Voltaire: communistes et radicaux avec Pierre Mendès-France.



...et contre

le 28, des centaines de milliers de manifestants de gauche défilent de la Nation à la République. Cette manifestation, aux couleurs du Front Populaire, n'atteint pas son objectif, elle inquiète plutôt la population, d'autant que le gouvernement Pflimlin vient de démissionner. Le 29, René Coty "fait don à la France du plus illustre des Français", le plan "Résurrection" est annulé.

La gauche est trahie par ses chefs, comme le montre le groupe parlementaire et le comité directeur de la SFIO qui repoussent solennellement la candidature du général de Gaulle, lequel "est et restera en toute hypothèse un défi à la légalité républicaine". Pratiquement seul, Mendès France n'admet pas un vote "sous la menace de l'insurrection et du coup de force militaire".

Le 1^{er} juin, le général se présente devant les députés, il préside le dernier gouvernement de la IV^{ème}, se montrant très rassurant, fort respectueux des usages.

Si la nation investit le général des responsabilités suprêmes, c'est dans l'attente qu'il use de son prestige pour mettre un terme à la guerre d'Algérie et non pas pour devenir le maître incontesté de la politique du pays. Mais celui-ci ne l'entend pas ainsi. Il veut profiter de la situation pour mettre en forme son vieux rêve: établir un pouvoir sans partage. Nostalgique du Second Empire, il se souvient que le prince Louis-Napoléon Bonaparte fut plébiscité Président de la République au suffrage universel, et qu'il put,

fort de son pouvoir, transformer la République en Empire.

En réalité, le général souhaite un Etat fort, dirigé par un chef prestigieux, énergique, disposant d'un gouvernement stable et d'un parlement "à sa botte". Il estime qu'ainsi les problèmes se régleront automatiquement, notamment la guerre d'Algérie dont il est loin d'entrevoir l'issue.

Le projet d'une nouvelle Constitution est adopté par le Conseil des ministres et présenté au peuple par le général au cours d'une manifestation sur la place de la République à Paris. Cette Constitution installe un Président, véritable souverain constitutionnel, qui désigne et révoque le gouvernement, peut dissoudre le parlement, organiser le référendum et même, grâce à l'article 16 se saisir de tous les pouvoirs en cas de "circonstances graves".

Au mois de septembre, on salue presque unanimement l'instauration de la V^{ème} République. La France est sous le charme, elle a trouvé son homme fort. Cinq électeurs sur six approuvent une Constitution hybride dont le chef peut aménager à sa façon l'application. Sur le plan de l'exécutif, le Président cantonne ses ministres dans ses strictes attributions, se réservant une part des activités gouvernementales. Sur le plan législatif, l'Assemblée se réduit à une masse de "députés godillots" et d'un petit nombre d'opposants justifiant la "démocratie parlementaire". Seul le Sénat sous la présidence de Gaston Monnerville ne se "couche" pas, et affirme son indépendance. Sur la plan judiciaire, le général n'admet pas la séparation des pouvoirs. Les juges sont des fonctionnaires comme les autres qui doivent lui obéir sans discuter...

La V^{ème} République prend effet le 5 octobre 1958.

G. Pelletier

Lucien Deslinières

Un militant d'écriture et d'action bien singulier...

Le mouvement socialiste connaît souvent, en son sein, des êtres singuliers, marginaux, francs-tireurs, prompts à l'enthousiasme, animés par des foucades, qui peuvent rarement s'épanouir au sein de partis organisés. Lucien Deslinières est tout cela à la fois. S'y ajoutent pour lui d'autres dimensions. Le militant (en socialisme et en franc-maçonnerie) a été un propagandiste dans l'âme, par la parole et par l'écrit. Mais il a aussi été un homme qui a toujours entendu systématiser, faire entrer sa pensée dans un cadre précis et rigoureux, auteur d'ouvrages sérieux dont un code socialiste, sur plusieurs centaines de pages, par lequel il entendait préparer le cadre général du socialisme. Pas moins...



Lucien Deslinières est né à Vierzon le 7 décembre 1857, mais sa famille s'installe à Montluçon alors que l'enfant est âgé de deux ans. Il est donc davantage de l'Allier que du Cher. Il effectue ses études au collège de Montluçon, mais les interrompt très tôt, sans qu'on en connaisse les raisons. Il devra ensuite compléter sa culture générale lui-même.

Il se lance dès l'âge de seize ans dans le journalisme, en collaborant au *Républicain de l'Allier*. Plus tard il fera paraître des articles dans des journaux littéraires parisiens. Il fonde à Montluçon le 15 janvier 1880 la *Démocratie Bourbonnaise*, organe républicain opportuniste, d'abord tri-hebdomadaire, puis quotidien, sous le titre de *Démocratie du Centre*. Cette transformation a lieu en 1883, et le journal est alors transféré à Moulins, pour en étendre l'influence sur l'ensemble du département de l'Allier et une partie du Cher (1).

Un républicain... antisocialiste

Le Deslinières de cette époque-là est très hostile au socialisme. Il se pique très vite au jeu politique. Aux élections législatives de 1889, il affronte dans la circonscription de Montluçon-Est un bonapartiste et le socialiste Christophe Thivrier - le futur « député en blouse » - qui le devance de 1174 voix.

Deslinières ne manque pas de courage, et il n'hésite pas à affronter des auditoires hostiles à ses idées. Ainsi, le 17 juin 1890, il porte la contradiction à Montluçon à Jules Guesde venu tenir dans cette com-

mune sa première réunion publique, sur le thème : « La presse bourgeoise et la presse ouvrière ». L'organe national des guesdistes, l'Égalité, a rendu compte dans son numéro daté du 23 juin de cette réunion, au cours de laquelle le chef socialiste a démontré « le néant - au point de vue ouvrier - des réformes exclusivement politiques poursuivies par la presse bourgeoise la plus radicale ». Mais, souligne le journal, « des interruptions se sont produites qui ont achevé de rendre la réunion tout à fait instructive. » Ces interruptions ont été le fait de trois « tristes champions de la bourgeoisie montluçonnaise », MM. Deboutin, conseiller général, Beaudot, conseiller municipal, et Delinière (sic), rédacteur en chef de la *Démocratie bourbonnaise*.

Notre jeune journaliste affronte de nouveau Jules Guesde, quelques jours plus tard à Commentry. Ce dernier traite alors de « la nécessité de constituer le parti ouvrier socialiste français ». Au vu du commentaire paru dans l'Égalité du 7 juillet, Deslinières, « très humble serviteur des ambitions bourgeoises et opportunistes », a été écrasé par ses adversaires : « En vain le sieur Delinières, le valet de plume de M. Chantemille, a-t-il essayé d'établir que « le citoyen Louis Bonaparte » - ce sont ses propres expressions - ayant publié un ouvrage sur l'extinction du paupérisme, tous ceux qui veulent aujourd'hui éteindre ou supprimer le paupérisme doivent être des bonapartistes ; les huées et les cris : enlevez-le ! qui l'ont empêché de continuer cette argumentation abracadabrante, lui ont montré ce qu'on pensait à Commentry de ces soi-disant républicains qui veulent, eux, conserver le paupérisme. Et c'est au milieu

d'applaudissements frénétiques que notre ami Courtignon a pu renvoyer ce jeune meneur opportuniste vider le pot de chambre de ses maîtres ».

Le ralliement au socialisme

Début 1892, le ton change dans ce même journal : Lucien Deslinières, en effet, vient de rallier le camp socialiste. Il l'a fait savoir en octobre 1891 dans une réunion publique, et l'Égalité du 31 janvier 1892 rappelle :

« Fils d'ouvrier, il s'était, tout jeune, lancé à corps perdu dans les rangs des républicains bourgeois, s'imaginant que ces derniers voudraient ou pourraient faire quelque chose pour la classe ouvrière.

Comme beaucoup d'autres avant lui qui avaient fait cette école, il a dû reconnaître la mauvaise volonté incurable de nos gouvernants ».

L'Égalité reprend ensuite les propos qu'il a alors tenus, avant de saluer « sa déclaration franche et loyale » et son « courage ». Le mot de « courage » est de mise car, en affirmant ses convictions socialistes, Deslinières rompait avec les notables locaux qui le soutenaient jusqu'alors, y compris financièrement.

Il faut bien sûr s'interroger sur ce ralliement spectaculaire au socialisme. Jusque là, Deslinières, pour schématiser, pouvait s'apparenter au radicalisme. Le voici donc socialiste. Au vu des études publiées ces dernières années sur de tels ralliements, on peut penser que les guesdistes du POF ont réussi à absorber très tôt les éléments épars d'un radicalisme socialiste qui ne pouvait pas vivre seul, et qui ne pouvait pas se sentir à l'aise chez les radicaux. D'ailleurs, ils sont souvent issus de régions dans les-

quelles le radicalisme n'a pas réussi à s'implanter. Ils sont souvent, aussi, francs-maçons. Ils viennent au socialisme par républicanisme, en rejetant par contre la République bourgeoise et radicale.

Mais ils seront souvent des marginaux dans le mouvement socialiste, voire même des instables. Deslinières en sera un parfait exemple.

Le voilà donc intégré à la famille socialiste. « Intégré » ? Voire. Cette famille en plus est loin d'être unie, divisée entre de nombreuses chapelles, jusqu'à l'unité de 1905. Et certains socialistes critiquent vivement ce ralliement de Deslinières, au point de lancer à partir de septembre 1892 un journal appelé *L'Alliance*, qui s'en prend avec violence à lui et à Jean Dormoy (1851-1898), maire et conseiller général de Montluçon depuis 1892. Cette feuille disparaît en août 1893.

Au moment de son adhésion, il a pris l'engagement de créer un journal socialiste dans la région de Montluçon. Certains pensaient à un hebdomadaire, ce sera finalement un quotidien, projet bien plus ambitieux. Le titre : *le Petit Montluçonnais*, dont le premier numéro paraît le 6 mars 1892. Il est la propriété de son fondateur-directeur politique : Lucien Deslinières lui-même. Le rédacteur en chef est Eugène Fournière (1857-1914), franc-maçon, futur député, socialiste volontiers présenté comme réformiste.

Le journal porte dans son bandeau « républicain socialiste », et les fondateurs définissent ainsi leurs buts dans le premier numéro, qui paraît le 6 mars 1892 :

« Ainsi que le porte notre sous-titre, nous sommes républicains socialistes.

Républicains, parce que la République est la forme complète et définitive de la démocratie.

Socialistes, parce que le socialisme est le couronnement naturel et nécessaire de la République. »

A la lecture de ce quotidien, on se rend compte que ce journal se veut anticlérical, défenseur des ouvriers. L'inspiration y est socialiste, certes, mais au moins tout autant maçonnique.

On y trouve un feuilleton, le compte rendu des travaux parlementaires, des informations générales, une chronique locale.

Le journal entend œuvrer au rapprochement des fractions socialistes. C'est pour cette raison, semble-t-il, que Lucien Deslinières s'en efface politiquement en juillet 1892, toujours en butte à une frange des socialistes parmi les plus durs.

Le journal périclité assez vite - un quotidien ne se justifiait sans doute pas - et la parution devient irrégulière à partir de novembre 1892. Le POF prend ensuite le contrôle du titre, qui disparaît en janvier 1895.

Homme d'action et théoricien

Il faut bien vivre : après son départ du *Petit Montluçonnais*, Deslinières semble créer une fabrique de machines à coudre, qui fait faillite dans des conditions obscures : mais on peut penser que certains de ses adversaires politiques ont voulu ainsi se débarrasser de lui, en le tentant de le faire condamner. Il quitte Montluçon en 1896 pour Paris. C'est sans doute ensuite qu'il part en Algérie, où il crée un important vignoble aux techniques très modernes. Il faut reconnaître que les différents éléments de biographie en notre possession se contredisent parfois. La plus grande prudence est donc de mise.

On le retrouve ensuite dans les Pyrénées-Orientales, où il s'est installé sans doute pour pouvoir plus facilement se rendre en Algérie. Il milite activement dans ce département pendant plusieurs années, propagandiste infatigable. Il est aussi présent dans les instances nationales des socialistes, participant aux congrès de 1899, 1900, 1903, sans oublier celui de 1905, qui voit la mise en place du parti socialiste unifié, la SFIO, Section française de l'Internationale ouvrière.

Il est candidat en 1902 aux élections législatives à Perpignan, dans cette fédération des Pyrénées-Orientales sous influence guesdiste. Jusqu'alors aucun socialiste ne s'y était présenté : il obtient un très bon score, 10,2 % des voix. Il poursuit son implantation dans le département, et recueille 2984 voix en 1906, 5229 en 1910, il manque alors de peu la victoire. Il est candidat aux élections partielles de 1913 à Issoudun, où l'avaient appelé les militants de la circonscription, puis de nouveau dans les Pyrénées-Orientales en 1914, et en 1919 dans le premier secteur de Paris.

Sa santé l'oblige ensuite à se retirer de toute activité militante active, pour se consacrer exclusivement - ou presque, car le démon de l'action le saisit parfois - à ses écrits.

Tout au long de sa vie, Lucien Deslinières a rédigé de très nombreux livres et opuscules, sans oublier d'innombrables

articles dans des publications très diverses. Il s'est toujours attaché avec méthode aux problèmes de doctrine et de vulgarisation de la pensée socialiste.

Son premier ouvrage, *L'Application du système collectiviste*, a été publié en 1899 à la librairie de la Revue socialiste, avec une préface de Jean Jaurès. Cet ouvrage n'a pas été apprécié dans les milieux guesdistes, auxquels son auteur appartient pourtant, car il a osé imaginer en détail l'édifice social après la Révolution. Or, les guesdistes ne décrivent jamais la société future, se limitant à exposer le principe de base : la collectivisation des moyens de production. Deslinières, lui, s'intéresse de très près à l'avenir, s'attarde sur le salaire que toucheront les femmes, les vieillards ou les infirmes, explique pourquoi le système de l'héritage sera maintenu, et développe son sentiment sur le rôle de l'État. Bref, une succession de sacrilèges, et les polémiques s'étendent à la presse guesdiste (2).

Jusqu'en 1914, il a publié de nombreux ouvrages : *La vie chère*, *Qu'est-ce que le socialisme*, et un volumineux livre en trois volumes, *Projet de code socialiste*. Dans cet ouvrage, paru en 1908, il présente la codification de toutes les lois nécessaires au fonctionnement du régime socialiste.

A signaler également *Le Maroc socialiste*, fort volume de 358 pages publié en 1912, dans lequel il a défendu un curieux projet de colonisation socialiste au Maroc, où le protectorat commençait à s'organiser. Il s'agit pour lui de créer dans l'ouest du territoire chérifien une zone assez étendue, pour partie à assécher, pour partie à irriguer, afin de la transformer en une vaste zone agricole. Les propriétaires indigènes de ces terres seraient indemnisés. Les colons seraient recrutés en France, après des enquêtes rigoureuses. Ils cohabiteront avec des indigènes. Avec sa méticulosité habituelle, Lucien Deslinières définit son projet jusque dans les moindres détails.

Sa proposition est soumise au groupe parlementaire socialiste, mais elle divise les forces en présence. La commission des colonies, interne à la SFIO, l'auditionne : il présente son ouvrage, son projet. Elle fait sienne ses propositions, et met au point une proposition de loi s'en inspirant. Le groupe parlementaire est saisi de ce texte, et l'adopte dans un premier temps. Mais, en seconde lecture, Jaurès se déclare hostile au projet. Un nouveau vote est organisé le 8 mars 1912, et le projet est enterré. Deslinières ne désarme cependant pas : il part en août pour le Maroc, y

rencontre le Résident général, le général Lyautey, qui l'accueille dans un premier temps avec empressement, avant de se dérober ensuite.

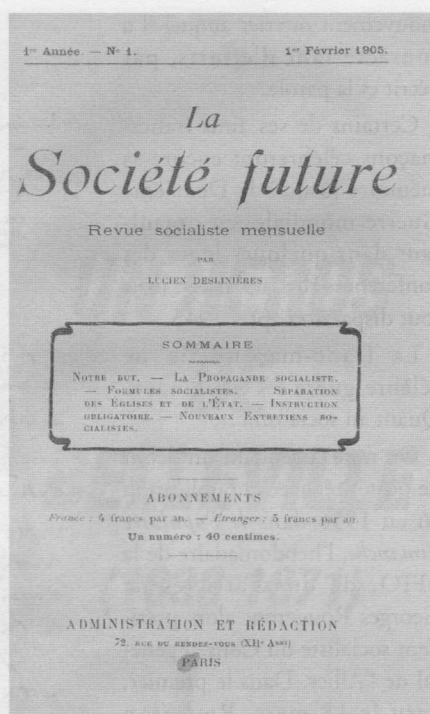
Deslinières a aussi été en 1905 l'initiateur, le directeur, et sans doute l'unique rédacteur, d'une éphémère revue socialiste mensuelle, *la Société future*, dont le but, écrit-il dans le premier numéro, est d'abord de « faire comprendre, c'est-à-dire aimer, le socialisme. Ensuite, montrer que sa réalisation est subordonnée à une élaboration préalable des institutions collectivistes, et s'il se peut, rassembler les éléments d'un groupe d'études qualifié pour entreprendre cet immense et indispensable travail ».

Il n'a jamais cessé d'écrire, jusqu'à son décès, souvent d'épais volumes, et sa bibliographie est considérable. Aux titres déjà cités, ajoutons, pour l'après guerre : *Délivrons-nous du marxisme* (1923), *La production intensive* (1923), *Principes d'économie socialiste* (1924), *Dans l'ornière marxiste* (1927), etc. Son dernier titre, paru en 1936 prend les allures d'un testament : Une seule solution pour tous les problèmes humains. Il a aussi utilisé, avec *La résurrection du docteur Vabel ou le monde dans un demi-siècle*, la forme romanesque pour mieux faire passer son message d'anticipation sociale.

Au service de la Révolution bolchevique

Mais l'homme d'écriture cède de nouveau la place à l'homme d'action, quand il s'enthousiasme pour la Révolution russe. On le voit dès 1919 être élu secrétaire de l'éphémère société des amis des peuples de Russie. Dans sa biographie consacrée à Boris Souvarine (3), l'historien Jean-Louis Panné s'est intéressé à cette association. L'idée initiale en revient à Alfred Rosmer. Boris Souvarine s'y intéresse parmi les premiers, et dépose les statuts. Il s'agit de « dissiper les légendes, les malentendus qui séparent artificiellement les peuples de Russie du peuple français (...) d'amener la cessation de toute intervention armée (...) d'obtenir la levée du blocus meurtrier ». Les réalisations de cette association seront cependant des plus modestes : une affiche placardée sur les murs de Paris, et le lancement d'un manifeste, début 1920 : « Pourquoi nous voulons la paix avec la Russie ».

Deslinières a choisi son camp, celui de la Révolution russe. Dès 1919, on le voit



tenter de partir pour Moscou, après un voyage rocambolesque de Lonres à Stockholm. Il devra attendre le printemps 1920 pour pouvoir gagner La Mecque rouge. Il est alors un éphémère représentant du comité français de la III^e Internationale, et participe à ce titre à diverses rencontres de l'Internationale communiste, en cette période très troublée de structuration du mouvement communiste international. Frossard, futur dignitaire du communisme français écrira de lui à cette période, dans son livre de souvenirs : « Il ne sait pas manier la fêrule. Il nous adresse quelques reproches - pour se mettre dans la note - mais mollement et comme à regret (4) ».

Sous la plume de Frossard, on voit très vite resurgir le militant non orthodoxe : Deslinières ne pouvait déjà plus être dans le ton. La lecture des écrits intimes d'un autre témoin de cette époque, Marcel Cachin, en apporte une illustration supplémentaire, quand il écrit dans ses Carnets, à la date du 24 juillet 1920 : « Deslinières pense que l'ambition du Comité exécutif de diriger de Moscou l'ensemble des opérations dans tous les partis du monde est dangereuse. (5) » En tenant un tel langage, alors que justement Moscou entend diriger l'ensemble du mouvement révolutionnaire de la planète, Deslinières ne peut que devenir minoritaire. Très vite, le voici sur la touche, privé de responsabilités politiques réelles.

Mais il poursuit néanmoins ses activités en Russie révolutionnaire. Convaincu d'avoir un rôle à jouer, en qualité de technicien de la construction socialiste, il

entend apporter sa collaboration loyale à un système dont il n'approuvait cependant pas les méthodes. Il est envoyé en Ukraine en qualité de commissaire à l'agriculture. Il veut regrouper les nombreux domaines agricoles dispersés, sous la forme de régies autonomes d'environ 5 000 hectares chacune, autour de ferme village constituant une unité démographique, administrative et économique. Ce projet n'aboutit pas : l'Ukraine était menacée de famine, Moscou redoutait une insurrection paysanne. Il fallait aller à l'essentiel, et renoncer aux grands projets.

Deslinières est ensuite envoyé au Turkestan, pour y étudier la réorganisation de l'industrie cotonnière, et présente un plan qui séduit les dirigeants locaux. Mais, là encore, rien n'aboutit ; il rentre découragée en France, après une série d'occasions manquées dont il conservera la nostalgie. En 1927 de nouveau, il écrira des Russes et de leurs chefs : « Aujourd'hui encore, tout en déplorant leurs erreurs et en combattant leur politique parce qu'elle s'écarte de plus en plus du socialisme, je sens que quelque chose de mon cœur est resté avec eux. »

Deslinières et la franc-maçonnerie

Reste le franc-maçon. En l'état, on s'y perd un peu. Comme nombre de maçons de son époque, Deslinières a participé à la vie de nombreuses loges, les créant, s'y affiliant, les quittant aussi. Les documents en notre possession sont parfois contradictoires, ou peu clairs. Là n'est cependant pas l'essentiel.

Il a été initié au Grand Orient de France par la loge dénommée la Renaissance (Orient de Paris) le 28 juillet 1884. Il devient compagnon le 21 mars 1890 (ce qui n'atteste pas, pour le moins, d'une grande assiduité entre 1884 et 1890), et obtient le grade de maître le 7 août 1891.

Il a été affilié à de nombreuses loges à Paris et en province, et il a été l'un des fondateurs de l'Action socialiste (Paris, 1901) et de la Société nouvelle (Paris, 1908), qui fusionne avec l'Action socialiste en décembre 1910.

Cette loge : "l'Action socialiste" (Paris, 1901) constitue un exemple significatif. Elle se situe en effet dans un combat particulier, et entend n'affilier que des socialistes. Un document diffusé dans le Grand Orient au moment de la création de cette loge établit les « principes constitutifs

acceptés par ses fondateurs », qui se basent sur l'article premier de la Constitution du Grand Orient de France, « Travailler à l'amélioration matérielle et morale, au perfectionnement intellectuel et social de l'humanité », avant de développer leur point de vue :

« Ce but ne pouvant être atteint que par l'avènement du socialisme, la loge l'Action socialiste consacrera tous ses efforts à propager les idées socialistes dans les milieux maçonniques et profanes.

Les socialistes sont très nombreux dans la Franc-maçonnerie française et principalement à l'Orient de Paris. Mais jusqu'à ce jour, dispersés dans tous les ateliers, noyés dans l'élément radical, qui réduit le rôle de la Franc-maçonnerie à une lutte stérile contre le cléricisme, ils étaient privés de tout moyen d'union, d'entente et d'action commune. »

On trouve dans ce même document, quelques lignes plus loin : « La loge l'Action socialiste sera composée exclusivement de socialistes ». Mais une précision s'impose dans l'esprit des fondateurs : « nous voulons grouper non des socialistes platoniques mais des socialistes militants. »

L'Action socialiste entend, enfin, être ouverte aux différentes tendances socialistes : « dans nos tenues, nous écarterons résolument les questions qui nous divisent, pour nous en tenir à l'étude des moyens de propager les principes fondamentaux du socialisme. »

Ceci établi et défini, la conclusion de ce document est la suivante : « Fondée sur des bases aussi solides, s'inspirant de sentiments aussi élevés, notre œuvre est appelée à un développement immense. Avant peu de temps elle aura des membres affiliés ou correspondants dans tous les Orient de France et des colonies ; son rôle dans la diffusion des idées socialistes sera considérable, et peut-être lui sera-t-il réservé de réaliser un jour l'unité socialiste complète et sincère, sous les auspices et par l'influence pacificatrice de la Franc-maçonnerie. » (6)

Lucien Deslinières restera fidèle à la franc-maçonnerie jusqu'à son décès. Il se retirera de plus en plus de l'action au quotidien, pour se consacrer à l'écriture, réservant ses dernières années à développer sa thèse du socialisme reconstruit en opposition avec le marxisme et les méthodes des partis qui s'en réclament. Il publiera encore et toujours de nouveaux ouvrages.

Il décède à Vernouillet, le 8 novembre 1937, octogénaire et oublié, à l'écart de ce

mouvement ouvrier auquel il a consacré tant d'efforts, par l'écrit et la parole.

Certains de ses amis francs-maçons célébreront encore sa mémoire jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, en organisant dans quelques loges des conférences sur sa pensée : mais tout disparaîtra après 1945.

La franc-maçonnerie ne célèbre guère les marginaux. Quant au socialisme...

On note cependant un début de postérité, avec la publication en 1956 dans *le Populaire dimanche*, l'hebdomadaire de la SFIO, de deux articles de Georges Rougeron, alors président socialiste du Conseil général de l'Allier. Dans le premier, paru le 18 mars, Rougeron évoque la vie et l'action de Deslinières, ce « bourgeois français devenu socialiste commissaire du peuple et anti-marxiste ». Dans le second, paru le 15 avril, il revient sur ce qui a constitué l'une des grandes aventures politiques de Deslinières, autour de son projet de colonisation socialiste au Maroc, qui a échoué en 1912, après un important débat interne au sein de la SFIO. Il se penche aussi sur un autre livre de Deslinières, *La France Nord-Africaine*, paru en 1920.

Pour quels motifs Rougeron entendait-il relancer cette idée ? Nous étions alors en pleine Guerre d'Algérie, et chacun cherchait comment régler politiquement la question, au-delà de l'aspect militaire qui devenait de plus en plus insaisissable. Rougeron consacre aux projets de Deslinières un long article, puis s'interroge dans sa conclusion : « Peut-être, si la colonisation socialiste au Maroc avait abouti, bien des problèmes ne seraient-ils pas, aujourd'hui, posés ? Peut-être serait-il intéressant encore de revoir, dans *La France Nord-Africaine*, les solutions préconisées par Lucien Deslinières pour l'Algérie ? »

Cette proposition s'est apparentée à un vœu pieux. Mais elle est révélatrice du trouble des esprits en 1956. Deslinières aurait été le premier étonné de cet éphémère regain posthume pour ses idées !

Denis Lefebvre

Ligue
pour la
Réforme Économique
et Sociale
25, Rue Serpente
PARIS
TEL Gobelins 29-97
Chèques Postaux
Compte N° 35045

Paris le 6 mars 1923

Mon cher Leboy

J'ai bien reçu vos deux lettres et je vous en remercie sincèrement. Je suis très heureux de votre approbation. Votre idée de résumer mon livre, pour le rendre accessible à plus de lecteurs, est excellente. Je la mettrai sûrement en pratique si le comité qui vient de se constituer pour la propagation de mes œuvres se développe assez pour assurer à la brochure un écoulement suffisant.

J'ai reçu pas mal de lettres encourageantes et il se peut que mes idées fassent leur chemin. Sur malheur elles heurtent toutes les conceptions, celles des réformistes aussi bien que celles des révolutionnaires. C'est pourquoi il faut s'attendre à des résistances. Nous verrons bien.

Je ne vois pas la France Libre s'y opposer si vous y collaborez toujours. Dans l'affirmative, j'en pourrais y publier une étude de mon ouvrage. Ce serait très utile.

Croyez à mes sentiments bien servies

Lucien Deslinières

(1) Se reporter aux travaux de Georges Rougeron sur l'Allier, et notamment à sa plaquette *La presse bourbonnaise sous la III^e République*, 1. Mouvement ouvrier 1885-1940, Moulins, 1980.

(2) Cf. Willard C., *Les Guesdistes*, Éditions sociales, 1965.

(3) Panné J.-L., *Boris Souvarine. Le premier désenchanté du communisme*, Robert Laffont, 1993.

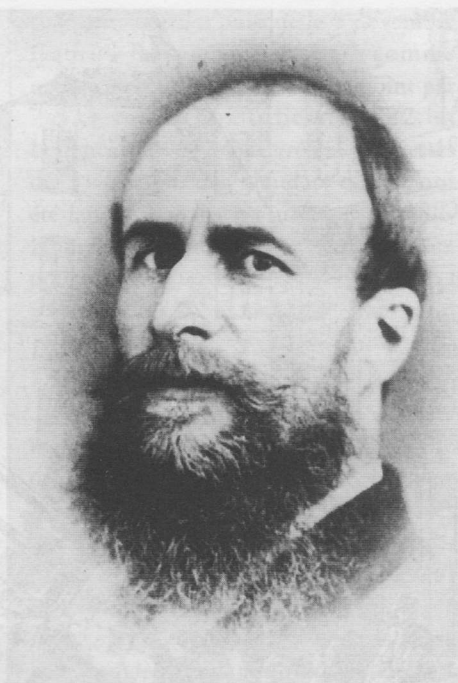
(4) Frossard L.-O., *De Jaurès à Lénine. Notes et souvenirs d'un militant*, Éditions de la Nouvelle Revue socialiste, 1930.

(5) Cachin M., *Carnets*, tome 2 1917-1920, CNRS Éditions, 1993.

(6) Pour en savoir plus sur cette loge, et pour mieux situer le combat et l'influence des socialistes au sein de la franc-maçonnerie, se reporter à l'ouvrage du même auteur, qui vient de paraître aux Éditions Bruno Leprince, *Socialisme et franc-maçonnerie. Le tournant du siècle, 1880-1920*. Un chapitre de ce livre reprend des développements sur les rapports entre communisme et franc-maçonnerie, dont les lecteurs de Gavroche ont eu la primeur dans le numéro 81-82 de notre revue, paru en mi-août 1995.



UN HEROS DE BELLEVILLE (1838-1871)



LE COMMUNARD GUSTAVE FLOURENS

On ne sait plus qui est Flourens aujourd'hui. Et pourtant, à la fin du second Empire, lors du siège de Paris fin 1870 et au début de la Commune de 1871, il fut le héros de Belleville, un personnage chevaleresque qui s'est, comme d'autres, entièrement consumé dans le brasier de la Révolution. En effet, ce « champion de la démocratie » qui était tout à la fois un « homme d'épée, de parole et de plume », et que l'on a décrit comme « l'homme le plus sympathique de l'époque », avait quitté son univers bourgeois pour prendre part avec les peuples à la lutte contre l'oppression et pour la justice sociale : il a fini par sacrifier sa vie.

De la révolte contre le père à la Révolution

Un père omniscient

Au commencement était le père et le Pair. Marie-Jean-Pierre Flourens, né à Maureilhan-et-Ramejan dans l'Hérault le 6 décembre 1794, décédé à Montgeron, Seine et Oise, le 6 décembre 1867, physiologiste renommé, enseignait au Collège de France et au Muséum d'Histoire naturelle quand son fils aîné Gustave y naquit le 4 août 1838 (il aura deux autres fils, Émile en 1841 et Abel en 1845).

Député de l'Hérault en 1839, « ce libéral » allait devenir en 1846 Pair de France tout en poursuivant son œuvre et sa carrière scientifiques. Ce Grand officier de la légion d'honneur fut secrétaire perpétuel de l'académie des sciences, membre de l'académie française et du Conseil municipal de Paris, etc.

Austère et sévère, cet homme considérable donna à son fils Gustave une éducation « patriarcale » quasi spartiate à peine tempérée par l'amour de sa mère Aline, née en 1807, décédée en 1879, une véritable matrone romaine, fille d'un général du 1^{er} Empire, le baron Clément d'Aërzon : « à trente ans il était vierge encore ».

En Pologne pour la Cause

Soumis comme un enfant à sa mère, Gustave se révolta contre ce père omniscient et spiritualiste devenu conservateur. Il se détermina matérialiste et républicain en s'initiant, tout en poursuivant ses études des Sciences naturelles, à la Philosophie et à l'Histoire. Sa courte expédition idéaliste de 1863 en Pologne, où il avait été attiré par le soulèvement anti-tsariste, s'inscrit dans ce processus.

Suppléant de son père au Collège de France

Il devenait suppléant de son père à la chaire du collège de France où il donna toute une série de cours sur « L'histoire

naturelle des corps organisés », en fait sur « l'histoire de l'homme », qui portaient sur un classement linguistique et anatomique des races humaines où il exaltait quelque peu, à la manière de Gobineau, « les peuples de race blanche venus d'Asie occidentale », les « Aryas ».

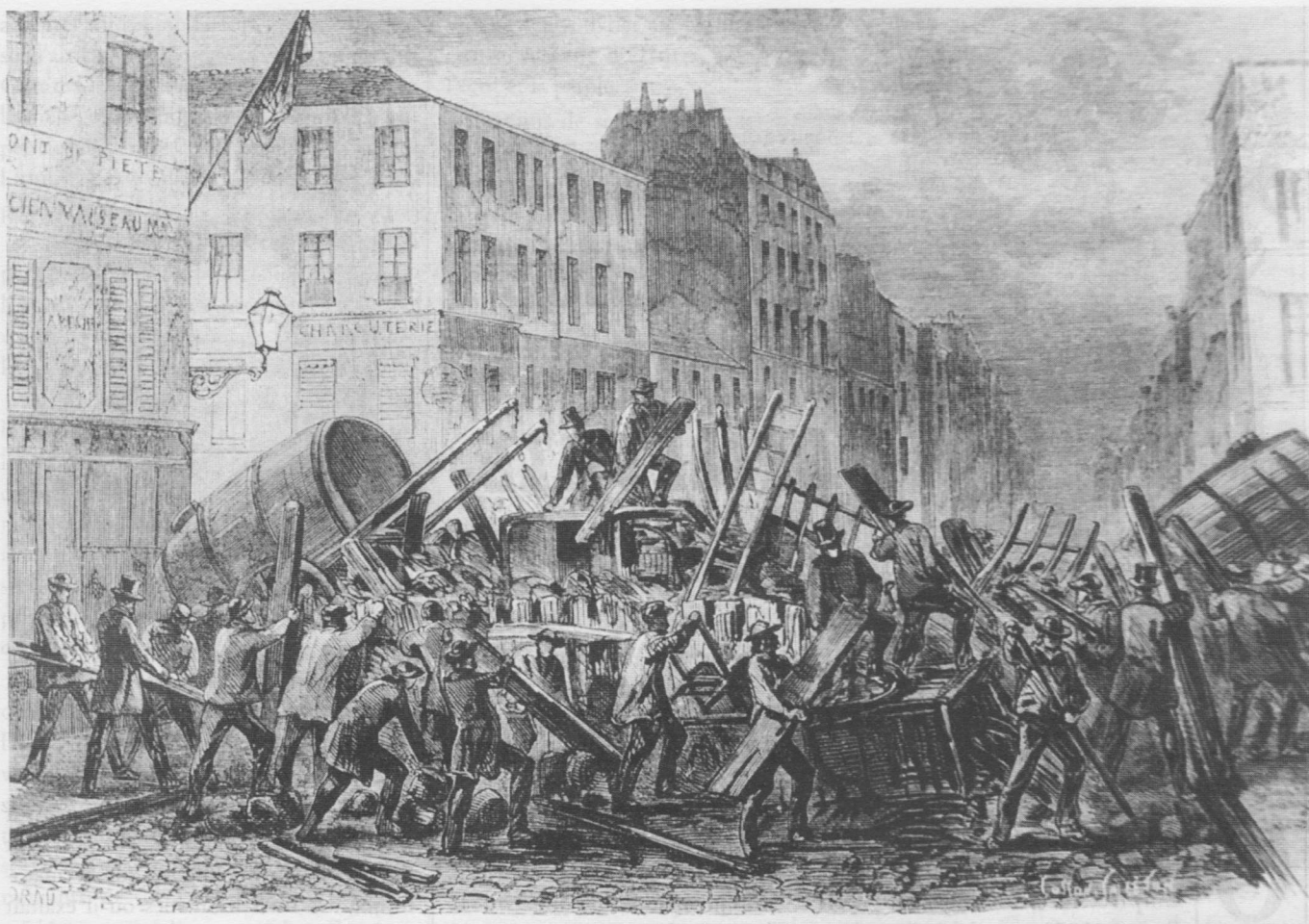
Ces cours, qui avaient un gros succès, mais attaquaient l'ordre en place, furent interrompus à la trente-quatrième séance - il devait y en avoir cinquante - par le ministre Duruy, sur plainte des catholiques. Gustave, au grand mécontentement de sa famille, avait protesté par lettre. C'était la rupture avec son père, ce « grand dignitaire ».

Au Moyen-Orient

Après un séjour en Angleterre et en Belgique, ce fils de millionnaire, incompris dans sa famille, étouffant dans cette vie bourgeoise, s'embarquait subitement en 1865 pour Constantinople.

Combattant en Crète

Tournant le dos à la vie facile, ce nouveau « Don Quichotte », d'abord journaliste et conférencier révolutionnaire à Istamboul, devenait en 1866-1868, avec une poignée de volontaires français, italiens, grecs, et crétois, l'un des partisans de la libération de la Crète de la domination turque, passant du maquis crétois à l'agitation urbaine en Grèce.



LA JOURNÉE DU 7 FÉVRIER. — La barricade du faubourg du Temple.

Révolutionnaire des réunions publiques à Paris

Revenu à Paris Flourens s'engageait à corps perdu début 1869 dans le mouvement des réunions publiques qui secouaient l'empire libéral. Finies les considérations sur les races. Gustave était devenu le héraut de la République et le héros des faubourgs : « Belleville devient son Agora ».

Condamné en avril pour avoir refusé d'obtempérer aux ordres d'un commissaire de police, il se bat en duel, après son emprisonnement, avec Paul de Cassagnac pour l'honneur du peuple. Flourens est ensuite l'artisan de l'élection de Rochefort dans la 1^{re} circonscription et tient dans le journal fondé par celui-ci, *La Marseillaise*, la rubrique hautement subversive de « la tribune militaire », à qui l'on doit un peu les fameuses crosses en l'air du 18 mars 1871.

Le nom de Flourens reste attaché aux troubles de la fin de l'empire. Le 12 janvier 1870, lors des obsèques de Victor Noir, il fait tout pour transformer cette manifestation en insurrection ; le 8 février, juste après l'arrestation de Roche-

fort, ayant pris un commissaire de police en otage, il proclame « la révolution en permanence » et tente de soulever Belleville où il habite au 397 rue de Puebla dans un petit deux pièces (1).

Exil militant

Flourens, quelques mois après, sera compromis dans les poursuites qui mènent au procès de Blois pour ses relations à Londres avec des comploteurs régicides. Il ne reniera pas ces actes, estimant, en parfait spontanéiste, que tout était bon pour ébranler le système et sera condamné par contumace - il est à Athènes - à la déportation dans une enceinte fortifiée.

Le retour de Flourens contre les jules.

Le Major de rempart

Le retour de Flourens, en septembre 1870, à quelques jours du siège de Paris

par les Prussiens, se fait au son du tambour. A peine arrivé dans la capitale, il propose à Rochefort, qui occupe un strapontin dans le gouvernement provisoire, la défense à outrance pour toute la France et « l'appel immédiat à la révolution dans toute l'Europe ».

Élu commandant du 63^{ème} bataillon de Belleville, il prône, comme Blanqui, une éphémère union sacrée, aussitôt suivie le 8 septembre de la proposition de « Faire de suite les élections municipales de Paris » pour introduire « L'égalité dans les mœurs, la justice dans les relations », donc la Commune, qu'il réclame bien avant le *Comité central républicain des vingt arrondissements* dont il ne fait pas partie, tout occupé qu'il est à ses activités militaires.

Sa popularité à Belleville a attiré beaucoup de volontaires - on parle de 10 000 - et finalement il devient le Major de rempart avec cinq bataillons de Belleville sous ses ordres : la « bande à Flourens ». Ce grade lui avait été traîtreusement octroyé par Jules Trochu, le chef du gouvernement. Autre plaisanterie

(1) rue des Pyrénées aujourd'hui

administrative : il est aussi nommé à la *Commission des barricades* présidée par Rochefort.

Rupture

Flourens n'a pas été, comme l'a écrit Arago, « choyé » par le gouvernement. Tout au plus Trochu a-t-il voulu lui faire le coup du bon papa lorsque ses bataillons sont venus avec lui à l'hôtel de ville faire le 5 octobre cette « manifestation absurde » pour obtenir 10 000 chas-sepots et les élections municipales.

Cette « journée » consacre la rupture entre les faubourgs et les Jules déjà observable dans les réunions publiques et les réunions de la Garde nationale du XX^{ème}. L'ordre public est gravement menacé dans cet arrondissement où l'on ne parle que de descendre sur l'hôtel de ville.

Flourens, malgré la pression de ses officiers, a démissionné de son commandement ne gardant sous ses ordres que les 500 *Tirailleurs de Belleville*. Il reste cependant, comme chef militaire, l'un des « hommes de base d'un ralliement populaire ».

L'insurrection du 31 octobre

Je n'insisterai pas sur les causes bien connues du 31 octobre 1870 et ses péripéties sinon pour rappeler que c'est Flourens qui a fait connaître la trahison de Bazaine à Metz et qu'il est avec Blanqui l'un des deux grands organisateurs de cette insurrection autant patriotique que sociale.

Flourens, dans ce chaudron de l'hôtel de ville envahi par la foule, a tenté de

proclamer un Gouvernement de Salut public et a aussi établi une liaison avec cette « commission municipale révolutionnaire » de 28 « citoyens » qui, avec Ranvier, Vésinier, Oudet, etc., s'empare de la mairie du XX^{ème} - arrondissement.

On l'a montré tour à tour « halluciné », hésitant, opposé à toutes violences ce soir-là - il voulait simplement la démission des hommes du 4 septembre - mais il faut noter le peu d'enthousiasme des bataillons du XX^{ème} dont un seul est venu Place de grève avant de repartir sans avoir rien fait. Finalement le gouvernement a été délivré par des bataillons de l'ordre. Un accord de compromis permet à Flourens, Blanqui, Millièrre, Ranvier et aux *Tirailleurs de Belleville* de quitter l'hôtel de ville et dans le XX^{ème}, à l'aube, la « Commission communale provisoire », qui avait prêché la « conciliation » pour « empêcher toute espèce de violence » remet la mairie aux mains du commerçant Braleret, le maire du 4 septembre.

La tension va persister dans l'arrondissement où Flourens s'est retiré, protégé par ses *Tirailleurs*. Le 2 novembre la rumeur dit qu'il s'est installé à la mairie pour en faire le siège d'une « Commune révolutionnaire », mais l'agitation dans la Garde nationale et dans les clubs ne sera relayée que par une manifestation de femmes qui, drapeau rouge en tête, ira jusqu'à l'hôtel de ville pour y réclamer « la Commune ».

Ce jour-là pourtant, le XX^{ème} - c'est le seul - repousse le plébiscite de la Défense par 9 635 non contre 8 291 oui. Une attitude qui est confirmée par les élec-

tions municipales puisque le 5 novembre Gabriel Ranvier est désigné comme maire et le 7, Flourens est élu adjoint par 7 339 voix avec Millièrre, 7 822, et Lefrançais, 5 697. Malgré les promesses du 31 octobre des mandats d'arrêt ont été lancés. Ranvier est arrêté et révoqué, Flourens, comme Blanqui, se dérobe aux poursuites.

Dans la clandestinité

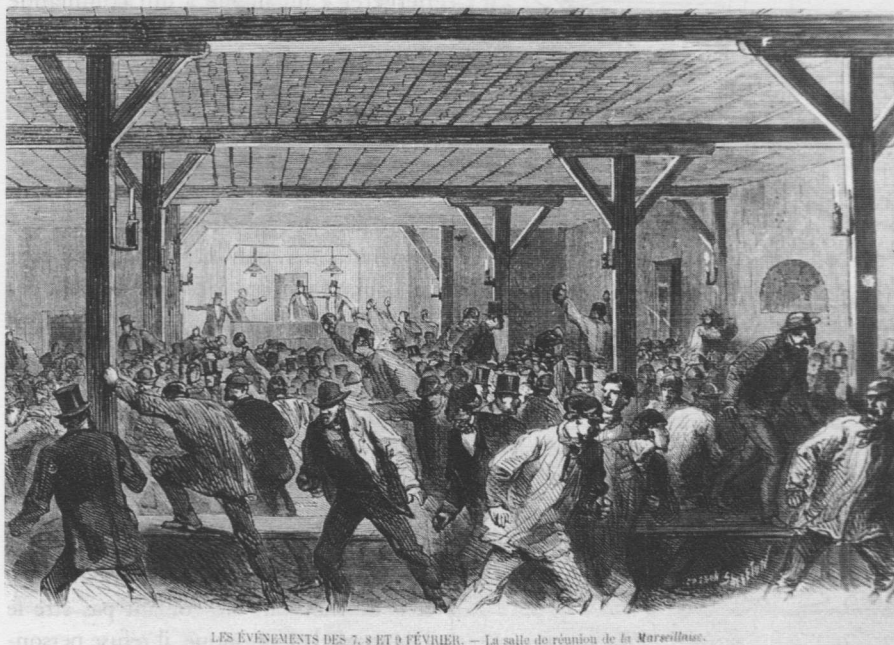
Signalons ici que Flourens n'a pas regretté ce mandat d'adjoint à la mairie du XX^{ème} dans la mesure où il estimait que ces élections pour vingt maires étaient « une mesure détestable » et chaotique, le pouvoir réel restant au seul maire de Paris.

Dans la clandestinité, Flourens va se faire remarquer par un bel article très internationaliste, paru dans *La Patrie en danger*, en faveur de tous les peuples - bien loin de ses cours au Collège de France - à l'occasion de la mort au combat de plusieurs *Tirailleurs de Belleville*. En décembre, la police tente sans succès de l'arrêter, isolée qu'elle est dans les faubourgs, mais Flourens ne supporte pas d'être séparé de ses *Tirailleurs* et se rend auprès d'eux aux avant-postes à Maisons-Alfort où il se fait arrêter le 7 décembre en tombant dans « un guet-apens militaire ».

La police prétend que cette arrestation serait bien vue par « l'immense majorité de la population parisienne » mais le 21 janvier un commando d'une centaine d'hommes le délivre de Mazas. Flourens remonte aussitôt dans le XX^{ème} pour y installer un « pouvoir populaire ». Les chefs de bataillon, une fois de plus, refusent de le suivre dans ses projets d'insurrection. Les Bellevillois, d'ailleurs, ne donneront pas lors de l'insurrection du 22 janvier, à cause de « l'état moral de la population ».

Paris livré

C'est chez Odysse Barot que Flourens se cache jusqu'au 18 mars. Il y écrit *Paris livré*, un ouvrage de 228 pages où, après avoir donné un tableau politique précis de la fin de l'empire, il étudie la vaste trahison du Gouvernement de la défense nationale, de ses ambassadeurs et de ses différents états-majors. Le peuple étant l'ennemi commun de ces deux régimes. Analyse et dénonciation. Guillemin ne fera pas mieux.



LES ÉVÉNEMENTS DES 7, 8 ET 9 FÉVRIER. — La salle de réunion de la Marseillaise.

Par ailleurs *Paris livré* peut être considéré comme un livre testament. C'est un point de non retour. La Révolution ne peut être que victorieuse. Flourens, qui estimait que Baudin avait eu un destin enviable en périssant sur une barricade, a eu la vision de sa propre mort, comme l'indique une phrase, rappelée dans le livre, figurant sur le placard collé sur les murs de Paris après sa condamnation à mort du 10 mars par les conseils de guerre pour l'insurrection du 31 octobre :

« J'ai appris par une longue expérience des choses humaines, que la liberté se fortifie par le sang des martyrs.

Si le mien peut servir à laver la France de ses souillures et à cimenter l'union de la patrie et de la liberté, je l'offre volontiers aux assassins du pays et aux massacreurs de janvier ».

Cette affiche prouve que Flourens est tout de même actif dans cette période bien qu'il ne soit pas mêlé à la mise en place de la *Fédération de la Garde nationale*. On l'aurait d'ailleurs aperçu à Versailles le jour de sa condamnation et, même si de Fonvielle affirme qu'il voulait alors tourner le dos à la politique en partant à l'étranger, on ne sait pas s'il a agi ou non dans le XX^{ème} qui avait alors échappé au contrôle gouvernemental.

La commune et l'assassinat de Flourens

Le 18 mars sans Flourens ?

Pour la plupart des auteurs, Flourens n'aurait rien fait lors de l'insurrection du 18 mars, alors même que Ranvier et Eudes sont très actifs. Pourtant, l'on peut trouver sa signature avec celle de Mortier sur un laissez-passer délivré à Jenart, son compagnon d'avant le 31 octobre, pour inspecter les barricades et une dépêche gouvernementale indique, à 10h15, qu'« on dit Flourens près d'une barricade ».

Ses anciens bataillons, dont le 173^e, marchent ce jour-là et nous le retrouvons le 25 mars comme adjoint avec le maire Ranvier à la mairie du XX^{ème}, appelant les « citoyens » de l'arrondissement aux urnes pour « sauver la France » en instaurant la « République démocratique, sociale et universelle ». Le 29 mars, il vient, encore rasé, à l'hôtel de ville et le lendemain, les journaux publient son ordre du jour à la 20^{ème} légion, comme « général à titre provisoire ».

Les élections : piège à communards

Le 26 mars, il a donc été élu membre de la Commune en 3^{ème} position par 13 498 électeurs du XX^{ème}, derrière Ranvier (14 127 voix), Bergeret (14 003) et devant Blanqui, 13 338 voix (sur 28 000 votants). Un très bon score qui prouve qu'il avait accru sa popularité puisqu'aux élections de novembre, il n'avait recueilli que 7 339 voix. Notons toutefois que c'est Ranvier qui proclamera les résultats de la Commune le 28 mars à l'hôtel de ville.

Sa présence dans la *Commission militaire* de la Commune et sa reprise du commandement des bataillons du XX^{ème} appuyée d'une profession de foi dans laquelle il leur rend hommage - « C'est Belleville qui (...) a commencé à sauver la République et l'honneur de la France » - montrent sa volonté de combattre Versailles le plus tôt possible. D'ailleurs il récupère ses armes saisies lors de son arrestation de décembre 1870. La politique proprement dite, au sens étroit du terme, ne l'intéresse pas et on ne le verra pas siéger à l'hôtel de ville.

La sortie meurtrière d'avril

Bien que l'on ait signalé ici et là que Flourens, qui est rétrogradé au grade de colonel, glissait dans la désespérance voire la prostration, je constate, par ses quelques billets, qu'il veut jouer un rôle dynamique dans la sortie qui se prépare dès le 2 avril. Ce jour-là, il reçoit l'ordre de « marcher sur Versailles » avec une colonne de gardes nationaux. Mais c'est Bergeret « lui-même » qui commande cette aile droite de l'offensive fédérée, celle du centre étant sous les ordres d'Eudes, tandis que l'aile gauche est dirigée par Duval.

Je n'insisterai pas sur les péripéties de l'affrontement du 3 avril, un échec sanglant dans lequel Bergeret a de grosses responsabilités, dans la mesure où il était au courant par des dépêches du repli des troupes versaillaises dans le fort du Mont Valérien. Les fédérés se font canonner depuis la citadelle. Seulement 4 000 hommes peuvent gagner Port-Marly avant d'être rejetés sur la partie de Rueil proche de Chatou, puis sur Nanterre. Quelques centaines d'hommes seulement semblent vouloir encore combattre. C'est la confusion. Des fédérés accusent Flourens de trahison. Ne voulant pas être le Ducrot de la Commune, il refuse person-

GARDE NATIONALE

Départ^t de la Seine1^{re} ARMÉE.

Etat-Major général.

République Française.

Paris, le 2 Avril 1871



Commune à Etat-Major

Flourens part
pour Etat-Major, l'envoi
envoie une batterie, elle
est attachéeOrdre de battre la
généralité est donnéRem à 11h30
Signé

nellement de faire retraite. Accablé, il se retire dans une auberge des berges de Rueil avec son ami Amilcare Cipriani où, suite à une dénonciation, ils sont débusqués par les gendarmes. Tandis que Cipriani est grièvement blessé en combattant, Flourens, désarmé et sans ressort, est assassiné d'un coup de sabre par l'officier Desmaret qui sera décoré pour ce meurtre sanguinaire. Son corps est emmené à Versailles.

Notre regretté Flourens

La Commune élue muette

Dans un premier temps la mort de Flourens, qui est très vite signalée par la presse tant versaillaise que communarde, est plus ou moins dissimulée par la Commune élue. Bergeret, interpellé le 3 avril sur l'affaire du Mont Valérien, raconte n'importe quoi : il est applaudi. Dans la séance de nuit du 4-5 avril, Chardon annonce l'assassinat de Duval - ce qui entraînera le vote du décret des otages - mais il faut attendre la séance du 8 avril pour que l'on entende Léo Meillet, élu du XIII^{ème}, demander « l'arrestation du citoyen Flourens, qui aurait, d'après certains journaux, fait clandestinement enterrer, avec l'aide d'un prêtre, le corps

du membre de la Commune, assassiné par les Versaillais ». Puison ne parle plus de « notre pauvre et regretté Flourens » évoqué dans une lettre du 12 avril de Dupont à Cluseret. A-t-on craint les réactions des Bellevillois ? Notons qu'à ce moment-là, les élus se mobilisent contre les sous comités d'arrondissement.

Tout le monde, en tous cas, était au courant de cet « enfouissement ». Odilon Delimal donnait à compter du 8 avril dans *La Commune* un long article nécrologique et des « détails exacts » étaient fournis par le même journal à la date du 1^{er} mai sur « l'assassinat de Flourens », mais il fallait attendre le 21 mai pour qu'Odysse Barot, dans *Le Fédéraliste* décrive ce « convoi honteux » du 6 avril, digne d'un « supplicié », suivi par trois personnes alors qu'il aurait dû être accompagné par « 400 000 citoyens en larmes ».

Les obsèques familiales.

La famille de Flourens, notamment sa mère Aline et son frère Émile, qui sera député et ministre sous la III^{ème} République, était intervenue auprès de Thiers, par l'employé d'état-major Jules Bezard, pour récupérer le corps à Versailles afin de l'inhumer dans le sarcophage familial, à la 66^{ème} division du Père Lachaise, là où

reposait déjà le père depuis 1867. Un capucin, le Père Stanislas, l'avait béni. Il semble bien, qu'il y ait eu un accord entre Thiers et la famille, qu'il connaissait, pour éviter toute manifestation vengeresse à l'occasion des obsèques (le corps des *Vengeurs de Flourens* s'est constitué après). Il faut reconnaître que Versailles, malgré l'assassinat jamais avoué, a répondu favorablement et respectueusement aux demandes des Flourens. Le gendarme Desmaret a dû restituer les armes de Gustave en mai 1871 et un Jugement a été rendu pour permettre de dresser son acte de décès.

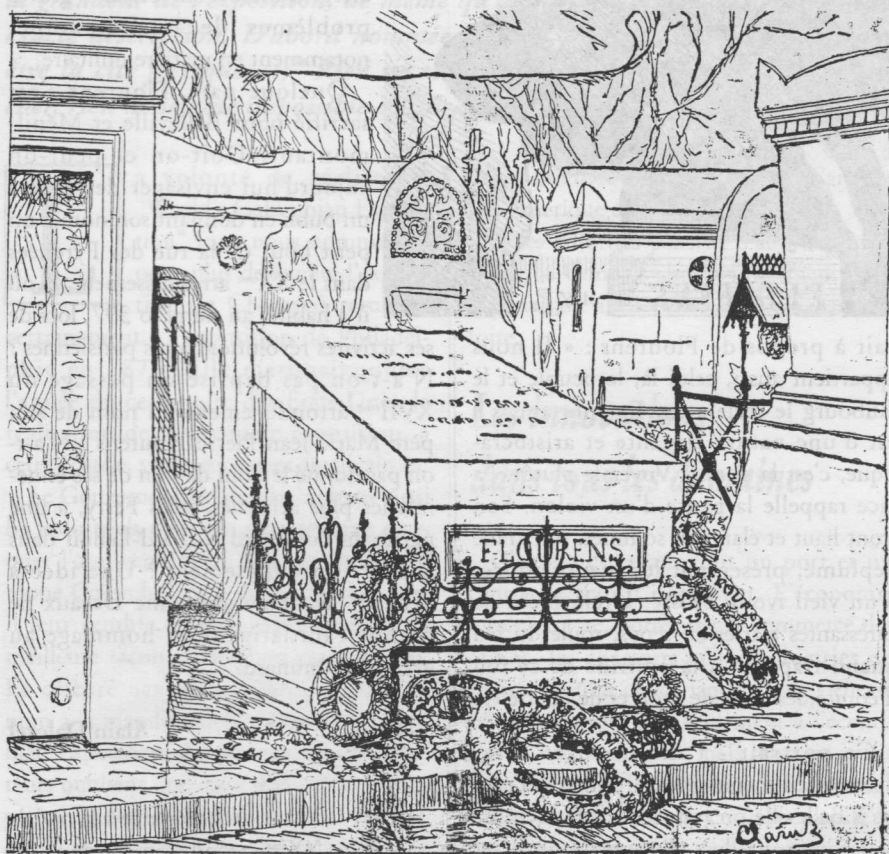
Le culte du héros.

Très tôt des inconnus ont été sur la tombe familiale mais c'est à compter de la fin 1878 qu'un culte se met en place pour rendre hommage au « chevalier de la révolution ». On se rend ensuite chaque année le 3 avril par centaines et dans le calme pour déposer des couronnes payées par des souscriptions populaires organisées par les journaux se réclamant de la Commune. En 1880, Blanqui prononce là un discours sur son compagnon du 31 octobre : « Il possédait toutes les vertus que les conservateurs qualifient de vices, c'est-à-dire le courage, le patriotisme et le dévouement. Sa mémoire ne peut périr, il y a place dans l'histoire à ceux qui sont tombés pour les grandes causes ».

Ce culte du héros a fini par s'éteindre mais en 1888, le Comte d'Hérisson, un ancien officier versaillais, remarque sur la tombe ce mot ajouté par une main anonyme : « assassiné ». Dix ans après, Prolès écrivait, dans la collection « Les hommes de la révolution de 1871 », son chaleureux Gustave Flourens, préfacé par Cipriani. J'ai l'exemplaire de la *Bibliothèque des amis de l'instruction du XVIII^{ème} arrondissement* 57 rue de la Chapelle. Décidément, on ne pouvait totalement oublier cet idéaliste habité, comme l'a écrit Odilon Delimal par une folie « sublime ».

Flourens était-il fou ?

Paul Delion, dans *Les hommes de la Commune*, a parlé, à propos de Flourens, de ce « renom de bravoure poussé jusqu'à la folie ». N'avait-il pas, un beau jour, traversé Paris tout seul avec une carabine sur l'épaule ? Il concluait ainsi son portrait : « On devinait l'écervelé dans le



Tombe, Gustave Flourens de son père et de sa mère au Père Lachaise

regard extatique et souvent étrange à force d'être hagard (...) nous avons eu notre Don Quichotte tout aussi courageux, tout aussi ridicule que celui de Cervantès, tout aussi sympathique ». Une opinion quasiment partagée par Arago : « ce jeune savant, ce hardi soldat, tour à tour professeur et condottière, me parut, par ses longs silences concentrés que rompaient tout à coup des exaltations de langage, avoir le cerveau mal équilibré ». Ce « chevalier errant » était, selon Alfred Lepetit « un cerveau malade » et il cite Catulle Mendès affirmant : « C'était un fou qui était un héros ». Enfin Wilfrid de Fonvielle, qui dit avoir été son ami, souligne qu'il était victime de son « exaltation d'idées... »

Il faut, à mon avis lire entre les lignes car il ne faudrait pas perdre de vue que la véritable folie de Flourens, pour les bourgeois, était d'avoir choisi le camp de la « révolution sociale » des « gueux » de Belleville. Lui, rentier depuis ses vingt ans, avait mis cette richesse au service de la Cause, aussi prodigue de son sang que de son argent qui aurait servi à acheter des armes et à soulager à Belleville « de nombreuses misères ».

Cette accusation de folie est ressortie plusieurs années après lorsque le journal *Le Gaulois*, en 1874, a publié un appel du Commandant Flourens « Aux amis de Belleville » où il expliquait qu'il n'était ni mort ni jugé mais que l'on avait fait croire à sa mort tout en l'enfermant dans un asile de fous et qu'on lui passait la « camisole de force » chaque soir.

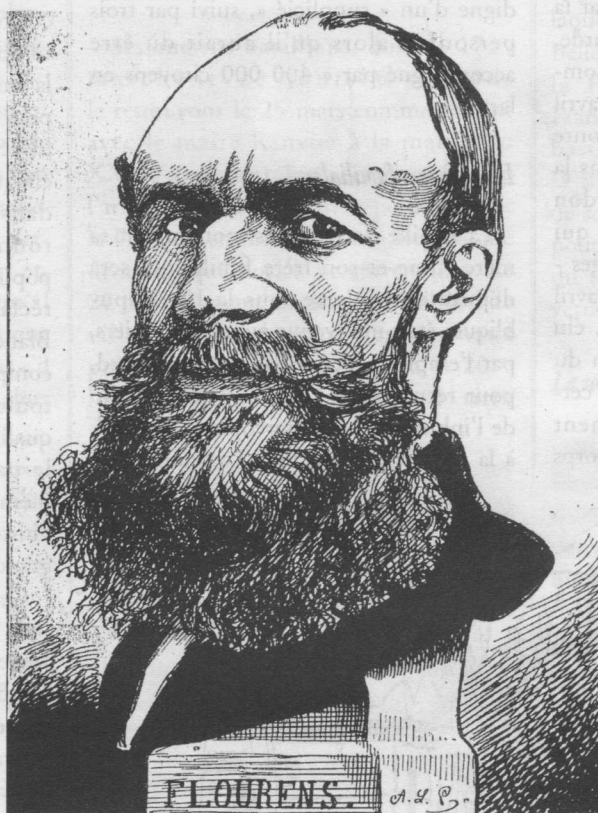
Détracteurs en tous genres

Les organes royalistes, bonapartistes et mêmes d'autres, ont critiqué Flourens avant pendant et après la Commune, pour tout et n'importe quoi : ses costumes extravagants, ses chevaux (Pictor, un cheval de l'écurie impériale, puis celui de Clément Thomas). On l'a montré contradictoirement comme un indécis qui se laissait entraîner et comme quelqu'un qui ne voulait pas admettre le principe de la hiérarchie. Tout a été bon pour salir sa mémoire. L'*Ordre* du 6 juin 1873 a fait plus que suggérer que Flourens avait eu des contacts avec Thiers en 1869 et que des papiers avaient disparus de chez sa maîtresse rue des maronites,

tandis que d'autres le traitait d'« agent bonapartiste ». La pire attaque allait venir d'une femme, la veuve Désirée, ex militante des réunions publiques, qui, dans une très méchante plaquette de six pages, intitulée *Une rectification sur Gustave Flourens*, tentait de traîner son souvenir dans la boue. Pour elle, Flourens, qui n'était qu'un lâche, un mouchard et un traître à la Révolution, voulait être depuis 1869 un nouvel Alexandre : celui de Belleville.

Une question pour conclure

G. Puissant, dans *Le Faubourg* de Gustave Maroteau du 20 février 1870, écri-



vait à propos de Flourens : « Il nous appartient aussi, celui là, le peuple et le faubourg le réclament. Et pourtant, s'il est d'une nature élégante et aristocratique, c'est la sienne. Voyez le plutôt. La face rappelle la panse d'un violon. Son front haut et élargi au sommet, son crâne déplumé, présentant les lueurs douces d'un vieil ivoire brossé. L'œil, plein de caressantes clartés au repos, roule du feu quand frappent à la poitrine de ce fou d'équité, les mots de droit et de liberté ».

Ce portrait - j'aurais pu en citer d'autres du même genre - prouve à l'envi qu'à Belleville on raffolait absolument de ce risque-tout de « Florence » pour ses idées et son action. Les faubouriens se

sentaient en phase avec ce révolutionnaire, ce qu'il estimait vrai et juste, quitte à rompre avec une situation ou des hommes. Mais Flourens, qui aimait le combat patriotique ou social, voyant à la façon antique dans le citoyen en armes un guerrier plutôt qu'un travailleur, n'était en réalité ni un Robespierre, ni un Saint-Just. Sa sensibilité, parfois presque féminine, son humanité, ne lui permettaient pas de franchir certaines limites. Il avait des réserves pour le jacobinisme, appréciant modérément un Delescluze. Dans le jeu des étiquettes, on peut tout juste l'apparenter aux blanquistes. Notons ici que si Marx a parlé du « chevaleresque et généreux Flourens » le cordonnier Gustave Durand, membre de l'AIT et chef du 63^{ème} bataillon, a tout fait pour se mettre en travers de Flourens et de ses amis qui n'étaient d'après lui qu'une « infime minorité ». André Léo, l'une des grandes révolutionnaires de 1871, a été plus loin, sans nul doute plus profond, en écrivant, à propos de « l'agonie populaire » : « Ils étaient bien peu qui puissent comprendre. Flourens, très patriote et très brave, n'était que cela, capable de se faire tuer mais non de commander ». Une opinion pleine de sympathie qui nous alerte toutefois sur certains graves problèmes de la Commune, notamment en matière militaire.

Quelque part, Flourens s'est sacrifié pour Belleville et Ménilmontant. Doit-on et peut-on aujourd'hui envisager de réparer un oubli en donnant son nom à un petit bout de la rue des Pyrénées dans le XX^{ème} arrondissement, là où il a habité, au numéro 397, lors de ses activités révolutionnaires parisiennes ? N'a-t-on pas baptisé un passage du XVII^{ème} arrondissement du nom de son père Marie-Jean-Pierre Flourens ? N'a-t-on pas donné le nom de l'un de ses ennemis les plus acharnés, Jules Ferry, à une partie du boulevard Richard-Lenoir dans le XI^{ème} arrondissement ? Une idée à débattre avant qu'une rame Decaux ne prenne l'initiative d'un hommage au grand communal.

Alain Dalotel

(Conférence à la mairie
du XX^{ème} arrondissement de Paris,
le 23 mai 2000)



BIRDS-EYE VIEW OF THE WORLD'S COLUMBIAN EXPOSITION, CHICAGO, 1893

Vue d'ensemble de l'exposition

L'exposition de Chicago 1893 : des Noirs dans la Cité Blanche

"Celui qui ne l'a pas vue, ne peut se faire une idée de l'immensité et de la grandeur de l'exposition, de même qu'il est impossible d'en donner une exacte description. D'abord nommée "la cité blanche" [...] elle pourrait être la cité féerique. (1)" Rien ne semble trop beau, rien ne semble trop cher, rien ne semble impossible à Chicago.

La volonté de réaliser la "World's Columbian Exposition" (que nous nommerons pour plus de facilité l'exposition de Chicago) remonte certainement à l'exposition de Philadelphie en 1876. Elle marquait, outre l'année du centenaire des États-Unis, la réalisation de la première exposition, à cette échelle, sur le continent américain (2).

Le Gouvernement américain, mais aussi les industriels tiennent absolument à marquer l'anniversaire de l'arrivée de Christophe Colomb dans le nouveau monde et il leur semble qu'une exposition est la meilleure façon de célébrer cette arrivée. Le célèbre navigateur donne donc son nom à la manifestation : World's Columbian Exposition. Au passage, les organisateurs oublient que cette découverte a provoqué la déportation d'un demi million d'Africains vers les rivages américains et que, au moins 20 fois plus sont devenus

des manoeuvres esclaves dans les Caraïbes et l'Amérique du sud.

Si les autorités pensent d'abord à Saint Louis, le Congrès choisit finalement Chicago faisant ainsi entrer la ville dans l'histoire.

Les innovations dans tous les domaines

Chicago est avant tout un port et un centre de transit important. L'économie locale explose, portée par le commerce des grains, les abattoirs et les industries de transformation de la viande. Cette richesse nouvelle profite non seulement à l'économie et aux industries mais aussi et avant tout, aux arts, à la musique, à la littérature.

Contrecoup de cette croissance et de la natalité galopante, les écoles sont surpeuplées, la prostitution se développe, le

Chicago, en 1892, est une ville d'environ 1 550 000 habitants dont un bon tiers est d'immigration récente. On y trouve des Allemands, des Irlandais, des Scandinaves, des Polonais, des représentants des pays d'Europe centrale. Cette population d'origines diverses justifie partiellement l'attrait que suscite l'exposition auprès des exposants. Les invitations partent dans le monde entier. Durant 2 ans, le Comité chargé de la publicité envoie 2 000 à 3 000 lettres par jour..., les documents sont établis dans toutes les langues du monde, toutes les gares d'Europe ont au moins une affiche de l'exposition. Rien d'étonnant alors que 52 pays répondent à l'appel et qu'une vingtaine d'entre eux décident de construire leur propre pavillon.

crime est dans tous les quartiers. Symbole de l'industrie et du loisir : la bière dont la consommation double en 1893, année de l'exposition universelle.

L'urbanisme et les nouveaux immeubles sortent de terre, souvent à l'emplacement de quartiers anciens détruits par des incendies. Une conception nouvelle de l'architecture se développe, délaissant les constructions en bois au profit du ciment et de la brique, c'est la naissance des "buildings et des skyscrapers". L'exposition profite de ce mouvement tant dans sa conception que dans sa réalisation.

L'Amérique ancienne et rurale devient urbaine, moderne et industrielle.

Jackson Park (en bordure du lac Michigan) est le site choisi pour accueillir le centre de l'exposition et les pavillons officiels. Les constructions plus modestes et les concessions sont érigées sur un espace s'étendant entre Jackson Park et Washington Park. Les besoins en eau et en électricité nécessitent la création d'usines nouvelles, de stations de pompage, de centrales électriques (le nombre des toilettes publiques sur le site est de 6 500 !).

Premier parc d'attractions

La nouveauté réside également dans la création d'un parc de loisirs (à côté de l'exposition) nommé "Midway Plaisance" qui regroupe restaurants, cafés, zones d'amusements et attractions "ethnologiques". Il est ouvert pour la première fois à des entrepreneurs privés, les expositions étant restées jusque là l'apanage des états et des gouvernements.

Et Midway devient le premier parc d'attraction préfigurant les parcs d'attraction modernes.

Voir pour savoir, la devise de l'exposition devient réalité. L'architecture, la musique, les danses, l'alimentation et les boissons du monde sont présents. Le visiteur peut traverser un village médiéval, visiter des mosquées ou des pagodes, entrer dans des maisons coloniales, des cases africaines et des cabanes de Samoan. Il peut entendre parler javanais, égyptien, arabe, indien, allemand, hongrois, français, fon, esquimau, ou brésilien.

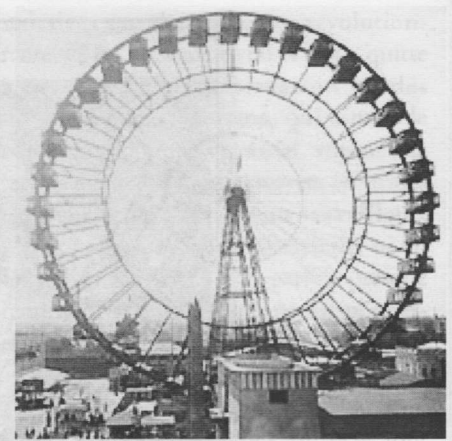
La musique est partout, les orchestres bavares ou hongrois répondent aux rythmes sud-américains. Pour se déplacer il a le choix entre les chaises à porteur menées par des Turcs, les caravanes de dromadaires ou le petit train. Le visiteur pourra enfin, pour reconstituer ses forces de visite, goûter les différentes cuisines du monde et se désaltérer des boissons les plus originales.

La grande nouveauté reste cependant la grande roue de Ferris, immense manège entre ciel et terre. Comme a pu l'écrire un visiteur indien, "ce n'est pas une partie de plaisirs, les attentes aux guichets, la peur de ne pas avoir de places pour le théâtre, les rugissements des lions de la ménagerie (3), rendent l'endroit insupportable, du moins pour un homme qui cherche la tranquillité". Mais le plus surprenant reste quand même la reconstitution des villages typiques.

Ce ne sont pas moins de 10 villages qui sont présents à Chicago (4). L'Afrique est présente avec l'Égypte, et ses Nubiens, l'Afrique du sud avec des Zoulous, la France par ses colonies d'Afrique du Nord et du Dahomey.

Mais "le monde Noir" est représenté par des habitants de Cuba, de Curaçao, de Haïti et du Brésil qui soulignent une autre forme de la présence africaine dans les Amériques.

Beaucoup de visiteurs, a posteriori, critiquent l'aspect peu ethnologique de l'exposition, la décrivant comme un simple spectacle. La Création de Midway semble avoir modifié l'organisation et la structuration de l'exposition. Il semble alors que les "attractions" sont simple-



Grande roue

L'innovation est de tous les domaines. De nouveaux produits alimentaires sont introduits à l'occasion de l'exposition.

On y découvre ainsi le Hamburger (industrie de la viande oblige), la bière Pabst, le chewing-gum aux fruits, les boissons gazeuses diététiques, les crackers Jack (Des cadeaux seront joints aux crackers et la marque deviendra le symbole de cadeaux de faible valeur à l'image de nos "cadeaux Bonux"), le sirop sucré Aunt Jemima.

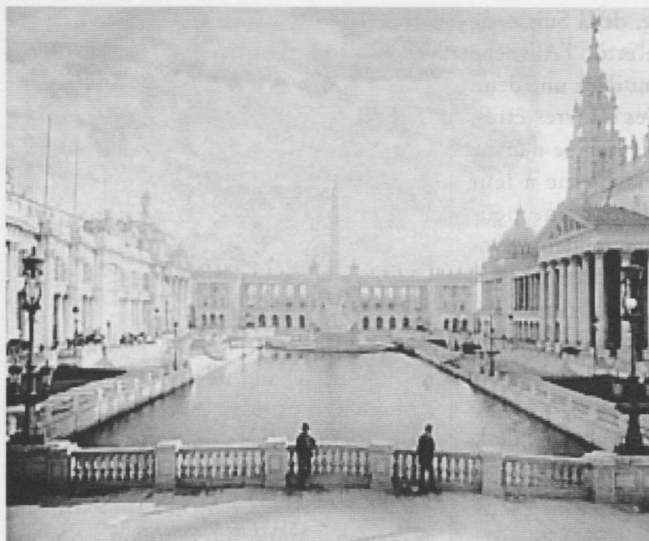
ment classées dans ce domaine plus parce qu'on ne savait plus où les mettre, seule une réelle volonté de leur attribuer un caractère ethnologique avait guidé l'entreprise. Cependant, il apparaît certain que les villages javanais, samoans, dahoméens et autres ont eu un réel caractère ethnologique au-delà des droits d'entrée perçus par les impresarii. Des petits musées sont constitués, des artisans travaillent devant le public, les techniques artisanales, les danses, musiques liées aux coutumes traditionnelles sont interprétées et expliquées devant les spectateurs.

La mosquée



Village Irlandais





La ville blanche

L'usage et l'interprétation qui en seront faits (notamment par la presse déjà avide de sensationnel) sont plus contestables.

Marchands du temple

Ces villages sont à l'opposé de la politique architecturale de la Cité blanche, de la modernité et du progrès technique. On verra que cette opposition entre la technique et la rusticité, entre le progrès et le passé n'est pas le fait du hasard, mais le fruit d'une volonté délibérée de jouer sur les oppositions. Même s'il existe une volonté didactique des organisateurs et si la devise "Voir pour Savoir" les guide lors de la préparation, ils sont dépassés par le mercantilisme des marchands du temple !

Seul Sol Bloom propose une présentation ethnologique. Lors de l'exposition de 1889 à Paris, il est fasciné par tout ce qui concerne les colonies françaises. Il rêve lui aussi de pouvoir présenter une galerie vivante de l'évolution. N'oublions pas que Darwin est décédé 10 années plus tôt et que la sélection naturelle est considérée comme la bible du naturalisme. Pour lui, il le dit à Chicago, les exercices athlétiques d'acrobates bédouins sont plus émouvants qu'une tapisserie du moyen âge !

Il signe donc, avant de quitter Paris, un contrat avec le "Village algérien" (5). Des querelles internes avec Putnam (6) font que les aspects ethnologiques et anthropologiques se perdent au profit du commerce et d'une comparaison entre les civilisations.

L'Amérique doit démontrer sa puissance devant les pays présents à l'exposition et faire comprendre à l'Europe qu'elle est déjà en retard et que ce retard

ne cessera de s'amplifier. Putnam veut pouvoir prouver que la civilisation peut apporter à l'humanité. Il faut donc avoir des éléments de comparaison entre les peuples et les civilisations. On s'oriente donc vers une présentation hiérarchique des civilisations et des races. Au sein même des États-Unis, il veut montrer l'œuvre civilisatrice

en mettant en valeur les indiens américains, "les Peaux-Rouges". Le massacre de Wounded knee ne remonte après tout qu'à trois ans et il semble de bon ton de prêcher la réconciliation. Il apparaît avec le recul que les Peaux-Rouges américains ne bénéficièrent en rien de l'exposition et que, bien au contraire, ils seront les victimes d'abus et bien souvent, trop souvent, tournés en ridicule.

L'implantation des villages

L'inauguration se fait sur 3 jours du 20 au 22 octobre 1892 alors que l'ouverture officielle de l'exposition n'est prévue qu'en mai 1893. Dans le défilé on remarque déjà des noirs africains. Impossible de savoir si ce sont les mêmes que ceux qui se produiront 6 mois plus tard ou si ce sont de simples figurants embauchés sur place.

L'implantation des villages sur l'exposition n'est pas innocente. C'est ce qu'il convient d'appeler une descente aux enfers. On passe de la cité blanche au noir le plus profond !

En remontant (ou en descendant) les chemins de l'évolution, et en se dirigeant vers les limites du parc, le visiteur rencontre successivement les Samoans - popularisés par les écrits de Stevenson donc en vogue dans les esprits américains - puis les Javanais. Si le village dahoméen est tout au fond de Midway, presque dans le dépôt des ordures et à côté du bétail, c'est parce qu'il ne représente que le plus bas échelon de l'échelle, le niveau le plus reculé de civilisation.

De plus Midway avec ses sauvages demi-nus et ses danseuses du ventre fournit aux blancs américains l'opportunité d'un voyage au fin fond de leurs fan-

tasmes les plus refoulés : la sexualité et le racisme. Les visiteurs blancs et les journaux s'accordent à ce que ce soient des noirs, "les Dahoméens" qui soient les plus sauvages et les plus effrayants, les plus bestiaux. Et de fait ils sont parqués auprès des animaux !

Les visiteurs pouvaient ainsi comparer les peuples américains - auprès de l'entrée - aux autres peuples sur l'échelle des civilisation - au fond de l'exposition.

"Soixante-neuf d'entre eux sont là dans leur barbare laideur, plus noirs que la plus profonde nuit et aussi avilis que les animaux sauvages qui rodent dans la jungle de leur noir pays, [...] dans ces peuples sauvages nous pouvons aisément retrouver de nombreux points communs du noir américain" (7).

Le village dahoméen

Des publications n'hésitent pas à écrire que comparés aux danses de guerre des Dahoméens soupçonnés de cannibalisme, les Indiens d'Amérique procuraient beauté et joie éternelle. Et bien entendu il faut payer pour accéder aux villages. La rue du Caire est à 1,10 \$ alors que le Village Dahoméen n'est qu'à 25 cents. Le prix reflète lui aussi le niveau de civilisation...

"Le soi-disant Village dahoméen est composé de 30 cases habitées par 69 hommes, femmes et enfants de la colonie françaises du Bénin (8), sur la côte ouest de l'Afrique, nommé Dahomey. Les cases en terre et en seco sont disposées autour d'une place au centre de laquelle se trouve une paillote dans laquelle les indigènes dansent. L'ensemble est clôturé d'une haute palissade. Les murs de boue des cases sont ornés de fresques d'hommes et d'animaux, certains ayant un caractère nettement phallique. Un musée présente une intéressante collection ethnologique (constituée principalement d'objets fabriqués et utilisés par les Fon) et qui ont été à l'origine utilisés par les habitants du Village. Un bijoutier indigène fabrique des bagues décorées de signes du zodiaque. A l'aide de gomme réduite en poudre, il fait se tenir les grains d'or avant de fondre le métal dans sa forge (9)".

Des spectacles sont donnés durant lesquels "Les indigènes du Dahomey, hommes et femmes, dans leur exhibitions présentent des chants de guerre et des danses, mimant les techniques de combat. Les sentinelles en tenue de guerre

sont perchées sur les portes [...] On peut y voir les amazones (10) qui combattirent dans les rangs de Béhanzin. Nombre d'entre elles ont un aspect sauvage, presque masculin et elles ne sont pas particulièrement attirantes. Ces femmes s'illustrèrent contre les français dans de récents combats. Les hommes d'apparence, sont petits et plutôt efféminés. (11)"

Dans la rubrique faits divers nous pouvons noter celui de l'arrivée au village. "Soixante-huit personnes, bruyantes et grelottantes du turbulent royaume du Dahomey, où les femmes combattent avec la même ardeur aveugle que les hommes, se traînaient dans Midway au début de l'après-midi du 3 mai. Elles arrivent au moment où la large rue blanche est pleine de monde et alors que les ouvriers étaient à leur repas de midi. Les hommes étaient entièrement noirs, avec des joues scarifiées, des cheveux étranges et crépus, les jambes aussi luisantes que leur visage. Chacun d'eux était drapé dans une capote de l'armée de tissu bleu avec des boutons en forme de grenouille. Quelques uns portent de gros troncs d'arbre tandis que d'autres portent sur la tête des paniers pleins de vêtements, d'habits et de nourriture.

Les femmes sont si bien vêtues qu'il est impossible de les distinguer des hommes. Puis viennent les amazones par petits groupes, celles-là même qui ont fait le coup de feu contre les envahisseurs français et qui se sont rasées la tête en signe d'humiliation et de soumission. Elles sont la fine fleur des glorieux invités du Dahomey et pas une d'entre elles ne manquera de raconter des sauvageries cruelles à vous glacer le sang.

C'était un étrange spectacle que cette procession de barbares défilant devant les

drapeaux de l'Allemagne, de la Suisse, de l'Irlande, de la Turquie et de l'Autriche avec des orchestres jouant dans une demi douzaine d'endroits. Ces pauvres êtres, dépaysés et effrayés par la longue marche qui les conduisait de la 6^e rue à leur emplacement ; connaissent une peur encore plus grande quand soudainement une voiture de pompier, tirée par des chevaux et accompagnée du tintement du gong, surgit devant eux. Figés de peur, beaucoup d'entre eux auraient été renversés si les gardes qui les accompagnent ne les avaient précipités hors de la route en les poussant de l'autre côté.

Un pauvre hère malade et en piètre état se trouve dans une chaise à porteur. Il hurle et frappe contre les vitres, mais les Turcs, qui ont été désignés pour le porter dans sa case, sont aussi saisis d'effroi que lui. Ils vont lâcher leur charge en plein milieu quand heureusement un garde leur fait dégager la rue permettant à l'engin de pompier de gagner le lieu de l'incendie".

La situation politique du Dahomey ne semble se résumer, pour les journalistes américains, qu'à la présence des amazones de Béhanzin à l'exposition et à la cruauté des troupes (africaines il va de soit) dans ces combats.

La conquête militaire du Dahomey s'étend entre 1890 et 1893. Lors de l'inauguration de l'exposition le 20 octobre 1892, les combats font rage au Dahomey, Abomey n'est pas prise et si Béhanzin a connu d'importants revers, il n'est pas encore entre les mains des Français.

Les troupes françaises du Général Dodds entrent dans Abomey le 17 novembre 1892. Béhanzin prend alors la fuite et essaie durant toute l'année 1893 de reconstituer une armée. Il n'y arrive pas, il est pris par les troupes de Dodds près de Yégo, au nord-ouest d'Abomey le 25 janvier 1894. Donc durant l'exposition, la conquête du Dahomey continue. Les journalistes justifient la présence des Dahoméens en Amérique : "L'une des raisons de l'envoi de ces sauvages en Amérique est de les convaincre du pouvoir des Blancs et de la futilité à continuer une campagne contre les Français qui ont tué 15 000 d'entre eux en un seul combat. A Paris, ils sont si effrayés de ce qu'ils vivent, qu'ils deviendront aussi dociles que des enfants. Il est à espérer qu'à leur retour au pays, si impressionnés par ce qu'ils auront vu, ils seront d'excellents messagers de paix



Saucisses Viennoises

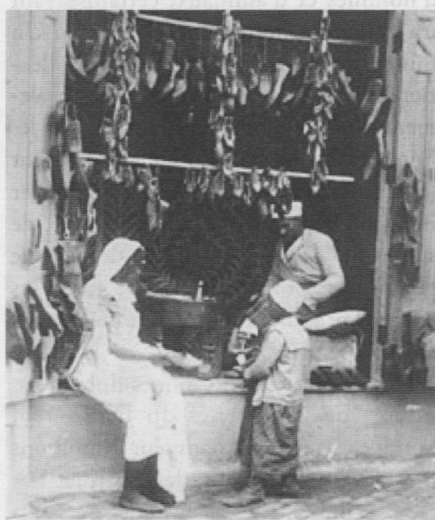
auprès de leurs concitoyens qui combattent encore dans la brousse avec une furie fanatique. Le guide du Général Dodds est présent, son bras droit transpercé en deux endroits par les balles tirées par son propre peuple".

Une exposition privée

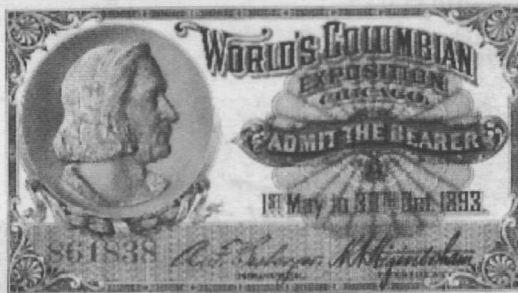
Les journaux et les publications sur l'exposition nous confirment que l'organisation est bien privée et en aucun cas liée à l'initiative de l'armée ou du gouvernement français. D'ailleurs, le contrat liant les villageois à l'impresario, Gravier, se termine alors que l'exposition bat son plein. "Le contrat entre l'impresario et ces gens se terminait durant l'exposition, un nouveau contrat fut signé et ils offrirent un taureau en sacrifice. Le sang fut versé sur une sorte d'autel constitué des cornes et d'abats" (12).

Les noirs qui ont participé au défilé à l'occasion de l'inauguration de l'exposition le 3 octobre 1892 sont des Dahoméens ; ceci implique qu'ils ont quitté le Bénin bien avant la prise d'Abomey. Aucun document dans les archives de l'armée ne laisse supposer que des "combattants" dahoméens, hommes ou femmes, aient été envoyés en France pour leur montrer la puissance de la métropole.

Il ne semble pas que ce soient des prisonniers de guerre ou des otages pris par le gouvernement puisqu'ils sont liés par un contrat à l'impresario. S'agit-il des troupes théâtrales qui présentèrent des spectacles à Paris au Théâtre de la porte Saint-Martin ou au Casino de Paris en 1892 ? Peut-être les archives nous livreront-elles des explications un jour ?



Rue du Caire



Billet d'entrée

Ce qui est sûr c'est que la "troupe" est une troupe privée, avec un organisateur privé et qu'elle n'est en rien encadrée par l'armée ou le ministère des colonies. Revient encore la question de savoir comment ces hommes ont quitté Cotonou et par quel moyen ? Quel subterfuge Gravier a-t-il utilisé pour faire embarquer et faire débarquer la troupe en France ? Les liaisons maritimes en temps de guerre sont contrôlées, les embarquements sont soumis à l'autorisation du gouvernement militaire. Alors on peut se poser la question : s'agit-il de Dahoméens ? Les photos de mobiliers, des armes, de l'artisanat semblent le prouver. Seraient-ils alors passés par le Nigeria ou par le Togo ?

Les amazones objet d'attraction

Les photos des Amazones présentent des femmes jeunes, même assez gracieuses contrairement à ce que peuvent dire les textes. Les articles et les photos confirment la présence d'enfants, on peut alors se demander si ce ne sont pas des familles qui ont été embarquées et si pour les besoins du spectacle, on ne fait pas jouer aux mères de familles le rôle d'amazones ? Comme le disent les commentateurs des journalistes, les Amazones sont un objet d'attraction et d'admiration, une source de profit lié à l'exploitation d'un fantasme masculin.

"Ce sentiment n'a peut-être pas été causé par leur beauté mais par leurs qua-

lités guerrières et par des détails physiques que tout habitué des rings et des gazons saura vite découvrir et apprécier. Ces femmes noires ont la réputation d'avoir un caractère des plus sanguinaires quoique heureusement aucune preuve de leur nature violente n'ait été donnée dans Midway.

On dit qu'elles sont complètement ignorantes de la peur et passent pour avoir été instruites dans l'usage des armes de guerre et formées aux tactiques de leurs sauvages combats dès l'enfance et quand elles combattent c'est pour tuer ou pour être tuées. Les corps de plusieurs de ces femmes du Village Dahomey sont effroyablement marqués de cicatrices, résultat des combats où elles furent engagées. Dans plusieurs cortèges au travers de l'exposition, les jours de gala, ces gens approchèrent une frénésie à la limite de l'effusion de sang, mais furent empêchés d'atteindre une telle violence. Sous le protectorat français on peut penser qu'un peu de la douceur et des vertus de la civilisation pourront y être introduites".

En ce qui concerne celui qui se présente comme le guide de Dodds, le général commandant l'expédition française au Dahomey, là aussi nous sommes en droit de nous poser de nouvelles questions. On peut se demander alors si la troupe n'est pas composée de supplétifs français, membres de l'armée de Toffa (13) et qui, pour l'occasion, jouent le rôle de guerriers de Béhanzin ? On a du mal à imaginer une troupe constituée à la fois de partisans de Béhanzin et des Français. Pourquoi les ennemis d'hier se seraient-ils réunis dans cette manifestation ?

Toutes sortes de bruits sont colportés et alimentent la curiosité des visiteurs. Il faut maintenir la curiosité du public par le mystère, la peur et le jamais vu. Il est

La France au Dahomey

Les relations avec le Golfe de Guinée sont anciennes. La Compagnie des Indes Occidentales, puis la Compagnie du Sénégal entretiennent des relations avec la France. En 1670 d'Elbée, Commissaire de la Marine vient rendre visite au roi d'Ardes, un ambassadeur Mattéo Lopez est reçu le 16 décembre 1670 par Louis XIV à Versailles. Les Fons d'Abomey commencent la conquête du pays et soumettent les petits royaumes à leur pouvoir. Un fort est construit à Ouidah et porte le nom de Saint Louis de Grégoire. Il servira de base aux commerces des esclaves et des épices. La maison Régis de Marseille, en 1842 obtint de s'y installer pour son commerce. Le conflit avec le royaume du Dahomey naît de l'établissement d'un comptoir à Cotonou.

donc évident que les Dahoméens ne peuvent qu'être cannibales, et la légende d'une photo présentant un groupe (ou une famille) précise bien qu'"ils étaient représentatifs des tribus cannibales, ils durent restreindre leur appétit pour la chair humaine le temps de l'exposition".

Le portage

Tous les stéréotypes de l'Afrique coloniale sont présents. Un exemple parmi tant d'autres est le portage. Plusieurs documents photographiques présentent une personne portée dans un hamac. "De robustes noirs portent le hamac suspendu à une longue et lourde perche et leurs mouvements dans le soleil sont si rapides qu'ils donnent l'impression de ne presque pas poser leurs pieds sur le sol". Evidemment ils portaient une amazone qui se prélassait dans le hamac "ses mains soutiennent doucement ses cheveux, dans un geste vaniteux, universel et propre à leur sexe. Cette élégance semble s'étendre aux jambes de l'amazone qui pendent carrément de chaque côté du

Vue d'ensemble



A la fin du 17^{ème} siècle, Atéagbalin, le plus jeune fils du roi Koppon, roi d'Ardes, s'établit sur la rive gauche de l'Ouémé. Pour se soustraire au pouvoir des rois d'Abomey, ses successeurs essaient de passer des accords avec l'Angleterre et la France. En 1863, la France accorde son protectorat à Sodji. En 1875, Toffa Houénon Baba Daney accède au pouvoir et le 14 avril 1882, un décret, signé du Président de la République, établit le protectorat français sur le royaume de Porto-Novo.

hamac et qui montrent tous les beaux détails de l'anatomie particulière de ces extrémités". Même Cléopâtre n'a jamais voyagé dans un tel appareil ironise le journaliste qui compare évidemment la sauvagerie de la scène à la civilisation de l'exposition. Il est évident conclut-il que de tels spectacles sont une source inestimable de connaissances.

La troupe partie, les commentaires ne manquent pas, nous n'en citerons que quelques uns. "Maintenant que le village Dahomey est loin, on peut faire remarquer sans risques, que ses habitants étaient du genre de ceux qu'un organisateur d'exposition n'invitent pas à un banquet ou à une réception. Le groupe photographié montre une regrettable absence de vêtements de confection et une fâcheuse tendance à ne montrer que des peaux noires. Dans les manifestations et parades, les représentants de l'Afrique ne prennent guère plus le soin de s'habiller. Leurs amazones, ornées de plumes et armées d'épées, portent les cicatrices de coups reçus et sauvages comme des tigresses elles se veulent les "belles" du moment. Aucune d'entre elles ne semble connaître la signification du mot peur. Lors de l'incendie qui éclata dans le Village, les villageois traversèrent les flammes pieds nus et d'autres défirent les bardeaux de la toiture en s'aidant de leurs dents. Il y avait 60 hommes et 40 femmes au village qui distraient le public de leurs danses guerrières, de leurs chants et des divertissements sauvages qui font que nos indiens locaux semblent être beauté et joie éternelle. La palissade faite de bois apportés des forêts dahoméennes et empêche les habitants de tendre des embuscades aux gardes de l'exposition". Tout autre commentaire semble superflu ! Chicago va ouvrir la porte aux productions privées dans les expositions universelles et nationales, suivront ensuite les expositions coloniales.

Curiosité et amusement

Les Fons du Dahomey furent présents à l'exposition et on peut le dire monopoliser sur eux l'attention des visiteurs et de la presse. Dépeints comme des sauvages, des barbares ou des cannibales, ils répondront à l'attente qu'en avait le public et les organisateurs, en un mot un bon spectacle. Ils étaient populaires, représentants d'une société non-indus-

trielle, non chrétienne, destinés à séduire, à charmer, à retenir l'intérêt des visiteurs qui en sont restés bouche bée de curiosité et d'amusement.

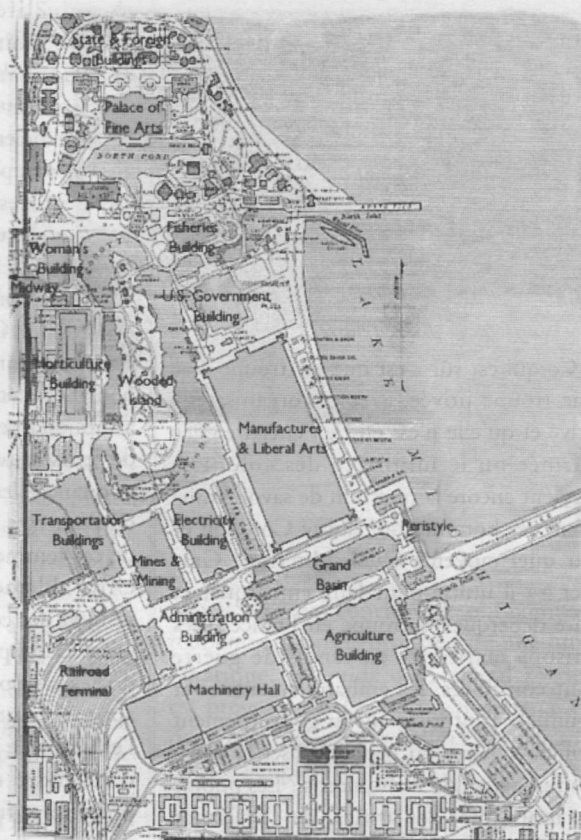
Ils devinrent vite des personnes réelles, bien vivantes et connues de tous. Il suffit de voir l'utilisation de leurs noms dans les journaux, les Dahoméens quittaient leurs peaux de bête pour devenir Butagalon, Sosolanggo, Ipoke, Umbibi ou Adajemus, des êtres humains !

Voulant en faire des monstres, les journalistes les rendirent sympathiques. L'un d'eux, Thérèse Dean, dans une de ses fréquentes visites au domaine Africain s'est trouvée avec un collègue dans l'étrange situation d'avoir à dorloter et soigner un enfant Fon effrayé, au grand plaisir des deux parties. Ceci la conduisit à écrire, "les bébés de ce village et des autres villages et du monde entier sont tout semblables. Quand ils ne sont pas assez grands pour parler ils pourraient appartenir à une même race. Il n'y a aucune différence dans la nature des bébés." Dans l'ensemble les comptes rendus de presse, basés sur une ignorance impressionniste des Fons doublée de suppositions à sensations sur ce que ces visiteurs ont pensé et ressenti, ont tenté d'alimenter l'appétit insatiable d'un public américain avide d'informations et désireux de connaître le monde au travers des images envoyées par l'écrit, la photographie et l'illustration.

Dans l'ensemble, la proclamation de l'anthropologue de l'Université de Harvard, Frederick Ward Putnam, affirmant "Le Monde entier se trouve ici," s'est avérée correcte. La Ville Blanche et Midway Plaisance, (en fait Chicago dans son ensemble) sont devenus Rome pendant une période de six mois alors que toutes les routes menaient à la pointe sud du lac Michigan.

Jean-Michel BERGOUIGNIOU

(1) James Weldon Johnson (Atlanta University) cité par Christopher Robert Reed dans *The Black presence at "white city"*



Carte exposition

(2) Les principales sources de documentations sont : Rydell Robert W. *All the world's a fair, The University of Chicago Press, 1984* Northrop H. D., *The World's Fair, Ariel Book Company, Philadelphie, 1893*

John Rossiter, *a history of the world's Columbian exposition in 1893, New York, 1897*

Midway Types, *the American Engraving Company, Chicago, 1894* (3) La ménagerie des frères Hagenbeck est présente à l'exposition.

(4) Les villages étaient autrichien, indien, allemand, japonais, javanais, johore, samoan, égyptien, turc et dahoméen.

(5) Cette signature prouverait que des particuliers présentaient des attractions exotiques à Paris et que les villages présents n'étaient pas tous réunis par le gouvernement français. Ceci prouve aussi que des attractions privées existaient à Paris, avant l'exposition de Chicago !

(6) C'est comme si on avait mis Albert Einstein directeur du Cirque Barnum ou Bailey...

(7) Franck Leslie's *Popular Monthly*

(8) En 1893, le dit Bénin n'est encore que le Dahomey, situé dans le golfe du Bénin et à ne pas confondre avec les Royaumes du Bénin situés au Nigeria.

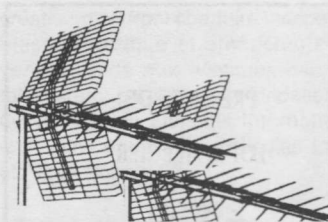
(9) On apprend par ailleurs que des tisserands, des forgerons sont aussi présents et que le musée contient des armes traditionnelles.

(10) au nombre de 21 d'après *A history of the world's columbian exposition* Rossiter Johnson, département of ethnology, p. 444

(11) Flin John, *The best things to be seen at the world's fair*, pages 108 et 109

(12) *A history of the world's columbian exposition* Rossiter Johnson, département of ethnology, p. 337

(13) Roi de Porto-Novo ayant fourni des supplétifs et des guides à l'armée française.



CHRONIQUE DE LA DESINFORMATION

Jean-Jacques Ledos

SAMIZDAT SUR WEB

On se souvient comment la circulation clandestine de feuilles ronéotées permettait de lutter contre la désinformation officielle en URSS.

Le réseau Internet permet aujourd'hui de combattre le consensus de la « pensée unique » sinon totalitaire.

Les péripéties de politique intérieure française ont occulté les manifestations anti-mondialistes qui se sont déroulées à Prague, en septembre dernier.

Seul le courriel d'« ATTAC » <attac.org/journal.htm> déjà cité a rendu compte des échanges entre les opposants à la réunion de la bandue mondiale et du FMI et une police qui n'a rien oublié des méthodes communistes de maintien de l'ordre.

« ENRICHISSEZ-VOUS ! »

Même l'Église s'y met. « Le Pèlerin Magazine » a ouvert une rubrique « Votre argent ». Dans son numéro du 3 novembre dernier, l'hebdomadaire catholique conseille le « Placement du mois » : « Avec le PEA, faites votre entrée en Bourse ».

Certes le protestant Guizot, auteur de la célèbre formule, les éditeurs et les lecteurs ont les mêmes sources : les évangiles. Peut-être ont-ils oublié cette condamnation divine de l'accumulation des richesses que Luc (12, 20-21) attribue à Jésus, interprète de son « Père » : « Insensé ! Cette nuit même, on te redemandera ton âme ; et ce que tu as amassé, pour qui cela sera-t-il ? - Ainsi en est-il de l'homme qui amasse des trésors pour lui-même et qui n'est pas riche pour Dieu. »

CULTURE DE GUIGNOLS

Jadis, les chansonniers parisiens tentaient de jouer les « fous du roi » en se moquant des hommes politiques. Leur liberté était contrôlée. Pour s'être risqués à pratiquer cette dérision l'égard du gaullisme tout-puissant au début des années 60, les animateurs de l'émission « La boîte à sel » ont condamné, pour longtemps, le genre à la radio et à la télévision.

« Les Guignols » de « Canal Plus » ont renouvelé le « concept » (!) avec une liberté et une insolence qui ont fait école, en produisant peut-être l'effet contraire à la démarche. La violence de certaines attaques a rendu les cibles sympathiques.

D'autres animateurs ont repris la formule, concurrence oblige ! Un genre peu coûteux qui consiste à faire du « talk-show » en remplissant le studio de spectateurs bénévoles, trop heureux de se montrer, repose sur l'agressivité à l'égard des invités que l'on cherche systématiquement à mettre en difficulté. Laurent Joffrin a pu parler, dans le « Nouvel Obs », de « poujadisme branché ».

La formule risque de trouver ses limites : les audiences baissent.

OBLIGATION DE RÉSULTATS

L'hebdomadaire catholique « Le Pèlerin » a publié dans son numéro du 10 novembre dernier une enquête sur la violence et le sexe dans les programmes de télévision.

Ce n'est pas la dénonciation de ces contenus qui a retenu l'attention mais les réponses des programmeurs invités à justifier leurs choix.

Les réponses sont unanimes ou presque : l'obligation de résultats d'écoute qui fonde les tarifs de la diffusion des messages publicitaires impose qu'on réponde à la demande. La défense est constante : les actes violents et parfois meurtriers sont rares dans l'actualité et ne constituent pas une statistique significative. Comme le souligne l'un des responsables de TF1, dans une très brève réponse : « nous, nous diffusons, à vous de regarder, d'analyser et d'en tirer les consé-

quences... » Certes, mais l'hypocrisie est implicite. Une société dynamisée par l'obligation de compétition doit être agressive. Alors, autant en imposer l'habitude au plus grand nombre, le plus tôt dans l'âge.

PROJET DE CRUAUTÉ

A voir ou entendre l'arrogance des porte-paroles du libéralisme, on rêve d'un système de sanctions contre les puissants.

On imagine une révolution qui ne tuerait pas ses cibles mais qui leur imposerait une initiation à la précarité dans le cadre d'un programme de rééducation. Imaginons le baron Seillère, ou quelqu'autre de ses actuels semblables, condamné à survivre chichement en assurant, l'hiver, le service dans les « Restaurants du cœur », l'été, l'entretien dans un camping surpeuplé quelque part entre Béziers et Perpignan. Pas à la manière de Pol Pot, bien sûr, mais selon un régime de travaux forcés qui contraindrait ces cyniques au contact avec les pauvres qu'ils feignent d'ignorer. Nourriture et logement assurés, trajet en transports publics obligé, horaires et repos à la convenance de l'employeur.

Cruel, non ?

QUESTION AUX HYPOCRITES

Au reproche de faire de la télévision ordurière (« trash-télévision »), les programmeurs des chaînes concurrentielles opposent la satisfaction du volume d'audience qu'elle rassemble.

Aucune réponse n'osera déclarer publiquement que cette démagogie s'applique à un public facile, peu instruit, peu exigeant, voyeuriste. Il est pourtant recommandé aux producteurs, investis de l'obligation d'audience, de ne jamais oublier qu'ils s'adressent à des imbéciles, comme les publicitaires (Cf. F. Beigbeder, « 99F. »)

La liberté d'expression, dont les États-Unis se réclament au nom du premier amendement (1791) à la Constitution (1787), sert de moyen de défense à toute tentative de limitation. Il a été invoqué, récemment,

lorsque la France a tenté d'interdire les sites nazis sur le moteur de recherche Yahoo !

La même logique s'appliquera-t-elle aux programmes de télévision ? Aura-t-elle raison des protestations de la ministre de la culture et de la communication et des parlementaires français qui dénoncent la vulgarité de certains programmes racoleurs ?

VŒUX PIEUX

«...le problème essentiel des programmes de télévision est évidemment de satisfaire à des exigences contradictoires en trouvant dans toute la mesure du possible le moyen de les concilier. La première est celle de la variété des sujets et des buts. Il faut des émissions purement distractives, sagement populaires, capables d'amuser tout le monde, mais on est en droit d'attendre de ces programmes qu'ils n'offensent ni le bon goût ni l'intelligence, qu'ils ne soient ni niais, ni vulgaires, que leur présentation soit conçue dans un style adapté aux ressources propres de la télévision... » écrivait en 1958 le critique André Bazin dans « Radio-Cinéma-Télévision » (n° 458). À peu près à la même époque, le Directeur général de la RTF, Wladimir Porché, déclarait que la radio et la télévision pouvaient « contribuer à une amélioration intellectuelle et spirituelle de l'être humain... »

La ministre actuelle de la Culture et de la Communication, Catherine Tasca, le CSA et divers parlementaires se sont récemment émus de la vulgarité de certains programmes.

La contradiction qu'évoquait André Bazin est, aujourd'hui, d'une autre nature. Le souci de distraire sans offenser la morale ou de cultiver est opposé à l'obligation concurrentielle de « faire de l'audience ». Quel sens, sinon l'obsolescence et l'inutilité, donner aux mots « morale » et « culture ».

Il existe aujourd'hui une morale : celle du profit. Puisqu'il y a une demande, pourquoi interdire ? Il existe une pratique cynique de cette conquête de l'audience qui est comparable à celle des « créatifs » de la publicité (Cf. Beigbeder).

LOUIS MERCIER-VEGA, L'ITINERANT un militant anarchiste hors du commun

Louis Mercier-Vega s'est tué d'un coup de pistolet lucide et prémédité, le 20 novembre 1977. Il avait mené jusque-là une vie militante et personnelle intense et aventureuse. Homme-protée, il a su transmettre à nombre de celles et ceux qui l'ont côtoyé (dont je fus dans les années 70), et à travers ses écrits (1) la passion de l'éthique et de la raison. Vingt ans après sa mort s'est tenue à Paris, en novembre 1997, une journée d'étude organisée par le Centre International de Recherches sur l'Anarchisme (2) réunissant certain(e)s de ceux qui ont travaillé avec lui ou qui à partir de ses écrits, l'ont rejoint dans sa volonté d'aggiornamento de l'anarchisme. Il en est résulté un livre passionnant (3), riche d'enseignements et d'interrogations, d'autant qu'au-delà de l'itinéraire biographique, c'est tout un pan méconnu de l'histoire du mouvement anarchiste qui émerge de l'oubli.

Né Charles Cortvint à Bruxelles en 1914, il côtoie très jeune Hem Day, Ernestan et Nicolas Lazarévitch (4) avant de rejoindre Paris où pour gagner sa vie il va exercer divers petits métiers. Il milite rapidement à l'Union Anarchiste où il fait partie de la fraction anarcho communiste, et assiste en mai 1936 au congrès de Saragosse de la CNT, la Confédération Nationale du Travail, principal syndicat espagnol, d'obédience anarcho-syndicaliste.

L'Espagne révolutionnaire

L'Espagne : premier théâtre d'action de l'itinérant (5) qui en compagnie de son ami Carpentier, franchit la frontière à Puigcerda le 29 juillet 1936, dix jours après les premières barricades érigées dans Barcelone pour contrer la tentative de coup d'Etat de Franco, et rejoint très vite sur le front d'Aragon les miliciens de la Colonne Durruti. Avec Carpentier et Berthoumieu, un ex-militaire français, il fonde le Groupe International de la Colonne Durruti auquel se joint peu de temps après la philosophe Simone Weil. Mercier, alias Ridet à ce moment-là, donne le primat à la cause révolutionnaire, acceptant certains dérapages dans la mesure où il estime qu'ils restent isolés, circonstanciels et dus au feu de l'action, alors que la philosophe défend l'exigence de l'éthique en toute circonstance et dresse un tableau contrasté des anarchistes espagnols dans une lettre adressée à Georges Bernanos (6) : "La CNT, la FAI étaient un mélange étonnant, où on admettait n'importe qui, et où, par suite, se coudoient l'immoralité, le cynisme, le fanatisme, la cruauté, mais aussi l'amour, l'esprit de fraternité, et surtout la revendication de l'honneur, si belle chez des hommes humiliés ; il me semblait que ceux qui venaient là animés par un idéal l'emportaient sur ceux que poussaient le goût de la violence et du désordre."

Enfonçant le clou, elle donne l'exemple d'un jeune phalangiste de 15 ans, capturé et fusillé par les miliciens, dont "la mort n'a jamais cessé de peser sur ma conscience" et qui a laissé également à Mercier "un sale goût dans la bouche". Totalement exalté par sa cause, il refuse en effet la vie sauve que lui propose Durruti à condition qu'il renie ses convictions. Et Phil Casoar de s'interroger : "L'exécution du petit phalangiste n'est pas une simple bavure ; il ne s'agit pas d'un acte de cruauté gratuite, d'une vengeance sauvage accomplie dans le feu de l'instant comme il s'en produit couramment dans les guerres civiles, mais d'une sentence appliquée avec l'assurance sincère que donne le sentiment d'agir pour une cause juste. En définitive, c'est au nom d'un idéal présumé plus juste, généreux et humain que celui défendu par ce jeune garçon fanatisé, qu'on le tue. Et c'est bien là l'aspect le plus troublant de cet épisode. Après trois mois de combats, Mercier rentre en France à la mi-octobre pour soutenir par des tournées de conférences l'Espagne révolutionnaire à la demande de l'Union Anarchiste, qu'il va quitter toutefois en novembre 1937 en compagnie de Carpentier, Feuillade et quelques autres. Révolté par le retournement sanglant des stalinien pendant les Journées de Mai 37, il n'accepte plus la ligne de soutien inconditionnel à "l'Espagne antifasciste" au prétexte que les anarchistes participent au gouvernement. La tournure des événements de plus en plus favorable aux frankistes l'amène à s'interroger sur l'évolution de la pratique révolutionnaire et à participer en 1938 à la création d'une nouvelle revue mensuelle, "Révision", rassemblant au-delà des étiquettes tous ceux qui veulent œuvrer "pour un socialisme libre et humain, un socialisme libertaire" et sont convaincus que "le mouvement ouvrier a besoin d'une révision idéologique et stratégique profonde". L'aventure se poursuivra pendant cinq numéros entre février et juin 1938, tirés chacun à mille exemplaires. Pour Mercier, le maintien de liens organiques avec les luttes sociales est essentiel et il déplore la faible structuration du mouvement anarchiste : "L'anarchisme finit par ne plus avoir d'existence publique qu'à travers quelques hommes qui parlent, écrivent, agissent aux nom et place d'un mouvement qui pourrait se déterminer par la coopération et l'apport de chacun de ses membres, groupés autour d'une doctrine, essayant de pénétrer dans la lutte sociale comme force sûre et rigoureuse et capable d'entraîner l'ensemble du prolétariat vers son émancipation." L'avènement du socialisme n'étant pas fatal, il convient en effet de savoir le renouveler en tenant compte des effets de la transformation des structures économiques et sociales, tout en s'appuyant sur quelques idées-forces : autonomie ouvrière/démocratie

COMMUNE MEMOIRE

PRÉSENCE DE
LOUIS MERCIER

interne véritable et rejet des cliques/volontarisme/audace/intransigeance révolutionnaire.

L'autonomie ouvrière avec F.O.

Quand arrive la Deuxième guerre mondiale, Mercier décide de prendre du champ et s'embarque pour l'Amérique latine où il tentera vainement de contribuer à un nouveau Zimmerwald tout en maintenant le contact avec les éléments internationalistes dispersés de par le monde. Il rejoint ensuite les Forces Françaises Libres et passe trois années au Liban. A son retour en France en décembre 1945, il s'installe à Grenoble, se marie, devient journaliste au "Dauphiné Libéré", tout en collaborant, par le biais d'une "Lettre de France" aux journaux anarchistes du monde entier.

Dans cet immédiat après-guerre, le mouvement ouvrier français est majoritairement fasciné par "la Patrie des travailleurs" soviétique, auréolée de sa victoire aux côtés des Alliés contre Hitler, et dont le P.C.F. n'est qu'un appendice appliquant aveuglément les consignes, tout en tenant sous sa coupe la centrale syndicale unique, la C.G.T. Soucieux pour sa part d'affirmer l'autonomie ouvrière, Mercier va rejoindre la C.G.T.-Force Ouvrière en voie de constitution en 1947 dans l'esprit de la Charte d'Amiens : "Pour le syndicalisme libertaire, le syndicat est une école de démocratie économique permanente. Toute action syndicale est une affirmation du droit et de la volonté du travailleur d'intervenir de manière responsable dans la vie sociétaire et singulièrement dans le fonctionnement de l'économie, pour imposer une pleine citoyenneté refusée par les lois, les privilèges économiques, les formes de propriété, l'Etat." Analysant l'évolution des rapports de production, il affine sa réflexion sur la nouvelle classe dirigeante des technocrates et en 1950 le "Libertaire" publie sa brochure "Les anarchistes face à la technocratie". Avec la volonté de comprendre et de faire comprendre le monde, il appuie la

création d'un front libertaire indépendant des blocs soviétique et américain et, afin de venir en aide aux "victimes des tyrannies totalitaires", participe à la fondation en 1949 du Groupe de Liaisons Internationales, le GLI, avec entre autres Nicolas Lazarévitch et Albert Camus (7).

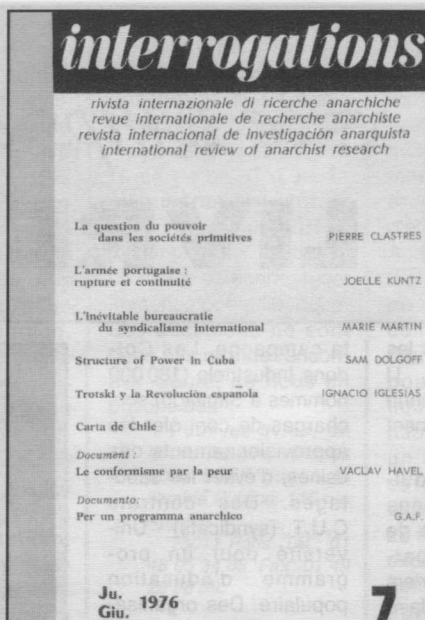
L'aventure du Congrès pour la liberté de la culture

C'est dans ce contexte qu'il adhère au "Congrès pour la liberté de la culture" fondé en juin 1950 à Berlin pour contrer la propagande soviétique en direction des intellectuels et de l'opinion publique occidentale (Mouvement de la Paix en 1949, Appel de Stockholm en mars 1950) avec le soutien discret mais intéressé, pour cause de guerre froide, des autorités américaines et du puissant syndicat AFL-CIO (8) qui avait déjà contribué financièrement à la mise sur orbite de F.O. Dès 1951 les activités du Congrès vont se structurer en France autour de l'association "Les amis de la liberté" et de la revue "Preuves" avec un objectif double : "S'opposer au mouvement communiste international ; dissocier les intellectuels du progressisme et du neutralisme en leur offrant une structure d'accueil".

Tout en continuant ses activités anarchistes (9), Mercier va se retrouver rapidement à la fois au secrétariat parisien de l'association, où il côtoie des militants d'extrême-gauche antistaliniens, comme François Bonaly et Michel Collinet, et au secrétariat de la rédaction de "Preuves" où il retrouve André Prudhommeaux, ex-responsable de la Fédération Anarchiste de langue française, et Lucien Feuillade en qualité de correcteur.

Dès la première conférence nationale qui se tient en mai 1952 sur le thème "le totalitarisme et la classe ouvrière", il pose d'emblée la nature de son intervention dans les organes du Congrès : "Si le stalinisme triomphe comme d'autres systèmes totalitaires ont triomphé dans d'autres pays et à d'autres époques, c'est parce qu'il répond à un certain nombre de problèmes et qu'il apporte à ces problèmes des solutions. Le totalitarisme se développe et triomphe là et quand les méthodes démocratiques, les méthodes des organisations ouvrières libres échouent ou sont insuffisantes." Entre 1953 et 1965 il va publier 97 articles dont le tiers consacré à l'Amérique latine, après avoir pris entre-temps la responsabilité de la section latino-américaine du Congrès qui va devenir une entité autonome sous le nom d'Institut Latino-Américain de Relations Internationales.

Coup de tonnerre en avril 1966 avec la publication par le "New York Times" d'une vaste enquête qui révèle que le Congrès pour la Culture et ses institutions ont été financées, sous couvert de fondations occultes, par les services de renseignement américains. Pris à partie au sein du mouvement anarchiste, Mercier se défend, arguant de son bilan "qui peut être présenté à n'importe quelle commission d'enquête ou assemblée contradictoire car il correspond aux intérêts des intellectuels latino-améri-



cains et répond à leurs désirs. Aucune pression directe ou indirecte, n'a en aucune circonstance été exercée sur nos représentants ou correspondants pour qu'ils modifient ou infléchissent leur façon de concevoir l'œuvre à accomplir". Certes il ne méconnaît pas "les tentatives permanentes d'utilisation des mouvement syndicaux par tous les services impérialistes" mais pour autant "cela ne suffit pas à expliquer tout et n'importe quoi".

Mais la pression s'accroît et pour couper court aux calomnies de certains, il préfère mettre un terme à l'aventure en 1972, d'autant que la politique étrangère américaine prend une orientation que le coup d'Etat chilien de septembre 1973 va tragiquement illustrer. Il traînera ce boulet jusqu'à la fin de sa vie et peu avant sa disparition, dans le n° 11 d'"Interrogations" daté de juillet 1977, tentera une dernière fois de se justifier : "Quant à la sempiternelle considération que tout acte, tout sentiment exprimé, toute attitude fait le jeu de l'un ou l'autre antagoniste, elle est sans nul doute exacte. Le tout est de savoir s'il faut disparaître, se taire, devenir objet, pour la seule raison que notre existence peut favoriser le triomphe de l'un ou de l'autre. Alors qu'une seule vérité est éclatante : nul ne fera notre jeu si nous le menons nous-mêmes." Certes, mais justement à condition de rester maître du jeu... et par conséquent des moyens de sa mise en œuvre, de sorte que la question de "l'argent américain" reste posée.

Interrogations

Meurtri, amer, Mercier fait une pause avant de se lancer dans son dernier combat, la revue quadrilingue "Interrogations", pavé dans la mare des "conservateurs" du mouvement anarchiste figés dans les schémas de l'Espagne de 36, chargée de "regrouper un réseau de correspondants, objectifs et dépassonnés quant à l'observation, attentifs aux phénomènes et aux faits plutôt qu'aux mots, et capables de suivre ce qui nous apparaît comme questions essentielles, à savoir les mécanismes d'exploitation et de pouvoir, ainsi que les manifestations de

résistance" et dont le premier numéro paraît en décembre 1974. Pour lui, l'anarchisme ne peut qu'être "en mouvement" pour rester en phase avec l'évolution du monde.

Il va se retrouver en convergence avec un groupe de jeunes italiens de la "Rivista A", traducteurs de son "Incrévable Anarchisme" et ayant un intérêt commun pour la "technobureaucratie", définie comme la classe dominante des "nouveaux patrons" (managers, technocrates, bureaucrates) distincte de la bourgeoisie, et couplée à un système de domination différent du capitalisme, fondé sur la fonction et non la propriété (capitalisme bureaucratique, collectivisme bureaucratique, technocratie). Beaucoup d'études originales sur des questions d'actualité ou des questions théoriques, nombre de contributions solides à l'analyse de la nouvelle classe des "nouveaux patrons" paraîtront dans les dix-huit numéros, s'étageant sur cinq ans (11), de "la meilleure revue anarchiste de l'époque".

En définitive, ce que Louis Mercier-Vega aura cherché avant tout, sa vie durant, c'est "vivre les luttes sociales en répondant chaque jour aux problèmes quotidiens, combattre avec la certitude que chaque coup porté rapporte à celui qui frappe, bâtir sa doctrine en maintenant les pieds au sol et non en niant la réalité par idolâtrie des principes". (12)

J. J. Gandini

1. voir notamment "L'incroyable anarchisme" Paris UGE 1 Oxi 8 1970, revu et corrigé Bordeaux Analis 1988 ; "L'anarcho-syndicalisme et le syndicalisme révolutionnaire", Paris Spartacus 1978 ; "La révolution par l'Etat : une nouvelle classe dirigeante en Amérique latine", Paris Payot 1978 ; "La chevauchée anonyme", Genève Noir 1978.

2. 24 avenue Beaumont. 1012 Lausanne C.H.

3. "Présence de Louis Mercier", Lyon Atelier de Création Libertaire 1999 124 p. 60 F avec les contributions de David Berry, Amedeo Bertolo, Sylvain Boulouque, Phil Casoar, Marianne Enckell, Charles Jacquier. Superbes illustrations de Phil Casoar.

4. Voir "Gavroche" n° 114 "hommage à l'un des grands témoins méconnus de ce siècle : Nicolas Lazarévitch".

5. "L'itinérant" est l'un de ses nombreux pseudos : "à moi seul je suis une fédération de pseudonymes" aimait-il à dire. Parmi les plus connus : Charles Ridet, Santiago Parane et Mercier-Vega qui deviendra son deuxième état-civil après avoir acquis une carte d'identité chilienne à ce nom à Santiago le 1 octobre 1940.

6. écrivain catholique qui, bien que militant à l'Action Française et favorable d'abord aux insurgés franquistes, s'éleva contre la collusion de l'Eglise avec Franco dans son livre- réquisitoire "Les grands cimetières sous la lune" (1938) et dénonça en 1941 "l'impudence de Vichy".

7. auquel Mercier rend hommage lorsqu'il reçoit en 1957 le Prix Nobel de Littérature, rappelant l'amitié qui le liait au mouvement anarchiste : "Ce que nous savons de Camus, c'est sa solidarité, mille et mille fois manifestée envers les militants d'Espagne, de Bulgarie, de Hongrie. Ce que nous savons de Camus, c'est le billet glissé au "déchard" et la souscription à la liste qui circule de main en main, c'est le refus de l'estrade et des présidences, et la préférence pour l'action limitée mais utile à mesure d'homme".

8. ce qui explique que dès le départ "Preuves" sera taxée par "les Temps Modernes" de "complicité avec l'impérialisme américain" et de "supplôt du système capitaliste". Mercier était pourtant en bonne compagnie aux côtés des excommunistes Boris Souvarine, Arthur Koestler, Franz Borkenau, Manes Sperber et Ignazio Silone.

9. En liaison avec Helmut Rudiger, militant anarchiste allemand réfugié en Suède en 1938, il lance et coordonne en 1958 la Commission Ouvrière de Liaison Internationale, la CILO, avec pour tâche "d'échanger des informations, d'inventorier les forces agissantes, les mouvements ouvriers non étatiques et effectivement indépendants, et de les mettre en contact, d'étudier en commun les problèmes nouveaux que pose le monde moderne".

10. "Mécanismes de pouvoir en Amérique Latine" Paris Belfond 1967.

11. Elle survivra donc deux ans à Mercier avant de s'essouffler, à la fois pour des raisons financières et les Italiens étant pris par d'autres tâches.

12. "Pour repartir", cité par Marianne Enckell.

Pierre Dupuy

CHILI 1967-1973

Témoignage d'un prêtre-ouvrier
ou
LE NOIR ET LE ROUGE

« CHILI 1967-1973 »
« TÉMOIGNAGE
D'UN PRETRE-
OUVRIER »

OU « LE NOIR
ET LE ROUGE »

de Pierre Dupuy

Au moment où Pinochet risque d'être jugé (mais l'on connaît l'idéologie de la justice chilienne??), la lecture de ce témoignage vécu éclaire sur la violence (de la droite et de l'impérialisme américain), sur les illusions de la gauche.

Pierre Dupuy n'est pas tendre avec le président Démocrate chrétien Frei qui licencia en 1965 tous les militants de gauche de Valparaíso, ce qui provoque une émeute.

La collusion entre les fonctionnaires du travail et les patrons est disséquée: Frei y a placé tous ses copains de la Démocratie chrétienne.

L'auteur n'a pas tellement d'états d'âmes par rapport à l'Église. Il est en conflits perpétuels avec sa hiérarchie en France comme en Chili.

L'Église chilienne a pris position contre Allende dans ses sermons. Pierre ayant signé un appel des « 80 pour le Socialisme » est suspendu par l'évêque; cela n'a pas l'air de l'émouvoir car il continue à travailler avec les communautés de base et reçoit son salaire et il est de plus en plus sollicité par ses collègues pour un mariage, un baptême, un enterrement (mais le curé officiel empoche l'argent de la messe).

L'« insoumis »: acteur de la lutte des classes: Il affronte la mer en étant sauveteur à Valparaíso et affronte aussi les patrons sur des injustices quotidiennes (ex: le repas du

midi est supprimé par les contremaîtres). Il dénonce un patron connu à la messe d'enterrement d'un ouvrier.

Les patrons déduisaient les cotisations sociales de la fiche de paye mais se les gardaient; ainsi, les ouvriers ne pouvaient pas se faire soigner (épisode de la femme ne pouvant se faire un dentier et répudiée par son mari) ou réponse d'un patron: « j'ai régularisé les cotisations pour les morts d'il y a deux ans et leurs veuves pourront recevoir les pensions ». Comment obtenir 30 % de hausse de salaires? en faisant du chantage à la dénonciation des tricheries du patron vis-à-vis des clients.

Une phrase - choc: « le capitalisme, c'est comme la rage, une fois que l'on a été mordu, on a envie de mordre les autres »

Campagne de l'Unité
Populaire en 1970

Se sont créés 14 000 comités de base de l'U. P. pour amender le programme et organiser les conférences, forme originale d'organisation qui a été suspendue devant le gouvernement Allende: sabotages, exportations du bétail, incendies de propriétés expropriables, incendie de la Banque du Chili, manifestation des « gamelles vides » des bourgeoises qui organisent la pénurie, marché noir, grèves des camionneurs et des commerçants. Pour construire le socialisme et répondre aux attaques de la droite, sont fondées les JAP. (Juntas d'Approvisionnement et de Contrôle de Prix): aller chercher en camions des légumes à

Le temps des LIVRES



LA BROUETTE
ET LES DEUX
ORPHELINES

par Ernestine
Chassebœuf

Ernestine est une alerte nonagénaire, quoique ses jambes lui donnent bien des soucis. De plus, elle a les pieds gonglés.

Ce qui ne l'empêche pas de faire son jardin, d'écrire des poèmes pour le moins bucoliques, et d'entretenir une correspondance de ministre.

A l'encre violette et sans faute d'orthographe, comme au bon vieux temps.

Outrée par la « Pétition des cent sous », le texte signé de 288 auteurs demandant l'interdiction du prêt gratuit de leurs œuvres dans les bibliothèques publiques, Ernestine a entrepris de leur écrire pour leur demander leurs profondes motivations. Elle a déjà écrit soixante lettres personnalisées, et obtenu plusieurs réponses et pas des moindres: Régine Desforges, Bernard Clavel, Jean-Claude Carrière, Yves Bonnefoy, Paul Fournel, Jean-Marie Laclavetine, Jules Mougin, Edmond Thomas.

Si certains sont attachés au prêt gratuit de

leurs ouvrages, d'autres s'acharnent à réclamer, jamais pour eux mais pour les écrivains nécessiteux, débutants ou finissants, une location du livre qu'ils ont vendu.

Ernestine ne mort pas à l'hameçon. Elle a vendu une bicoque en 1958, et depuis, elle ne touche plus les loyers. Par ailleurs, quand elle fait faire une porte à son menuisier, celui-ci ne lui réclame pas un droit à chaque fois qu'elle l'ouvre, et de plus, il vient la raboter gratuitement quand elle frotte, alors qu'Ernestine doit corriger elle-même les fautes d'orthographe sur certains livres.

Heureusement, elle n'est pas seule. A la fin du livre, en annexe, on trouve la position de Claudine Belayche, conservateur de bibliothèque et ancienne présidente de l'Association des Bibliothécaires Français, une pétition contre le prêt payant émanant du Centre de Promotion du livre de jeunesse, une lettre ouverte aux signataires de la « pétition des cent sous », et enfin, plus positivement, une proposition de l'A.B.F. pour une juste rémunération du droit d'auteur.

Qu'à ajouter? Qu'Ernestine a déjà publié un recueil de poèmes pour ses amis, mais qu'elle pourrait bien recommencer en plus grand, et qu'elle envoie régulièrement des lettres à Jean Lebrun qui en fait lire quelques unes dans son émission « Pot au feu » le soir sur France Culture.

Manifestement, Ernestine est quelqu'un qui aime lire, qui aime le livre et les écrivains, et qui revendique bien haut le droit pour tout un chacun d'accéder à toute lecture même s'il n'en a pas les moyens financiers.

J. F. Amary

Éditions Ivan
DAVY/DELEATUR,
116 p. 85 F.

Michel BLIN, le
7/09/2000

J. F. Amary

André GIDE



RÉÉDITION

Depuis plusieurs années, on ne peut plus trouver que les trois premiers volumes de « La chanson d'un gâs qu'a mal tourné » de Gaston Couté.

Rappelons qu'en 1976, une équipe de copains passionnés, bouleversés par les textes puissants du poète libertaire beauceron décida d'éditer, pour la première fois, ses œuvres complètes.

L'association le Vent du Ch'min fut donc créée, et l'intégrale des œuvres de Couté parut en cinq volumes. L'ordre alphabétique fut choisi pour la publication de tous les poèmes connus. Ce qui fait que les trois premiers volumes rassemblent environ 150 textes d'inégale valeur.

On y trouve pêle-mêle des textes phares comme « Le christ en bois », « les gourgandines » ou « les conscrits », ainsi que des poèmes de moindre importance même quand ils sont joliment trassés. Il y a aussi des poèmes de jeunesse parfois très très beaux, des dessins car Couté y touchait

aussi, ainsi que des éléments biographiques.

Le volume quatre concernait la participation de « Couté » à La guerre sociale de Gustave Herve, en 1910. Des textes écrits au jour le jour dans la fièvre des événements ne pouvaient pas avoir la force de ceux écrits aux grands moments d'inspiration. Cependant, il s'en trouve de forts beaux et poignants, car Couté avait un talent incroyable !

Dans le volume cinq, le Vent du Ch'min a mis les poèmes retrouvés (les recherches continuent trente ans plus tard !), des témoignages, documents, photos pouvant aider à mieux comprendre le passage éphémère du poète beauceron dans notre siècle.

Parce qu'il faut dire que Couté avait une pureté morale au dessus de la moyenne. Artiste dans tous les sens du terme, il était incapable de mettre deux sous de côté alors que dehors, la misère sévissait et qu'il lui fallait partager, voire jeter l'argent sur le trottoir ! Il avait donc des amis tant qu'il payait à boire. Il a bu. Il a vécu dans de très mauvaises conditions hygiéniques, si bien qu'il est mort tuberculeux à trente et un an.

La bonne nouvelle, c'est la réédition des volumes 4 et 5, toujours par le Vent du Ch'min, pour 50 F le volume !

Le format est légèrement plus haut et moins large que celui de 1976 et le papier moins beau. Mais le contenu est là %, et c'est bien ça l'important.

Alors qu'au milieu des années 70, on ne trouvait guère plus que Gérard Pierron et Bernard Meulien pour chanter et dire Gaston Couté, aujourd'hui, ils sont de plus en plus nombreux à % interpréter avec plus ou moins de bonheur, cet immense poète libertaire. Les occasions ne sont donc pas rare de rencontrer Couté, ne nous en privons pas.

Pour les livres, on trouve les cinq volumes pour 50FF l'un à la librairie Publico, 145 rue Amelot.

75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08. Fax: 01 49 29 98 59.



ALEXANDRE JACOB (SUITE)

Dans Gavroche de mars-avril 2000, nous avons évoqué le premier de la trilogie : Travailleurs de la nuit.

Dans le même format, et aux mêmes prix (30 et 20FF), « l'Insomnie » a bien tenu sa promesse en publiant deux nouveaux petits bijoux.

Dans « Extermination à la française », Jacob écrit à sa mère. Ca commence de la prison d'Orléans où il attend

d'être jugé pour tentative d'assassinat sur un flic. Il a déjà pris perpète aux assises d'Amiens. Son optimisme est pour le moins excessif. Il fanfaronne même quand il dit à sa mère qu'il a hâte d'être arrivé à Cayenne ! Après avoir pris vingt ans de plus, le voilà parti pour l'île de Ré. Ses commentaires sur ses deux peines différentes pour des délits identiques dans deux tribunaux différents donnent un aperçu de ce que seront ses correspondances pendant près de 25 ans. De Ré, Jacob est expédié en Guyane où il doit purger sa peine de travaux forcés. Là, il va en baver ! Droit comme un I, il se battra jusqu'à la fin, avec la dernière énergie, contre l'injustice, contre la méchanceté, la cruauté humaine, contre l'État. Et pas que pour lui. Il défend avec la même passion les humbles, les plus faibles que lui. Évidemment, il ne dévoile pas toute l'horreur de sa situation à sa mère qu'il vénère et qu'il veut protéger.

Celle-ci met toute son énergie pour essayer de soulager la peine d'Alexandre. Leurs lettres sont souvent pathétiques. Jacob utilise beaucoup l'ironie, le persiflage, mais la pauvre femme n'est certainement pas dupe. Après vingt ans de bagne, et une vingtaine de tentatives d'évasion, suite aux campagnes menées par sa mère, Albert Londres et quelques autres, Jacob est rapatrié pour finir de purger sa peine en France. Après vingt-cinq ans et trois mois d'incarcération, il retrouve la liberté, et sa chère mère qu'il chérira jusqu'à sa mort.

A la fin du livre, on trouve des explications sur la collaboration de Jacob avec le docteur Rousseau pour la publication de son livre : « Médecin au bagne », ainsi qu'une lettre de Jacob au ministre des colonies. (pour défendre un codétenu)

Si nous ne devons citer qu'une phrase de

cet émouvant petit livre, nous prendrions sans hésiter ce passage, alors que Jacob vient d'être transféré de St Laurent du Maroni aux Îles du Salut dans les conditions que l'on devine, il s'apitoie sur d'autres passagers de bateaux carcéraux : « Combien autrement malheureux et à plaindre sont les bœufs, passagers ordinaires de ce bateau, qui, pendant des huit et dix jours, ne peuvent prendre une seconde de repos. A voir cela une seule fois, en observateur sagace, on comprend mieux le végétarisme. » Dans « A bas les prisons, toutes les prisons ! » « l'Insomnie » a réuni des textes très importants pour mieux connaître Jacob. C'est d'abord sa rencontre avec le célèbre truand Jo Attia. Puis un essai d'écriture de ses souvenirs pour le jeune étudiant Jean Maitron. Ensuite, ce sont quelques correspondances avec Alain Sergent son premier biographe, et ses amis Denizeau et Passas. Jacob a correspondu avec le député Lafont et Georges Arnaud à propos du système carcéral. Il signe un texte magistral très argumenté, une critique de « Prisons 1953 », livre que venait de signer Arnaud : « ex-professeur de droit criminel à la faculté des Îles du Salut ».

Procéderur dans l'âme et facétieux, Jacob écrit au procureur de Marseille pour une histoire courtelinesque de trop versé pour une demande de document. Plus dramatiquement, Jacob retournera en prison pour un mois, ce qui l'humiliera beaucoup plus que ses années de bagne. Car on l'accusait lui le probe, qui s'était laissé ruiner par la seconde guerre mondiale, d'avoir fait du marché noir ! Les dernières lettres publiées dans ce livre, ce sont celles à ses amis Pierre Valentin Berthier, Guy Denizeau et aux Passas, dans lesquelles il précise dans le détail et avec humour, la



NOTE D'ÉCOUTE

Django Reinhard
Henri Salvador

A Londres, en janvier 1946 Django Reinhard retrouve son ancien « complice » Stéphane Grappelli qui le salue en jouant quelques mesures de « la Marseillaise ». Django enchaîne en imposant le rythme du swing. Deux jours plus tard, les deux compères gravent cette interprétation, d'une joyeuse légèreté éloignée de la lourdeur des musiques militaires et privée de paroles guerrières, sous le nom de « Echoes of France » pour la marque Swing. La diffusion, en France connaîtra quelques difficultés : certains patriotes n'acceptent pas cette parodie de l'hymne national qui sera interdite pendant plusieurs décennies sur les ondes de la radio diffusion nationale. Le titre avait réédité chez RCA, au début des années 60 et, plus récemment, « remastérisé » sur CD.

Les éditions Frémeaux et associés la reproduisent avec de nombreux titres dans le volume 13 d'un intégrale des enregistrements dont Django Reinhard est l'interprète principal. Un bijou pour les amateurs. Le même éditeur réédite les enregistrements des années 1942-1948 du toujours jeune Henri Salvador, qui fut, alors, excellent chanteur d'orchestre chez Ray Ventura. Une autre gâterie.



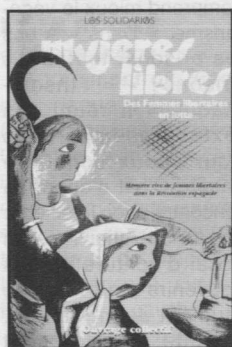
J.-J. L.

mise en scène de son voyage « sans billet de retour ».

Ainsi, celui qui ayant toujours voulu rester maître de son existence, le fut aussi de sa mort.

Voulez-vous une citation pour faire bonne mesure ? «... le criminel, le délinquant, est un honnête homme qui n'a pas réussi. En inversant la proposition, on a la définition de l'honnête homme. Pas vu : pas pris. Pas vu : honnête. Pris criminel. »

J. F. Amary



MUJERES LIBRES MÉMOIRE VIVE DE FEMMES LIBERTAIRES DANS LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

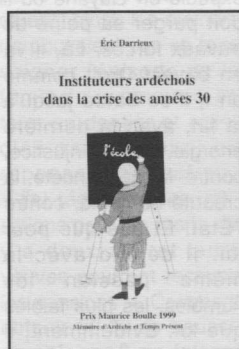
Lors de la révolution espagnole de 1936-1939, plusieurs dizaines de milliers de femmes, ouvrières pour la plupart, prirent leur destin en main et « s'ouvrirent comme des roses » dans le tourbillon de la plus grande révolution sociale de tous les temps.

Leur mouvement, les Mujeres Libres, est unique dans l'histoire de l'humanité. Unique, parce que populaire, profondément enraciné dans la lutte des classes et la quotidienneté de l'émancipation des femmes. Unique parce que révolutionnaire, résolument anticapitaliste et humaniste. Unique parce qu'aux antipodes d'un féminisme bourgeois sourd aux conditions sociales de l'oppression féminine et d'un féminisme marxiste aveugle aux conditions sexuées, politiques, antiétatiques, égalitaires et libertaires, de l'émancipation des femmes. Unique parce que libertaire, non

reconnu par un mouvement libertaire en cours de « libération » de ses hardes patriarcales. Telle-ment unique qu'il a toujours été tu par tous ceux et toutes celles qu'il n'a jamais cessé de déranger.

Que ce livre ait obtenu le « Grand prix Ni Dieu Ni Maître 2000 » est plus qu'un signe des temps, en ce temps où le signe est roi !

Éditions du Monde
libertaire, s'adresser à
Librairie Publico, 145
Rue Amelot, 75011
Paris. 328 pages,
88 francs franco.



INSTITUTEURS ARDÉCHOIS DANS LA CRISE DES ANNÉES 30

par Eric Darrieux

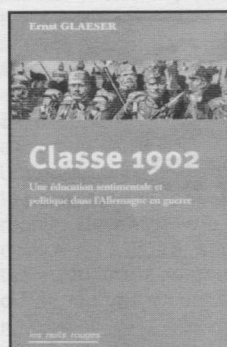
« Une somme de hasards » et la présence dans l'école où il enseignait d'une plaque à la mémoire de Paul Guiller-
mont, instituteur déporté à Mauthausen, ont conduit Eric Darrieux à rencontrer ces instituteurs de l'entre-deux-guerres, hussards noirs de la République, militants syndicalistes, « prolétaires en veston ». C'est un sujet neuf, une étude sous l'angle politique d'une « élite » syndicaliste, particulièrement dynamique dans le département, pacifiste et pacifiste-révolutionnaire, en lutte contre le fascisme et la guerre. Par ses orientations pédagogiques novatrices (méthode Freinet), par la place nationale tenue par certains de ses membres (Gilbert Serret), par son rôle dans le développement de l'école « de la République » et du syndicalisme en Ardèche, ce groupe méritait de sortir de l'ombre.

Chercheur rigoureux, modeste, Eric Darrieux

devait livrer à l'issue de ses travaux, sous la forme d'un mémoire de maîtrise, le résultat d'une recherche méthodiquement conduite, écrit « dans la justesse et la justice, bref dans la vérité ».

Lauréat du prix « Maurice Boule 1999 » destiné à récompenser un travail universitaire conduit sur le département de l'ardèche, l'ouvrage est un jalon utile à la mémoire de l'enseignement en France.

S'adresser à
Mémoires d'Ardèche et
Temps Présent, Place
André Malraux, 07000
Privas.



CLASSE 1902

par Ernest Glaser

Ce premier grand témoignage sur la guerre de 14-18 côté allemand connut un succès mondial lorsqu'il parut en 1928, un an avant A l'Ouest, rien de nouveau.

En bonne partie autobiographique, il a pour cadre une petite ville du sud de l'Allemagne, d'où se fait parfois entendre la canonnade de Verdun. On a souvent présenté Glaser comme un écrivain politique.

Toutefois, le fait d'avoir été proche à la fin des années 1920 du parti communiste n'influa que partiellement sur son œuvre romanesque. Ce récit est d'abord la chronique d'une adolescence dont il ne cache rien, alternant émotion, sensualité et humour.

Mais on verra que les tableaux qu'il brosse par ailleurs de « l'union sacrée » ou de l'antisémitisme ordinaire en sont d'autant plus convain-
cants.

Les nuits rouges,
312 pages, 74 francs.



MÉMOIRES D'UN FILS DE PAYSANS TOURANGEAUX ENTRÉ EN COMMUNISME

Par Gérard Belloin

Espoir d'une classe éprouvée et en lutte pour son soleil, le communisme a été épousé par Gérard Belloin (*), fils de paysans tourangeaux. Il « bat les campagnes pour défendre la légitimité de sa cause et se trouve propulsé, afin de servir l'idéologie, à l'école des cadres du parti. Il se retrouve bientôt à la section des intellectuels.

Il sera en questionnement sur le communisme soviétique et sur la question du Goulag. Il entame, pour professer, une catharsis intellectuelle dans la psychanalyse. Il quitte le P.C.F. en 1979, après 30 années d'engagement. Des questions demeurent non répondues mais ceci est un autre débat pour ce militant qui cherche la réalisation de son vécu dans le message communautaire. Parcours passionnant puisque la praxis recentre continuellement le discours intellectuel dans la réalité sociale et l'éthique.

Ce livre, vraie leçon de morale politique est un humanisme. Le logos demeure une leçon de pragmatique pour le philosophe. Il est caractérisé par l'honnêteté intellectuelle d'un homme de bonne volonté en constante recherche sur le matérialisme historique et la métaphysique descendante.

E. Commun

(*) Gérard Belloin est
l'auteur de Renaud
Jean, le tribun des pay-
sans.

Les Éditions de l'Ate-
lier, 12 avenue Sœur
Rosalie, 75013 Paris.
384 pages, 150 francs



LA MÊLÉE DES PACIFISTES La grande dérive

par Jean-Pierre Biondi*

« Arte » a diffusé en novembre dernier deux émissions consacrées aux insoumis de la première guerre mondiale et, plus récemment, de la guerre d'Algérie.

Au même moment, paraissait un livre : « La mêlée des pacifistes : la grande dérive » qui retrace l'évolution du pacifisme et des pacifistes au cours de la première moitié du siècle dernier.

Le refus de combattre, au risque de tuer des camarades, fut, dès la fin du XIX^e siècle, l'une des idées-forces des socialistes. C'était une réponse au conditionnement que certains historiens ont cru voir se développer à partir de la « levée en masse » de l'an II et tout au long du XIX^e siècle. En France et en Allemagne, après la guerre de 1870, « il fallait préparer la jeunesse au sacrifice suprême pour sauver la patrie. Les recherches [menées en France et en Allemagne] confirment cette analyse en ce qui concerne l'enseignement, surtout au niveau primaire mais aussi secondaire. « L'historien allemand Karl-Ferdinand Werner précisait que cette « préparation [...] a duré pratiquement pendant toute la seconde moitié du dix-neuvième siècle. » Les massacres inutiles des premières années de la première guerre suscitèrent des refus individuels que traduisaient, dès 1915, en réaction à la désinformation désignée comme « bourrage de crâne », la création du « Canard enchaîné » et du « Cra-pouillot ». Sous la direc-
tion « non-conformiste »

de son directeur, Jean-Galtier-Boissière, cette dernière publication a consacré, plus tard, au cours des années 30 plusieurs numéros à une relecture sans complaisance de ces années terribles.

Le pacifisme ne constituait pas pour autant une doctrine inébranlable. Nombreux furent les socialistes, communistes ou non, qui se résolurent à accepter l'engagement militaire, au nom de la défense de la patrie menacée. Toutefois, la montée des fascismes, entre les deux guerres, avait amorcé une dérive au point que le non-engagement fut, à la fin des années 30, le mot d'ordre d'une droite tentée par les modèles mussolinien ou hitlérien, et peu soucieuse de les affronter.

Jean-Pierre Biondi reconstitue l'histoire de cette démarche qui s'inscrivait, à l'origine, en opposition à l'esprit revancharde de l'opinion manipulée après la défaite de 1870, en particulier, par une certaine presse nourrie par une droite exaltée. A l'heure des déclarations de guerre, les socialistes, ont dû se déterminer entre un nationalisme patriotique et l'idéal pacifiste et internationaliste ***.

Fallait-il accepter, en 1914, le sursaut impérial de l'Allemagne et, en 1940, l'expansionnisme nazi ? Dans la première période, la « fleur au fusil » a été la première d'innombrables bouquets déposés dans les cime-

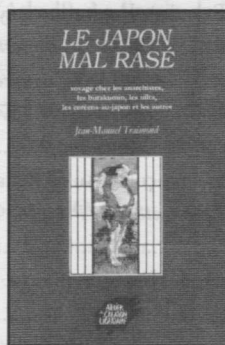
tières militaires. Trente ans plus tard, de nouveaux patriotes ont assumé leur refus de la défaite et de la soumission dans la Résistance et/ou jusqu'à la mort tandis que d'anciennes grandes figures de la gauche : Jacques Doriot, Marcel Déat ou le non-engagé Céline du « Voyage au bout de la nuit », choisissaient le parti de l'envahisseur : la pire des dérives ! Seuls les mouvements anarchistes ou libertaires ont entrepris, sans défaillance, depuis plus d'un siècle leur conviction du refus de toute guerre.

J.-J.L.

* Éditions In Forma
Maisonnette & Larose,
140 F.** Déclaration au
« Monde » (4/5 août
1985).

*** Dans un article consacré dans le « Figaro littéraire » (16 nov. 2000) à la récente réédition des ouvrages de Zeev Sternhell sur les fascismes français, Eric Roussel justifie le ralliement de nombreux socialistes au Maréchal Pétain, le 10 juillet 1940, par un « pacifisme qui les aveuglait ».

[«Gavroche» a publié divers articles sur la première guerre mondiale : « Bourrage des crânes » (n° 1), « 1917 : le Chemin des dames » (n° 9), « Cris de la tranchée » (n° 26), « Écrits pacifistes : Florian Parmetier » (n° 51/52), « Fusillé pour un pantalon » (n° 55)



LE JAPON MAL RASÉ

par Jean-Manuel
Traidmond

Loin de l'image lisse et homogène qu'il cherche à se donner, le Japon possède aussi ses réprouvés. L'auteur, qui a partagé un temps leur existence, s'attache à nous les rendre sympathiques, mais sans faire preuve de complaisance, dans un style alliant causticité et alacrité. Nous faisons ainsi la connaissance de Daihini Gendan, le dernier des Uiltas, natif du sud de Sakhaline, mort sans droits en 1984, oublié des officiels japonais, après avoir survécu neuf ans dans le goulag sibérien ; de Shinkyo, l'institut d'handicapés mentaux fabricant des portes coulissantes, qui doit son succès « au mélange complet, permanent et égalitaire des valides et des handicapés » ; ou des journaliers et clochards de Kamagasaki, le bas quartier d'Osaka, surveillés en permanence par des caméras surplombant chaque carrefour et s'enivrant dès qu'ils ont trois sous grâce aux distributeurs de saké, « hautes

armoires blanches bourrées d'alcool », qui rythment la rue tous les cent mètres. Mais Jean-Manuel Traidmond s'attarde plus particulièrement sur la discrimination sociale frappant les coréens et les burakumins, et la discrimination politique visant les anarchistes.

Les Coréens-au-Japon, chair à canon pendant la Deuxième guerre mondiale, main d'œuvre sous-payée par les industriels, sont d'éternels étrangers dans un pays régi par le droit du sang. Pourtant rien ne différencie physiquement un coréen d'un japonais mais leur nom patronymique suffit à les frapper d'un ostracisme social (1) qui les rejettent dans des ghettos où ils se retrouvent avec les burakumins, ces « intouchables » japonais. Exerçant des métiers en contact avec la mort (bouchers, tanneurs, travailleurs des abattoirs, fossoyeurs...), ceux-ci subissent une triple discrimination : à l'école, pour l'embauche et pour le mariage, car l'état de burakumin se transmet de génération en génération, même si légalement cette distinction n'a plus lieu d'être. Bien des japonais ordinaires persistent à éviter tout contact avec les burakumins « par simple peur d'être pris pour eux et d'en subir les conséquences : la discrimination se perpétue par la peur même qu'elle suscite ».

Mentionnons pour finir les deux figures les plus marquantes de l'anarchisme japonais (2),

Kotoku Shūsui et Osugi Sakae. Membre fondateur du parti social-démocrate en 1901, Kotoku Shūsui découvre en prison les œuvres de Kropotkine après avoir été arrêté pour « subversion » en février 1905 : « Je suis entré marxiste en prison, j'en suis sorti anarchiste convaincu. » Sous son égide, le mouvement anarchiste connut un rapide essor et un succès grandissant tant auprès des ouvriers que des paysans. Mais impliqué, à tort, dans un complot visant à assassiner l'empereur, Kotoku fut pendu le 24 janvier 1911 malgré une campagne de solidarité internationale en sa faveur. Le relais fut pris par Osugi Sakae, professeur d'espéranto, adepte de l'union libre, qui va se consacrer au développement de l'anarchosyndicalisme, multipliant les contacts internationaux. Devenu trop dangereux pour l'ordre social inquiet devant le nombre croissant de grèves, il fut assassiné avec sa compagne Noe Itô, le 16 septembre 1923, sur les ordres du commandant de la région militaire de Tokyo, et le crime maquillé en accident consécutif au Grand tremblement de terre (1). Sic transit...

1. Véritables boucs émissaires de la société, ils furent accusés après le Grand tremblement de terre de 1923 qui ravagea Tokyo d'avoir mis le feu et pillé des maisons, et nombre d'entre eux périrent massacrés.

2. L'auteur s'est appuyé sur la brochure de Philippe Pelletier, « Kotoku Shūsui, socialiste anarchiste », n° 3 de « Subversion ».

Atelier de Création Libéraire,
Lyon, 2000, 144 p., 78 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne à Gavroche à compter du N°116

Un an 5 numéros (dont 1 double) : 190 F — Étranger : Europe 200 F/autre 220 F

Tarif spécial étudiant : 145 F sur justification.

Nom Prénom

Profession

Adresse

Code postal Ville

Adresser bulletin et titre de paiement à : Éditions Floréal, BP 872 — 27008 Evreux Cedex
CCP 5027 58 E ROUEN

L'amateur de livres



Voici une nouvelle liste d'ouvrages d'occasion disponibles à la vente. Nous remercions les lecteurs qui nous passent des commandes et rappelons que les prix que nous pratiquons sont très raisonnables...

Assurez-vous, de préférence, que les livres sont encore disponibles. Merci !

Arnault (Jacques), Le "Socialisme" suédois. Ed. Soc. 1970, 79 p. 20 F
 Barthas (Louis), Les carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier 1914-1918. La Découverte 1987, 554 p. 50 F
 Berry (Georges), La Mendicité. Par un député du IX^e arrt. Utile-Office 1897, 210 p. (couv. défr.) 60 F

Bensidoun (Sylvain), L'agitation paysanne en Russie de 1881 à 1902. *Étude comparative entre le cernozem central et la nouvelle russie.* Fond. Nat. des Sciences politiques 1975, 476 p. index 70 F
 Blondel (Jules-François), Au fil de la carrière. *Récit d'un diplomate 1911-1938.* Hachette 1960, 396 p. 50 F
 Blum (Léon), L'Histoire jugera. Diderot 1945, 337 p. 60 F
 Bonnet (Georges), De Washington au Quai d'Orsay. Ed. du Cheval ailé 1946, 389 p. (n.c.), 8 h.t. index 80 F
 Bosi et Portelli, Les P.C. espagnol, français, italien au pouvoir. Ch. Bourgeois ed. 1976, 261 p. 30 F
 Castarede (Jean), De l'Europe de la raison à celle du coeur. Nathan 1979, 383 p. 30 F
 Cavé (Françoise), L'espoir et la consolation. *L'idéologie de la famille dans la presse du coeur.* Payot 1981, 190 p. 45 F
 Chautemps (Camille), Cahiers secrets de l'Armistice (1939-1940). Plon 1963, 330 p. 50 F
 Cogniot (Georges), Prométhée s'empare du savoir. *La Révolution d'Octobre la culture et l'école.* Ed. Soc. 1967, 257 p. 40 F
 (Collectif), Aspect des relations russo-roumaines. Minard 1967, 276 p. 60 F
 (Collectif), La Sociologie en U.R.S.S.. *Rapports des membres de la délégation soviétique au Vie Congrès international de Sociologie.* Ed. du Progrès Moscou 1966, 320 p. 50 F
 Confino (Michael), Domaines et seigneurs en Russie vers la fin du XVIII^e siècle. *Étude de structures agraires et de mentalités économiques.* Inst. d'Études slaves de l'Université de Paris. 1963, 311 p. index 60 F
 Confino (Michael), Systèmes agraires et progrès agricoles. *L'assolement triennal en Russie aux XVIII^e et XIX^e siècles.* Mouton 1969, 495 p. 70 F

Couté (Gaston), La chanson d'un gas qu'a mal tourné. Seghers 1961, 249 p. 70 F
 Creagh (Ronald), Sacco et Vanzetti. La Découverte 1984, 273 p. index, ill. 60 F
 Deschanel (Paul), Gambetta. Hachette 1919, 300 p. (mqe couv.) 40 F
 Dumay (Jean-Baptiste), Mémoires d'un militant ouvrier du Creusot (1841-1905. Maspero 1976, 431 p. (défraîchi) 50 F
 Engels (F.), Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique. Les Revues 1930, 159 p. (défraîchi) 40 F
 Etten (Henry van), Les Quakers. *Histoire de la Société religieuse des Amis depuis sa fondation jusqu'à nos jours.* Fischbacher 1924, 130 p. 50 F
 Fabre-Luce (Alfred), Journal de la France 1939-1944. A l'enseigne du cheval ailé 1946, 656 p. 70 F
 Freinet (Elise), Naissance d'une pédagogie populaire. *Historique de la C.E.L..* École Moderne Française 1949, 410 p. ill. 80 F
 F.O. Informations N°172, La fuite en avant de Moscou. *Invasion de la Tchécoslovaquie en août 1968.* Volume illustré de nombr. photos 111 p. 80 F
 Galli (Henri), La guerre à Paris. Garnier 1917, 451 p. 60 F
 Garder (Michel), Une guerre pas comme les autres. *La guerre germano-soviétique.* La Table Ronde 1962, 346 pages 60 F
 G.E.R.S.S., L'Europe occidentale vue de Moscou. Fond. pour les Études de Défense nationale 1984, 108 p. (défr.) 30 F
 Gignoux (C.-J.), Restaurations 1814-1821. Laffont 1947, 361 p. S.P. 50 F
 Giolitto (Pierre), Volontaires français sous l'uniforme allemand. Perrin 1999, 461 p. ill. index 80 F
 Gogol, Veillées d'Ukraine. Ed. du Rhône, genève 1944, 342 p. 35 F



LIBRAIRIE FLOREAL

41, rue de la Harpe BP 872 — 27008 EVREUX — Tél. 02.32.33.22.33

Nom : Adresse :

Je vous commande les livres suivants :

Auteur	Titre	prix
Port et emballage prix forfaitaire		20,00
Bon de commande et chèque à adresser à Librairie Floreal		
Total		

Guilloux (Louis), *La Maison du Peuple. La Fenêtre ouverte* 1953, cart. bois gravés de J.-M. Granier, 287 p. 50 F

Hamelet (M.-P.), *Un prolétaire au Figaro. De Pierre Brissot à Robert Hersant*. Grasset 1987, 407 p. ill. 50 F

Jelen (Christian) & Oudiette (Olivier), *La guerre industrielle*. Ed. et publ. premières 1969, 248 p. 35 F

Jobert (Michel), *L'autre regard*. Grasset 1976, 409 p. 40 F

Klutchensky (B.), *Histoire de Russie. T I Des origines au XIV^e siècle*. Gallimard 1956, 410 p. 60 F

Langeron (Roger), *Autour de trois rois 1814-1848*. Monchrestien 1957, 296 p. 60 F

Le Boterf (Hervé), *La Bretagne dans la guerre*. France-Empire 1969, 335 p. index, envoi 60 F

Lefebvre (Henri), *Sociologie de Marx*. PUF 1966, 173 p. 40 F

Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Pékin 1970, 158 p. 30 F

Lénine, *L'Etat et la Révolution*. Pékin 1970, 154 p. 30 F

Lénine, *Matérialisme et empiriocriticisme*. Pékin 1975, 462 p. 40 F

Levrault (Léon), *L'Histoire (évolution du genre)*. Mellottée 1923, 156 p. 30 F

Ley (Francis), *La Russie, Paul de Krüdener et les soulèvements nationaux 1814-1858. Recherches historiques et littéraires*. Hachette 1971, 319 p. 80 F

Male (D.-J.), *Russian Peasant Organisation before Collectivisation*. Cambridge University Press 1971, Cart. 252 p. index 60 F

Manue (G.-R.), *Têtes brûlées. Cinq ans de légion*. Nelle Sté d'édition 1929, 283 p. (défraîchi) 40 F

Miribel (Elisabeth de), *La liberté souffre violence. Au service de la France libre*. Plon 1982, 259 p. index, envoi 60 F

Morin (Edgar), *De la Nature de l'URSS. Complexe totalitaire et nouvel Empire*. Fayard 1983 40 F

Nolde (Boris), *La formation de l'Empire russe. Études, notes et documents*. Inst. d'études slaves 1952, 2 vol. (296p. + 408p.) cartes 130 F

Perdiguer (Agricol), *Mémoires d'un compagnon*. Maspero 1977, 419 p. 70 F

Philippon (Jean), *La Nuit des longs couteaux. Histoire d'une intoxic.* A. Colin 1992, 438 p. index 60 F

Plekhanov (Georges), *Oeuvres philosophiques*. Editions de progrès Moscou s.d. 2 vol rel. toile (903+856 pp.) index 200 F

Plekhanov, *L'Art et la vie sociale*. Ed. Soc. 1975, 83 p. index 30 F

Poltorak (Arkadi), *Le Procès de Nuremberg*. Ed. du Progrès Moscou 1987, Cart. 398 p. ill. 60 F

Portal (R.), *Le statut des paysans libérés du servage 1861-1961*. Mouton 1963, 310 p. 70 F

Portal (Roger), *L'Oural au XVIII^e siècle*. Inst. d'Études slaves 1950, 434 p. cartes et plans 80 F

Rimbaud (Christiane), *L'affaire du Massilia été 40*. Seuil 1984, 256 p. index 50 F

Reed (John), *Dix jours qui ébranlèrent le monde. La Révolution d'Octobre*. Ed. Soc. 1958, 381 p. (défraîchi) 60 F

Seghers (Pierre), *La Résistance et ses poètes, France 1940-1945. 3^e édition revue et complétée*. Ed. Seghers 1974, cart. 661 p. index 100 F

Staline (J.), *Des principes du léninisme*. Pékin 1970, 125 p. 30 F

Strange (M.), *La Révolution française et la Société russe*. Moscou 1960, cart. 229 p. 50 F

Walesa (Lech), *Un chemin d'espoir*. Autobiographie. Fayard 1987, 606 p. 50 F

Ynfante (Jesus), *Un crime sous Giscard*. Maspero cahiers libres 364, 1982, 273 p. 50 F

CHANTS ET CHANSONS

Barbier & Vernillat, *Histoire de France par les chansons. T4 La Révolution*. Gallimard 1957, 285 p. 180 F

Brochon (Pierre), *Béranger et son temps*. Ed. Soc. 1956 176 p. 60 F

Brochon (Pierre), *Le Pamphlet du pauvre (1834-1851)*. Ed. Soc. 1957, 208 p. 60 F

Charpentreau (Jacques), *La République nous appelle !* Hachette poche 1989, 351 p. envoi. 30 F

Levayer (P.-E.), *Chansonnier révolutionnaire*. Gallimard 1989, 317 p. 30 F

Moureau & Wahl, *Chants de la Révolution française*. Livre de poche 1989, 223 p. 30 F

Vézère (Jean), *Chants de guerre des Enfants de France*. Paris 1915, 96 p. 30 F

La Vieille Chanson Française. *Chants nationaux, patriotiques et légendaires*. L. Boulanger (s.d.) 1903 ? petit fascicule de 128 p. ill. 50 F

LIVRES SCOLAIRES

HISTOIRE :

Hallynck et Brunet, *Histoire contemporaine*. Cl. de 3^e, progr. 1947. Masson et Cie 1951, 588 p. 50 F

Isaac (J.), *Histoire contemporaine. Résumé aide-mémoire Bac 2^e partie*. Hachette 1918, 187 p. 30 F

Lamé Fleury, *L'Histoire ancienne racontée aux enfants. Bibl. instructive et amusante*. Chantrens, Lausanne 1858, 190 p. 60 F

Malet (Albert), *L'Epoque contemporaine. Cl. de 3^e, 1^{re} partie : Ancien Régime au 1^{er} Empire*. Hachette 1905, 127 p. 40 F

Malet & Isaac, *Le Moyen Age jusqu'à la guerre de Cent Ans. Cl. de 4^e, progr. de 1931*. Hachette 1932, 508 p. 50 F

Malet-Isaac (Cours d'Histoire), *De 1848 à 1914. Cl. de Première*. Hachette 1961, 575 p. 50 F

Pomot et Besseige, *Petite histoire du Peuple français. Cours Moyen et Certificat d'études*. PUF 1941, 195 p. 40 F

GEOGRAPHIE :

Gallouédec & Maurette, *Géographie de l'Asie de l'Insulinde et de l'Afrique*. Cl. de 5^e. Hachette 1933, 267 p. 50 F

Dubois, Martin & Schirmer, *Afrique-Asie-Océanie. Cl. de 3^e*. Masson 1893, 488 p. 50 F

- D^o - Europe. Cl. de 4^e, Masson 1905, 348 p. 40 F

Fallex, Gibert et Turlot, *Notions générales de Géographie physique. Ecoles normales progr. 1920*. Delagrave 1938, 506 p. 70 F

Brunhes (Jean), *L'Europe. Cl. de 4^e*. Hatier 1954, 328 p. 50 F

DIVERS

Bedel (Jean), *L'année enfantine de Leçons de Choses*. A. Colin 1923, 72 p. ill. 50 F

Bouchor (Maurice) & Tiersot (Julien), *Chants Populaires pour les Ecoles*. Hachette 1^{re} Série 1913 ; 2^{me} Série 1924 ; 3^{me} série 1924, chaque série 40 F

Bouillot (V.), *Le Français par les textes. Lecture expliquée Cours sup. et Compl.* Hachette 1919, 444 p. 30 F

Cahen (Albert), *Morceaux choisis des Auteurs français (poésie)*. Cl. 3^e, 2^e et 1^{re}. Hachette 1903, 586 p. 40 F

Grignon (A.), *Cosmographie. A l'usage des élèves des E.N. d'Instituteurs*. Vuibert 1933, 159 p. + planches 50 F

Gosselet (M. J.), *Cours élémentaire de Géologie. Ens. Secondaire*. Belin 1885, 209 p. 165 fig. et 2 pl. dépl. coul. 60 F

Lebaigue (Ch.), *Morceaux choisis d'auteurs français*. Cl. de 7^e. Belin 1898, ill. T.B.E. 60 F

Lintilhac (Eugène), *Précis historique et critique de la Littérature Française. A l'usage de tous les étudiants en Lettres*. André-Guédon 1890-1895, 2 vol (1- des origines au XVII^e Siècle ; 2- Du XVII^e Siècle à nos jours.) les 2 vol. rel. toile 80 F



L'Université a pour but de préparer l'émancipation sociale du prolétariat par son émancipation intellectuelle.

LA SEMAILLE

Université Populaire de la Bellevilloise

Fondée en 1900

PARIS — 25, Rue Boyer, 25 — PARIS

Station du Métropolitain : Martin-Nadaud

Les Œuvres Sociales de LA BELLEVILLOISE possèdent une bibliothèque sociale, LA SEMAILLE, renfermant environ 4.000 volumes, dont plus d'un millier concernent les questions politique, syndicale, coopératives, sociale, etc., sans oublier les romans d'auteurs connus.

On y trouve, en outre, journaux et revues ouvrières.

On peut lire sur place et emporter des livres.

C'est là une ressource précieuse pour la classe ouvrière et pour nos militants qui sont à la recherche de documents.

Aussi, afin que chacun de vous connaisse LA SEMAILLE et puisse en tirer profit pour son éducation de classe, nous demandons aux Bellevillois de propager au sein de leur organisation l'idée d'une visite à notre bibliothèque.

Si les adhérents d'un groupement avaient l'intention de venir par groupe, ce qui serait plus intéressant pour eux et pour nous, nous leur demandons seulement de nous prévenir quelques jours à l'avance, afin qu'un de nous puisse se mettre à leur disposition.

Heures des visites pour les groupements, tous les jours de 18 à 20 h., sauf dimanches et jours fériés.

Parmi la liste des périodiques, journaux et revues à consulter sur place on y trouve :

Journaux : l'Humanité ; le Temps ; le Peuple, etc...

Périodiques : La Vie Ouvrière ; La Voix Paysanne ; L'Avant-Garde ; L'En-Dehors ; La Femme Socialiste ; Le Semeur ; L'Action Coopérative ; L'Association Ouvrière ; Le Coopérateur Bellevillois ; L'Europe ; Sennaciolo (esperanto) ; L'Emancipation (de Nîmes) ; La Production Coopérative (de Bordeaux) ; L'Anarchie.

Revue : La Vie Economique des Soviets ; Le Droit Ouvrier ; La Coopération dans la lutte de classe ; L'Internationale Syndicale Rouge ; La Vie Syndicale ; Clarté ; Cahiers du Bolchevisme ; Correspondance Internationale ; Revue des Etudes Coopératives ; L'Internationale Communiste ; La Révolution Proletarienne ; Revue de Documentations Economiques ; Bureau International du



BIBLIOTHEQUE ET SALLE DE LECTURE DE LA « SEMAILLE », 23 et 25, rue Boyer, Paris.

Travail ; Bulletin de la Bourse des Sociétés Coopératives Ouvrières de Consommation de 1896 à 1908 qui a pour les militants une grande valeur documentaire.

Les lecteurs peuvent, à titre documentaire, nous faire parvenir les impressions qu'ils ont recueillies en lisant les revues, journaux et démontrer ainsi la valeur éducative de la bibliothèque, ce qui d'ailleurs vient d'être fait par les documents que nous publions par ailleurs dans ce même journal.

OUVERTURE
D'UN CERCLE D'ETUDES
SCIENTIFIQUES
AVEC MUSEUM
ET ACCOMPAGNE
D'UN PROFESSEUR

Tous les mercredis,
de 20 h. 30 à 22 heures,
pour les adultes.
Tous les samedis,
de 20 h. à 21 h. 30,
pour les enfants.

Conditions d'admission à LA SEMAILLE

Pour LES COOPERATEURS se présenter avec le livret matricule ou la carte d'adhérent de la Coopérative La Bellevilloise.

Pour les NON COOPERATEURS, une quittance de loyer ou un certificat de logement pour ceux logés en hôtel et une caution de 20 francs (être présentés par deux parrains coopérateurs).

FRAIS D'ADHESION ET COTISATION : 5 francs par an, payable à l'inscription, ou 2 francs à l'inscription et 1 franc tous les quatre mois.

JOURS ET HEURES D'OUVERTURE : a) Salle de Lecture. Tous les jours, de 16 à 18 heures et de 20 à 22 heures ; b) pour prêt de livres à domicile, mêmes jours, de 20 à 22 heures seulement, et le dimanche, de 10 à 12 heures.

Tout lecteur a droit à 2 livres qu'il peut garder trois semaines au maximum. Passé ce délai, s'il ne vient pas faire le renouvellement des livres, il aura à payer une indemnité de 0 fr. 20 par livre et par semaine de retard (indemnité réservée à augmenter l'achat de nouveaux livres).

Un cahier de réclamations et de suggestions, achats de livres préconisés, est à la disposition de tous et qu'étudie tous les mois une commission de travail nommée chaque année par le Cercle des Coopérateurs de La Bellevilloise.

A titre d'information pour tous

Pour prendre date : Conférences organisées par LA SEMAILLE et avec le concours de la Symphonie.

LE 18 OCTOBRE 1927 :

La Russie Nouvelle et Artistique avec les camarades Grandjean et Dutilleul, film et projections assurés par un opérateur professionnel.

MOIS DE NOVEMBRE :

Conférence sur la critique littéraire. Un film clôturera la soirée.

MOIS DE DECEMBRE :

Conférence sur la tuberculose (suite), par le docteur G. Voronoff, film et projections assurés par un opérateur professionnel. Celle-ci aura lieu pendant les fêtes du Cinquantenaire de La Bellevilloise.

MOIS DE JANVIER 1928 :

Conférence sur le cinéma en général, par le camarade Léon Mousinac, accompagné de film ou projections apporté par les soins du conférencier.

Secrétariat administratif du Cercle et des Œuvres Sociales de la Bellevilloise.